





416-211

LETTRES
SUR
LA MAGISTRATURE.

416-211

416-211

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

F. G. 274

II
7-6-24
LETTRES

SUR

LA MAGISTRATURE

DE L'ORDRE JUDICIAIRE,

PAR

UN MAGISTRAT DE CET ORDRE.



A PARIS,

CHEZ GUSTAVE PISSIN, LIBRAIRE,

PLACE DU PALAIS DE JUSTICE, n° 1;

VIDECOCQ, LIBRAIRE,

PLACE DU PANTHÉON, n° 5.

—
1838.

III

AVERTISSEMENT.

Voici en quelques mots l'origine de ces Lettres.

J'avais passé dans les occupations du Barreau la moitié des années composant mon âge actuel, lorsque je me vis admis, il n'y a pas encore cinq ans, à l'honneur de siéger dans une Cour souveraine. Plus mes nouveaux devoirs étaient sérieux, plus je dus m'appliquer à les bien comprendre.

J'avais dans mes collègues des modèles incessamment placés devant moi. Au désir de les imiter vint se joindre le besoin de me rendre à moi-même un compte exact des règles qui les dirigeaient. Je dus les chercher partout où elles pouvaient être, les réunir, en former un code à mon usage.

J'eus bientôt un autre désir : c'était de rendre mon travail utile à un jeune homme que me recommandent des dispositions heureuses et des liens de famille et d'affection.

Enfin, j'ai pensé qu'en publiant cet essai j'épargnerais des peines et peut-être de fâcheuses irrésolutions à d'autres qui, comme lui, se destinent à la carrière judiciaire et à ceux qui y font leurs premiers pas.

Quelques faits historiques et de nombreuses citations m'ont paru convenables pour fortifier mon texte et soutenir l'attention du jeune lecteur.

F. - A. - V. SEREL DESFORGES,
Conseiller à la Cour royale de Reims.

Septembre 1838

LETTRES

SUR

LA MAGISTRATURE

DE L'ORDRE JUDICIAIRE.

« Toi qui viens siéger ici comme membre du sénat, laisse à la porte tout ce qui tient de la passion, ou qui l'est en effet; car, en ce lieu sacré, n'ont point d'entrée la colère, la violence et la haine, ni la faveur, ni la flatterie. Soumets tes intérêts à ceux du public, et tiens pour certain que les jugements que tu auras prononcés en ce monde, te seront rendus dans l'autre. »

(Inscription de l'ancien palais des Diètes de l'empire, à Ratisbonne.)

LETTRE PREMIÈRE.

Il nous manque un livre spécial, traçant au Magistrat le plan de son éducation et de ses devoirs. — On essaie, par ces Lettres, de remplir cette lacune. — Idée générale des fonctions du Magistrat dans l'ordre judiciaire. — Source de la justice qu'il exerce; notions anciennes et contradictoires sur ce point; doctrine actuelle; raison de l'approuver. — Importance de ces fonctions. — Danger de les confier à l'inhabilitété. — Beau parallèle de la justice et du sacerdoce. — Prenant à la lettre quelques paroles de David, on a divinisé les juges. — La Justice n'a point de siège qui ne soit honorable.

Vous vous étonnez, monsieur, que, dans la multitude des écrits mis au jour pour l'instruc-

tion des jeunes légistes, vous avez vainement cherché une composition, simple et complète à la fois, où ceux d'entre eux qui se destinent aux offices de la judicature puissent apprendre ce qu'ils ont à faire pour s'y préparer, et la manière dont ils devront s'y conduire. Étrangère à l'étude des lois et à nos usages, votre sollicitude paternelle, ne pouvant suppléer à cet oubli de nos auteurs, s'émeut et se plaint, et je conviens avec vous que, dans la production des œuvres de l'esprit humain, ce ne sont pas les plus utiles qui ont toujours eu le pas sur les autres.

Mais vous voulez que je m'érige en Mentor de votre fils, et vous m'invitez, au nom de sa vocation judiciaire désormais décidée, à combler pour lui l'espèce de lacune que vous me signalez. Suis-je bien en mesure de répondre à votre attente?... Vous n'exigez de moi, je le sais, ni la méthodique ordonnance d'un traité, ni les formes solennelles d'une composition oratoire; vous pensez d'ailleurs que, parmi les qualités propres à faire fructifier un enseignement de cette nature, celles-là sont les moins nécessaires. Cependant vous m'interrogez sur des devoirs que je ne puis ignorer sans rougir, non pas seulement

parce que, docile avec hardiesse, j'aurai follement entrepris de les exposer, mais encore et surtout parce que ma conscience de juge m'avertit que j'ai contracté avec elle l'engagement de les bien connaître. Or, que serait une folle témérité en comparaison d'une honteuse ignorance?

Je n'abandonnerai pas toutefois cette naissante vocation que j'ai osé encourager, et ne demandant à notre jeune ami que de payer en attention ce que je lui donnerai en efforts, j'entre de suite en matière.

Nous avons à parler des hommes qui administrent la justice publique : c'est donc dans ce sens limité que nous entendrons toujours les mots *Magistrat* et *Magistrature*. Mais nous les regarderons comme une désignation commune à toutes ces personnes, quelle que soit entre elles la différence de rangs et de titres.

Nous nous demanderons d'abord : qu'est-ce que le Magistrat dans l'institution judiciaire? De qui tient-il sa juridiction? Quel est son degré d'importance dans le mécanisme général du corps politique? Les réponses à ces premières questions feront le sujet de cette première Lettre.

Le Magistrat est l'organe habituel et officiel de la loi. La part d'autorité publique que lui confie la société a pour objet de réaliser par lui les grandes pensées d'ordre légal, de sûreté générale et individuelle, en obligeant tous les citoyens, et, en certains cas, les étrangers même, à observer envers elle et entre eux les règles inviolables du droit et de la justice; en soumettant les infracteurs aux peines encourues; en prononçant ou s'expliquant, d'après ces mêmes règles, sur les débats civils où peuvent être engagés les établissements publics, les agrégations communales, et l'État et le Prince eux-mêmes, considérés comme créanciers, débiteurs, possesseurs ou propriétaires.

Telle est sa mission. S'il l'exerce par voie de poursuites directes ou de réquisitions, ou d'avis motivés, il est l'agent et l'interprète de la société auprès du pouvoir qui juge; lorsqu'il procède par voie de décision et d'injonction, il est lui-même ce pouvoir personnifié. Mais ici, si les positions diffèrent, bien souvent les devoirs se ressemblent, et quelques distinctions, rendues assez sensibles par la nature même des choses, ne nous obligeront pas à compliquer l'objet de

nos recherches par une décomposition de devoirs fondée sur la différence des offices.

Il importe que le Magistrat sache avant tout et n'oublie jamais quelle est la source prochaine de son pouvoir : l'ignorer ou la perdre de vue, c'est un mal et une faute. Le vague dans les idées est une cause d'erreurs dans la conduite.

Lorsque Henri IV, pour reprendre Amiens tombé par surprise au pouvoir des Espagnols, demanda des subsides au parlement de Paris, le président De Harlai, cherchant à justifier le refus de sa compagnie, lui dit : « Sire, nous sommes « obligés d'écouter la justice ; Dieu nous l'a baillée « en main. — C'est à moi qu'il l'a baillée, répli- « qua le Roi, et non à vous ¹. » Par ces prétentions contradictoires, également appuyées sur les notions nébuleuses du droit divin, jugez combien étaient fragiles alors les bases de notre droit public. Grâce au ciel, mieux éclairés et plus heureux que nos pères, nous avons pu mettre fin à cette étrange controverse. A son tour la nation s'est fait entendre, et elle a dit : « Toute justice émane du Roi ; elle s'administre en son

¹ VOLTAIRE, *Histoire du Parlement*, chap. 38.

« nom par des juges qu'il nomme et qu'il institue¹. »

Sans doute le droit de juger doit être exercé avec une entière indépendance. La loi elle-même entend que le pouvoir qui en est investi devienne, par le fait même de son institution, maître absolu de son action, en ce sens qu'il ne peut la laisser diriger par le pouvoir instituant. Mais vous voyez que, dans l'économie de notre corps social, ce droit éminent existe comme émanation immédiate, non de la souveraineté primitive, qui a dû s'absorber elle-même dans un pouvoir plus concentré, mais de la prérogative constitutionnelle qu'elle a conférée au chef de l'État.

Ce dogme, qui n'est pas nouveau, ne serait-il, comme on le conjectura il y a quelques années, qu'une fiction trompeuse née des conquêtes de la suzeraineté royale sur les juridictions seigneuriales, une réminiscence mal appliquée de ce monopole judiciaire qui ne permit plus de chercher la source du droit de justice ailleurs que dans la royauté toute puissante ? Cette source

¹ Charte constitutionnelle, art. 48.

a-t-elle été déplacée en fait , et devait-elle l'être nécessairement en droit , le jour où l'exercice direct de la justice a été retiré au monarque ? Nous n'avons point à agiter ici cette question ; ce serait empiéter sur le domaine de la science spéculative. Notre loi fondamentale a parlé ; elle subsiste ; elle est notre évangile politique. Arrêtons-nous seulement pour examiner dans son ensemble la pensée des fondateurs ; elle nous convaincra qu'il n'y a point d'anomalie dans cette partie de leur ouvrage.

Si vous dites : Le même esprit de prévoyance qui enleva au monarque la puissance légale de juger lui-même , aurait dû lui retirer celle de faire juger en son nom ; ce serait apparemment parce que vous penseriez qu'il y a inconséquence à lui reconnaître ce dernier droit quand on lui dénie le premier. Du moment où le monarque ne peut pas être juge , vous poseriez donc en principe , non seulement qu'il fallait laisser à la nation le droit de nommer ceux qui peuvent l'être , mais encore que la nation ne saurait régulièrement ni conférer ce droit à son Roi , ni décréter que la justice émanera de lui ? Or , la double négative qui termine cette proposition

ne pouvant être sérieusement soutenue, il ne resterait qu'une question de pure théorie, qui se réduirait à trouver, entre les deux modes de nomination, les raisons de préférence, s'il en existe. Ce point doctrinal une fois décidé, ce qui importe, c'est que le système victorieux soit bien lié dans toutes ses parties. Eh bien, on ne peut, ce me semble, contester cet avantage à celui qui nous régit. Qu'y voyez-vous en effet? un chef unique et suprême de l'État, seul investi du pouvoir de faire exécuter les lois, et les jugements qui en sont l'application; enfin il nomme, il institue les juges, et ces juges rendent la justice en son nom; ce qui implique un principe antérieur, identifiant la justice avec la royauté. Ce principe, qui n'a rien que de raisonnable, étant admis, a dû être proclamé; il l'a été: la logique est satisfaite. Sans doute, dans le plus grand nombre des cas ordinaires, le droit de déléguer suppose aussi deux choses: que le déléguant a lui-même le pouvoir qu'il délègue; qu'il pourrait l'exercer personnellement; et nous ne sommes plus ici dans ces conditions. Mais s'ensuit-il que le pouvoir constituant a manqué aux lois du raisonnement en ajoutant au *droit*

de délégation l'*obligation* de déléguer? Non; vous l'absoudrez sur ce point. Et, d'un autre côté, ne s'est-il pas montré raisonneur conséquent en ne séparant pas la source actuelle de ce droit de la personne qui le possède à charge de l'exercer? Oui; vous lui accorderez ce mérite. Ainsi, dans tout cela, la constitution n'a rien dit que la raison ne puisse admettre.

Maintenant, et sans perdre désormais de vue cette royale région d'où procède, en France, la justice publique, revenons à ses ministres.

En définissant le caractère de leur mission, nous avons déjà déterminé la mesure de sa haute importance.

Nous recherchons à l'envi l'honneur de dispenser la justice à nos semblables; et si l'on jugeait par-là de nos dispositions morales, nous devrions passer pour les plus équitables des humains. Cet honneur si grand, mais si difficile à mériter, ne serait pas aussi envié peut-être, si, présumant moins de nos forces, nous songions davantage aux écueils qui l'entourent. Qu'une juste défiance de nous-mêmes nous inspire au moins un salutaire effroi! Je n'entends pas ce-

pendant imiter ces vieux légistes de l'islamisme , dont la voix décourageante , s'efforçant de prouver que l'office de Cadi était inacceptable , citait avec éloge les Musulmans qui préférèrent les longues rigueurs de la prison aux pénibles devoirs de cette charge ; je ne répéterai point , après eux , que les citoyens qui l'acceptent sans un ordre qui les y contraigne , font une chose abominable , parce qu'il a été dit par le prophète que « le Cadi souffre la même torture que l'animal dont on scierait la gorge ¹. » Mais s'il n'est pas sage d'intimider la raison des hommes capables , ne serait-il pas utile de refroidir l'ardeur des solliciteurs ignorants ?

A cette peinture trop chagrine de la condition du Magistrat , substituons une image plus conforme à l'état de civilisation ; elle fut tracée par un jurisconsulte habile , déjà célèbre alors , et devenu depuis l'une des plus brillantes lumières de la Magistrature. « On nous représente la Justice comme une divinité tutélaire , dont le temple , toujours ouvert et de facile accès , offre en tout temps un refuge assuré au pauvre

¹ MILLS , *Histoire du Mahométisme*, chap. 5 ; traduction de Dubuisson. — *Cadi*, juge chez les Turcs.

« contre le riche , au faible contre le fort , à l'op-
« primé contre l'oppositeur. Les Magistrats sont
« les ministres de ce temple. Notre imagination
« se les figure , avec complaisance , revêtus d'une
« espèce de sacerdoce , tant est pieuse l'idée que
« nous nous faisons de la sainteté de leurs fonc-
« tions. Prêtres de la Justice , ils veillent à l'ac-
« complissement de ses lois ; ils attirent les
« hommes vers son culte par le respect dont ils
« font profession pour elle ; ils marchent dans
« ses voies avec une constance inébranlable ; rien
« ne peut se comparer à la régularité qu'ils ap-
« portent dans l'observation de ses rites et de
« ses solennités ¹. » Magnifique description du
sanctuaire , qui nous le représente tel qu'on le
voit en effet dans les beaux jours de la Magistra-
ture. Heureux le pays où la justice contempo-
raine peut être ainsi glorifiée , où l'on ne saurait
tracer fidèlement son portrait sans faire en même
temps son éloge !

Mais , pour relever encore la sainteté du
sacerdoce judiciaire , faudra-t-il , comme on l'a
fait dans les siècles derniers , s'emparer ambi-
tieusement de quelques paroles des hymnes sa-

¹ M. DURIN , *De la libre défense des accusés* , §. 1

créées, représentant les juges comme de véritables dieux improvisés sur la terre? *Ego dixi, dii estis, et filii excelsi omnes*¹; et prenant au pied de la lettre ce langage symbolique du psalmiste, nous regarderons-nous en effet comme des êtres divins? Non, sans doute. Ces mystiques exagérations seraient plus propres à flatter la vanité qu'à exciter le zèle, à outrer le sentiment de l'indépendance qu'à donner une idée exacte des devoirs. Je n'entendrais pas bien d'ailleurs comment, étant devenus dieux ici-bas, le reste des hommes prétendrait nous y imposer des obligations, et pourquoi nous accepterions une apothéose qui nous serait commune avec les Jeffreys et les Laubardemont.

Ce qui est vrai, ce qui doit paraître tel aux yeux de tous, c'est que, dans cet ordre de fonctions inégales, il n'y en a point qui n'aient droit à la considération publique; c'est que, jusqu'au dernier degré de la hiérarchie inclusivement, elles ont chacune leur dignité, parce qu'elles ont toutes leur importance. S'il y avait en France, comme dans l'empire romain, de ces juges pédanés qui, sur un humble siège², décidaient les

¹ Psaume 81.

² *In subselliis, de plano pede.*

minimes contestations que leur renvoyait le Magistrat supérieur, il n'en faudrait pas moins honorer en leurs personnes un ministère qui, par essence, est toujours des plus honorables ; en ce modeste état, ils seraient pour nous la plus ressemblante image de ces pères de famille qui, dans la simplicité des mœurs primitives, faisaient, sans appareil, régner la justice entre leurs nombreux enfants.

LETTRE II.

On trouve dans beaucoup de livres d'utiles enseignements pour la Magistrature : Domat, D'Aguesseau. On ne les consulte pas assez ; pourquoi. — Nécessité de réunir, de coordonner, de compléter ces enseignements. — Recourir aux sources. — Division : 1°. capacité ; 2°. disposition à appliquer cette capacité. — Capacité physique ; attention que doit y donner le gouvernement ; justes distinctions à faire. — Capacité morale ; quelquefois plus apparente que réelle. — Il faut que la nature l'ait préparée par l'aptitude ; ce que c'est ; capacité naturelle. — Il faut qu'elle se perfectionne par l'éducation ; capacité acquise. — Contempteurs de la science. — L'esprit ne dispense pas de celle-ci. — Insuffisance des rudiments de l'école ; danger des demi-notions ; de grands devoirs exigent de grandes études. — L'outrecuidance déplacée dans le Magistrat ; sa raison perfectible ne doit pas rester stationnaire. — Pour le bien de la justice, il faut qu'il étudie sans cesse. — Paresse ; elle conduit à un quiétisme fâcheux. — Découragement ; il exagère les difficultés. — Magistrat ignorant. — Bonne définition de la capacité.

NE croyez pas que nos livres soient avares de conseils et de préceptes pour la conduite des membres de l'ordre judiciaire. Ce serait faire injure à nos maîtres. L'indifférence ou le silence sur cette partie intéressante de la police des sociétés ne serait supposable et concevable que

de la part d'une horde de sauvages, ou chez un peuple de sages. En France, depuis le poëme composé, vers la fin du VIII^e siècle, par un prélat fort occupé des juges de son temps¹, jusqu'au traité plus moderne de morale ou de droit public; depuis la compilation alphabétique du juriste, jusqu'à la harangue solennelle du Magistrat lui-même, partout nous pouvons trouver de graves et d'utiles leçons.

Elles abondent dans les judicieux écrits du sage Domat; elles se reproduisent avec plus d'éclat dans les œuvres harmonieuses de l'illustre D'Aguesseau. Mais, vous le dirai-je? pour les dégager de l'exubérante érudition du premier, il faut affronter l'ennui d'une lecture rendue plus décourageante encore par les formes vieillies et redondantes du style. Dans le second, plus de simplicité serait peut-être désirable, si l'on veut mettre ses nobles enseignements à la portée des intelligences encore novices. Enveloppés dans une diction nombreuse et d'une majesté soutenue, trop souvent ils sont comme éclipsés

¹ Théodulfe, évêque d'Orléans, auteur d'un poëme en neuf cent cinquante-six vers, intitulé *Exhortation aux juges, ou Poëme contre les juges*. (Voy. *Hist. litt. de France*, tome iv, p. 466.)

par cet imposant cortège; la plupart des jeunes lecteurs, éblouis par tant de pompe oratoire, perdant à la fois de vue et les solides maximes qu'elle décore et le soin religieux avec lequel l'orateur y conforma sa vie entière et le fruit qu'ils peuvent tirer d'un si grand exemple, s'imaginent que son livre les fait assister seulement à de purs exercices d'éloquence, et ils se laissent absorber enfin dans la contemplation des formes, lorsqu'ils devraient surtout se livrer à la méditation des doctrines. Parfois aussi la rigidité de la parole les attriste et les rebute. Ils ne s'aperçoivent pas que, dans les temps où elle éclatait ainsi, un relâchement funeste, suite inévitable de² la vénalité des charges, se faisait remarquer dans la jeune Magistrature, et dut lui attirer de sévères remontrances. Plus le caractère du Magistrat s'altérait, plus l'inexorable censure exaltait l'antique discipline. Ajoutons enfin, et c'est un triste aveu de notre faiblesse, qu'à force d'élever devant nous le piédestal de la vertu, on nous décourage, en quelque sorte, dès les premiers efforts que nous faisons pour arriver jusqu'à elle¹.

¹ D'Aguesseau a le style haut et digne comme sa pensée. Il

Cependant ces seules considérations ne pourraient m'enhardir à refaire, même pour notre jeune aspirant, les leçons données par de si grands maîtres. Justement effrayé d'une telle concurrence, je le renverrais prudemment à ces écoles célèbres, me bornant, pour tout conseil, à lui recommander de ne jamais se préoccuper des mots, là où il s'agit de se pénétrer des principes. Mais il n'est pas question seulement de rajeunir ou de simplifier ces leçons, il faut de plus réunir des règles éparses, expresses ou traditionnelles, les coordonner en même temps, aborder en outre des détails quelquefois trop négligés parce qu'ils sont arides, et, s'il se peut, faire un

craignit lui-même le reproche d'exagération. En parlant de la grandeur d'âme, il disait (*III^e Mercuriale*) : « On la regarde comme une vaine spéculation, comme le modèle d'une perfection imaginaire; et peut-être que dans le temps que nous parlons, une partie de ceux qui nous écoutent nous reprochent en secret de tomber dans l'excès de ces peintres audacieux, qui, voulant surpasser la nature au lieu de l'imiter, attrapent le grand, mais perdent le vraisemblable. » — Quant aux charges vénales, voici l'abus : ces charges se résignaient; le Roi donnait seulement les provisions; les résignataires devaient être examinés par des officiers à qui ces provisions étaient adressées à cet effet; mais cet examen n'était plus qu'une formalité dérisoire. Ainsi, c'était au moyen d'un trafic et au gré des résignants que se recrutait la Magistrature!

corps complet de tous ces fragments divers. Sous ces rapports, du moins, l'entreprise est nouvelle et je puis la poursuivre.

Mais qu'il soit bien entendu que, lorsque je résume ce que ces hommes supérieurs ont enseigné, ce n'est jamais pour dispenser notre élève de les interroger lui-même. J'aurais manqué mon but et le vôtre, je croirais l'avoir plutôt éloigné que rapproché du sien, si, en recourant pour lui la matière de leurs écrits sur le sujet de ces lettres, je ne parvenais pas à lui inspirer la résolution de consulter ces écrits à son tour. C'est là que trouvant les raisons fondamentales des maximes que je mettrai sommairement sous ses yeux, voyant avec quelle solidité elles s'enchaînent les unes aux autres, et combien de force elles prêtent à l'action tutélaire de la loi, il achèvera de se convaincre de la nécessité de s'y assujettir comme à la loi elle-même¹.

Si je ne me trompe, les qualités et les vertus

¹ La grande étendue des œuvres de D'Aguesseau en élève trop le prix pour qu'il soit facile à tous les jeunes gens qui débutent dans le barreau ou dans la Magistrature, d'en acquérir un exemplaire. Beaucoup d'entre eux cherchent à y suppléer d'abord par quelque ouvrage moins cher, propre à les mettre au moins sur la voie.

qui font le bon Magistrat sont toutes comprises dans cette double énonciation : d'une part, une capacité réelle assortie à la nature de son emploi ; de l'autre, une constante disposition à appliquer cette capacité dans le sens le plus favorable au but de son institution.

La capacité physique se définit assez d'elle-même : c'est aussi la plus facile à apprécier. Dans toute fonction publique, elle doit être en rapport avec son objet. Le pouvoir suprême, aujourd'hui libre de choisir, et pouvant même, en certains cas, révoquer ses choix, ne saurait être embarrassé pour maintenir partout ce niveau nécessaire. Mais s'il y a nécessité de se montrer difficile lorsqu'il examine les facultés de cette nature dans les nouveaux sujets qui s'offrent à lui, il y a convenance et justice à mesurer avec une moindre rigueur, dans les hommes en charge, celles qui se sont affaiblies au service de la société. Souvent, d'ailleurs, une précieuse expérience reste en compensation de ce dépérissement des organes ¹.

¹ Le lieutenant au siège de Brignoles, devenu aveugle après trente ans de service, fut néanmoins maintenu dans ses fonctions par arrêt du parlement d'Aix, du 14 juin 1689. Papon rapporte un arrêt du 20 novembre 1437, qui refusa d'admettre à un office de juge un particulier aveugle. Cette distinction

La capacité morale, heureux assemblage de facultés intellectuelles, est d'autant moins facile à bien reconnaître de prime-abord, que, chez les esprits vains et superficiels, un art insidieux en affiche quelquefois toutes les apparences. Il faut donc que d'avance, de façon ou d'autre, le postulant ait donné des gages et subi des épreuves.

Dans l'énumération des facultés mentales, nous mettrons au premier rang cette disposition particulière d'esprit qui, sous le nom d'aptitude, se développe par l'effet naturel d'une organisation appropriée à certains objets. Ainsi on voudra, dans le Magistrat, un esprit exact, afin qu'il sache embrasser et coordonner entre elles toutes les parties d'un raisonnement, toutes les dépendances d'une proposition, toutes les faces d'une question, avant d'y appliquer son jugement. On demandera qu'à cette propriété de l'intelligence, il joigne la pénétration qui devine et la justesse qui résout ; c'est-à-dire que le Magistrat sera pourvu de cette sagacité positive qui, sans pouvoir être l'infailibilité même, parvient, dans le

entre *admettre et maintenir* paraît fondée en raison. La loi romaine, encore plus facile en ce point, porte : *Cæcus judicandi officio fungitur*, lib. vi, ff. *De judiciis*.

plus grand nombre de cas , à travers les plus épais nuages , à démêler l'erreur et l'imposture ; qui discerne le bon droit sous les dehors embarrassés et au milieu des maladresses dont la bonne foi elle-même n'est pas exempte, et sait éviter de confondre l'audacieuse attitude de certains coupables avec la contenance assurée de l'innocence. Croyez que , pour rassurer les bons et réduire les méchants, rien n'est si efficace que ce coup d'œil ferme et sûr des Magistrats. Telle est sa puissance , que partout où l'on peut être certain de le rencontrer, la cupidité se modère et le champ du crime se rétrécit.

Cependant , quelque prix que nous attachions à ces dons inestimables de la nature , ils ne pourraient nous suffire dans l'état de complication où se trouvent les innombrables intérêts de la société et les lois mêmes destinées à les protéger. Vous entrevoyez déjà que la capacité acquise réclame notre attention , et que j'ai maintenant à vous parler de la science qui la constitue.

Complément indispensable de la capacité naturelle , la capacité acquise doit tendre sans cesse à leur commun perfectionnement ; et comme elle a d'inépuisables moyens , elle aura à s'imposer de continuels efforts.

Mais, chose étrange ! il s'est rencontré des hommes qui puisèrent dans les livres mêmes le dégoût des livres et de la science¹ ; à peu près comme les misanthropes croient avoir trouvé dans le commerce des hommes une raison suffisante pour mépriser et haïr la race humaine. Il est vrai qu'elle a eu des fous de toutes les espèces, et il ne paraît pas qu'aucune d'elles soit encore perdue. Quant à celles que je vous signale, elles ne sont dangereuses que lorsqu'elles prétendent se mêler de nos affaires. La justice ne leur lance pas ses foudres, mais elle les repousse de son siège.

Elle se plaint d'un autre travers. Il y a des hommes qui, se reconnaissant à eux-mêmes beaucoup d'esprit, se persuadent que la nécessité de s'instruire n'existe que pour ceux qui n'en ont pas. S'ils n'osent pas tout-à-fait proclamer cette grande découverte, ils en usent du moins avec une fière assurance. Mais pendant que, d'un côté, la sottise applaudit à leur triomphe, de l'autre, j'entends le modeste bon sens nous dire,

¹ Socrate les appela *Misologues*. (Voyez D'AGUESSEAU, édition de 1819, tome xvi, p. 156.) Le xii^e siècle connut une secte semblable, sous le nom de *Cornificiens*.

avec l'auteur du *Traité de la Sagesse* : O vous qui aspirez ou que je vois déjà parvenus aux emplois publics, vous croirez-vous dispensés d'acquérir les connaissances qu'ils vous demandent, tandis que l'homme qui se voue aux plus simples fonctions d'un art mécanique se reconnaît obligé d'en faire d'abord l'apprentissage ?¹

Au milieu de nous, quelques voix répondront peut-être : « Nous sortons des écoles ! » Soit ; mais montrez-moi, je vous prie, le Magistrat de fraîche date auquel il est permis de croire qu'il arrive dans la lice armé de toutes pièces ? Sera-ce parce que, grâce à ses parents et par la volonté de la loi, il apporte le fruit de quelques études préliminaires, constatées par un diplôme en bonne forme ? Eh, mon Dieu ! ces demi-notions égarent souvent bien plus qu'elles n'éclairent, et mieux vaudraient, pour percer les ténèbres, les jets de lumière de la simple raison. En tout cas, telle est l'étendue de nos devoirs, qu'elle nous oblige à ajouter sans relâche à la somme de nos connaissances, et que ce serait une inexcusable témérité de nous croire parve-

¹ CHARRON, liv. III, chap. 17.

nus au point de pouvoir nous dire, en fermant nos livres : Tout ce que nous devions savoir, nous le savons dès ce moment.

Nous nous garderons d'une confiance si présomptueuse ; elle ne serait nulle part plus déplacée que dans le sanctuaire des lois ; car les oracles qui s'y rendent sont déplorables quand la science les condamne et les désavoue. Le talent n'y est pas moins nécessaire que la vertu. L'intelligence humaine a ses bornes, il est vrai, mais pourtant elle est perfectible ; d'un autre côté, la science est infinie, et, en aucun instant de sa courte existence, l'être doué d'une saine raison ne peut affirmer avec vérité que la sienne est parvenue au terme de ses acquisitions possibles. Disons donc que l'éducation du Magistrat doit être l'œuvre assidue de sa vie entière.

D'accord sur tout cela, nous arriverons, pour nous y fixer désormais, à ces propositions aussi simples qu'incontestables : la perfection de nos facultés intellectuelles ne dépend pas absolument de nous, mais nous pouvons toujours agrandir l'étendue de ces facultés, en multiplier les avantages, et par là même nous en faciliter l'exercice ; nous le devons lorsque nous recevons de la so-

ciété une mission qui ne s'accomplit bien qu'avec ces moyens réunis. Une noble résolution sera la conséquence forcée de ce raisonnement intelligible.

Deux secrets ennemis du bien public peuvent s'élever contre elle, et je vous les dénonce. Quelquefois la paresse laisse tomber ces mots spécieux dans l'oreille du Magistrat : Arrête-toi ; à quoi bon ces éternelles élucubrations ? N'as-tu pas un cœur droit, une raison suffisamment éclairée?... Que te faut-il de plus?... Dans un autre moment, ce sera le découragement qui, s'emparant de son âme, en arrachera cette douloureuse plainte : Tant d'efforts lents et pénibles ne doivent-ils pas avoir un terme ? Suis-je condamné à fatiguer toujours mon esprit pour acquérir une science qui semble n'y consentir qu'à regret ?

Eh bien, qu'il se dise alors : La paresse ne fut jamais qu'une méchante conseillère. Elle n'a garde de se présenter sous son nom véritable à l'homme public qu'elle veut subjuguier ; en séductrice habile, pour vaincre en lui l'honorable résistance qui naîtrait du sentiment de ses devoirs, elle argumente avec gravité pour qu'il

capitule en sûreté de conscience, et qu'il s'endorme enfin dans une espèce de quiétisme. Quant au découragement, s'il suit parfois les pénibles essais d'une conception lente, pourquoi oublierai-je le *labor improbus* dont parle un grand poète, et cette remarque avérée d'un grand Magistrat : « La science a élevé des esprits médiocres « à la hauteur du génie ¹. »

Qu'il interroge l'histoire, surtout celle des hommes qui ont illustré la Magistrature et le Barreau, et alors il sentira renaître sa force et son courage. La peur s'exagère les difficultés. La société, composée d'hommes comme nous, n'exige de notre persévérance ni des efforts au-dessus de notre nature individuelle, ni des monuments capables d'éterniser notre mémoire; mais elle est en droit de nous répéter : Vous avez reçu de moi une tâche importante et difficile; vous l'avez acceptée, peut-être même sollicitée; soyez donc les dignes ministres de ma justice, et, pour l'être en effet, consacrez aux études qu'elle vous demande une partie des loisirs qu'elle vous laisse.

Entre un juge ignorant et un juge méchant,

¹ D'AGUESSEAU, VII^e *Mercuriale*.

la différence est peu de chose quant aux résultats. Celui-là fait en aveugle le mal que celui-ci commet sciemment. L'un est haï; mais l'autre est méprisé¹.

J'aime cette brève définition donnée par Domat, et c'est par elle que je me résume : La capacité, c'est le bon sens instruit².

D'un Magistrat ignorant
C'est la robe qu'on salue.

LA FONTAINE.

¹ *Droit public*, liv. II, tome IV, sect. 1.

LETTRE III.

Capacité; suite. — Programme d'études. — Savoir bien dire et bien raisonner. — Fruit à retirer des premières études. — Magistrat insouciant et sans livres dépeint par Montesquieu. — Ce type ne doit plus se retrouver. — Bien choisir ses livres et les utiliser. — Fiction qui répute la loi connue de chacun; se réalise jusqu'à un certain point dans le Magistrat. — Nombre immense de nos lois; insuffisance de notre mémoire. — Premier triage à faire pour la soulager. — Second triage; ce qu'il importe de retenir; distinctions. — Étude des théories et des principes. — Anciens monuments de la législation. — Longue durée des études rendue plus indispensable par la complication de la science du droit. — Cicéron et Papon. — Comment cette science se dégrada et comment elle s'est réhabilitée.

J'AI dû vous entretenir quelque temps de l'absolue nécessité où nous sommes de nous maintenir, par le continuel progrès de nos connaissances, au niveau de nos attributions. De tout ce que nous avons dit à cet égard, nous pouvons extraire ces deux axiomes généraux : 1°. Sans le secours de la science, le Magistrat le plus intelligent n'aura jamais qu'une capacité très imparfaite; 2°. le besoin d'approfondir la science relative à ses fonctions dure autant que ces

fonctions mêmes. Comme ce besoin de chaque jour ne se rapporte pas seulement à l'intérêt tout-à-fait secondaire de son avancement et de sa gloire, mais encore, et par-dessus tout, à l'intérêt sacré de la justice et de la société, vous avez compris la raison de mon insistance.

Bien pénétré de ces vérités, et résolu de les mettre à profit, notre jeune homme nous demande quel est le programme de ces études réservées à sa patience et à son courage. Dans cette Lettre et dans la première qui la suivra, nous tâcherons de satisfaire à son juste empressement.

Le talent de bien dire, et surtout l'art de bien raisonner, méritent une partie notable de son attention. Ils lui seraient plus particulièrement nécessaires dans les fonctions du ministère public. Mais, dans toute Magistrature, il convient de les cultiver avec un soin presque égal.

Ce sont là, au reste, des éléments généraux de toute bonne éducation. Ce qui doit nous occuper ici, c'est l'éducation particulière au Magistrat, c'est l'ensemble des éléments plus ou moins spéciaux destinés à la former. Parmi ceux-ci, les uns, il est vrai, en doivent être la partie essen-

tielle et fondamentale ; mais les autres , bien qu'accessoires , viennent se lier à cette base par des points nombreux et sensibles.

Il faut le dire encore : ne prisons qu'à leur juste valeur les leçons recueillies sur les bancs universitaires ; car elles ne peuvent faire que , de bon écolier , on devienne tout à coup habile homme. Je ne connais pas de mortel plus embarrassé de sa science nouvelle que le jeune licencié en droit , obligé d'en faire une application soudaine aux affaires qui lui arrivent. Chacun peut , sans rougir , citer en preuve sa propre expérience. A Dieu ne plaise pourtant que nous songions à rabaisser le prix de ce qui est bon ! C'est déjà un assez beau fruit du travail préparatoire de ces écoles que la connaissance des rudiments du savoir , des procédés de la méthode , des moyens d'acquérir ensuite une instruction solide et profonde. Élèves studieux , quand vient le temps de vous passer de l'appui de vos maîtres , rendez grâce d'abord à leur longue patience ; puis , avec les forces qu'elle vous a données , marchez avec constance dans ses voies : vos progrès ne dépendent plus que de vous-mêmes.

Un Magistrat dont les écrits ont immortalisé

la mémoire, et qui préludait à des travaux de génie par l'observation des mœurs de son temps, nous représente Usbeck arrivant chez un homme de robe, et engageant avec lui cette conversation : « Monsieur, il me paraît que votre métier
« est bien pénible. — Pas tant que vous imagi-
« nez ; de la manière dont nous le faisons, ce
« n'est qu'un amusement. — Mais quoi ! n'avez-
« vous pas toujours la tête remplie des affaires
« d'autrui ? N'êtes-vous pas toujours occupé de
« choses qui ne sont point intéressantes ? — Vous
« avez raison ; ces choses ne sont point intéres-
« santes, car nous nous y intéressons si peu que
« rien, et cela même fait que le métier n'est pas
« si fatigant que vous dites. — Monsieur, je n'ai
« point vu votre cabinet. — Je le crois, car
« je n'en ai point. Quand je pris cette charge,
« j'avais besoin d'argent pour la payer : je vendis
« ma bibliothèque. »

Cette insouciance sans façon et sans remords est, grâce au ciel, un phénomène inconnu de nos jours dans l'ordre judiciaire. On n'y verrait pas la fatuité ignorante s'oublier au point d'insulter au devoir. Quant à nos livres, si jamais nous consentions à nous séparer d'eux, nous

n'aurions pas même, pour justifier ce parti, la singulière excuse que vous venez d'entendre.

L'artisan ne se met point à l'œuvre sans se pourvoir des instruments de son état : non moins prévoyants que lui, nous aurons une bibliothèque à nous, ou tout au moins à la portée de nos recherches. Voilà déjà les apparences sauvées. C'est bien quelque chose, mais assurément nul ne prétendra que ce soit assez. Ces doctes richesses du cabinet, que je suppose assorties à nos fonctions, n'y resteront pas comme un vain objet d'ostentation scientifique, ou comme le stérile monument d'une fantaisie de bibliomanes. Si, incapables d'imiter l'infatigable application de Pothier, nous ne les étalons pas, comme lui, sur le parquet pour les dévorer plus à l'aise, du moins nous n'en serons pas économes pour nous-mêmes ; chaque jour, au contraire, nous en extrairons quelque nouvelle substance pour arriver au Palais avec un nouveau tribut de lumières.

C'est ici que commence le besoin de tracer un itinéraire à notre élève ; car il va voir combien les routes qu'il doit suivre sont longues et compliquées.

La maxime universelle qui veut que nul ne soit censé ignorer la loi, n'est, relativement au plus grand nombre des citoyens, qu'une fiction de droit impossible à réaliser. Toutefois elle dut être établie, et de sa généralité même dépendait l'efficacité de la loi. D'ailleurs les conseils de la science ne peuvent manquer à l'ignorance qui les demande. Quant au Magistrat, interprète officiel des volontés de la loi, en quelque sorte identifié avec elle, il est tenu de la connaître en effet, non pour son intérêt propre, qui n'importe pas ici, mais pour l'intérêt de tous; et c'est surtout à lui que s'applique, à la rigueur, cette autre maxime : On est également répréhensible de faillir sciemment, ou de faillir par ignorance de ce qu'on devrait savoir.

Il y a à peine un tiers de siècle, les biens et les personnes se trouvaient encore confusément régis, dans notre patrie, par le corps volumineux des lois romaines, par plusieurs centaines de coutumes dissemblables¹, par une incroyable

¹ Plus de trois cents, dit Ferrière (*Dictionnaire du Droit, v^o Coutume*). — Cent quarante-quatre, selon Voltaire (*Dictionnaire philosophique*, au même mot). — Deux cent quatre-vingt-cinq, dit Thomas (*Éloge de D'Aguesseau*). — Cinq

multitude d'édits, d'ordonnances, de déclarations, émanés de nos rois. A ces textes législatifs venait se joindre l'immense cortège des glossateurs et des *compilateurs d'opinions*¹. Je me permettrai de dire, avec Montaigne, que c'est plus qu'il n'en faut pour régler tous les mondes d'Épiqueure². Cet amas énorme de statuts, parmi lesquels la volonté du législateur se trouvait encore vivante dans un idiome mort, n'est pas entièrement aboli, et, pour tenir lieu de ce qui l'a été, nous avons créé huit myriades de lois, décrets, ordonnances, et la foule obscure des règlements locaux.

Vous demanderez sans doute ce que devient, dans un pareil état de choses, par rapport au Magistrat lui-même, la fiction légale dont je vous entretenais à l'instant, et s'il lui est humainement possible de la convertir, pour son compte, en une réalité parfaite. Je vous répondrai : Je ne

cent cinquante, dit M. Dupin dans sa *Dissertation* placée en tête des œuvres de Pothier. — L'omission d'un nombre plus ou moins grand de coutumes locales produit ces différences.

¹ Expression de Voltaire.

² *Essais*, liv. II, chap. 13. L'auteur y cite fort à propos ce passage de Tacite : *Ut olim flagitiis, nunc legibus laboramus.* (*Annales*, liv. III, chap. 25.)

connais point de procédé mnémonique qui puisse mettre sa mémoire en complète possession de ces textes innombrables. Dans cette impuissance reconnue, un triage nous est donc permis, et, s'il est judicieusement fait, notre tâche se trouvera allégée sans rien retrancher de ce qui nous est absolument nécessaire.

Or nous pourrons élaguer d'abord la plupart des lois et des règlements d'administration, tant générale que locale; les codes et statuts militaires; en un mot, tout ce qui n'a pas un rapport direct et positif avec l'administration de la justice civile et criminelle, dans l'ordre de notre compétence. Entre l'impossibilité de tout savoir et la honte de tout ignorer, le sage cherche un milieu raisonnable¹.

Cette portion légitimement exceptée de nos études habituelles est considérable; ce qui nous reste ne l'est peut-être pas moins. C'est assez dire que, dans celle-ci encore, tout ne saurait être appris, retenu. Mais tout n'y est pas non plus

¹ Les parlements, les baillis, les sénéchaux et autres juges ordinaires, qui avaient dans leurs attributions l'administration de la police, devaient comprendre dans leurs études cette partie du droit public, maintenant étrangère au pouvoir judiciaire.

d'une application également fréquente. Il y a donc ici un nouveau choix possible et de nouvelles raisons de prendre courage. Tout ce qui constitue le droit commun, tout ce qui règle les transactions ordinaires de la vie civile et la répression des délits de notre ressort, sera souvent étudié, soigneusement médité; autant qu'elle le pourra, la mémoire se chargera des notions ainsi acquises, et vous voyez que, dans un travail réduit à ces proportions, il ne faut pas désespérer d'elle. Quant aux dispositions de droit spécial, faites pour des espèces qui se présentent plus rarement, elles ne réclameront pas une étude aussi assidue; on pourra différer le soin de les approfondir jusqu'au jour où naîtra l'occasion de les appliquer. Mais il est une attention qu'exigent de nous toutes ces parties de la législation qui se trouvent en rapport avec nos attributions: s'il ne nous est pas donné de graver dans nos souvenirs la teneur même de chacune d'elles, soyons cependant en mesure de nous en rappeler au moins l'existence quand viendra le moment de les consulter, afin que nous sachions alors, d'une main sûre, diriger nos recherches. Ce genre particulier d'habileté, qui suppose beaucoup de

travaux antérieurs , est un grand pas de fait dans la science des lois.

Mais comme l'étude pure et simple du texte de la loi ne saurait à elle seule nous en donner l'entière et parfaite intelligence ; comme la raison doit toujours concourir avec la mémoire à l'éducation du Magistrat , il sentira bientôt le besoin de remonter lui-même jusqu'aux premiers principes des théories consacrées , aux discussions qui en ont précédé l'adoption , aux considérations qui l'ont motivée. Cela ne lui suffira pas encore. Il interrogera , dans les commentaires du droit , l'opinion des écrivains éclairés , et , dans la jurisprudence des arrêts , les exemples d'application. Parfois il portera même son attention sur les vieux monuments de notre droit national , sur les antiquités de la législation étrangère , et de préférence sur le dernier état du droit civil des Romains. Sans croire aveuglément que toutes les parties de leur ouvrage soient des modèles accomplis de *raison écrite* , chaque comparaison qu'il fait entre leurs doctrines et les nôtres lui rappelle qu'ils furent nos maîtres dans la carrière où nous marchons. N'aperçoit-il pas d'ailleurs une éclatante confirmation de

cette vérité dans la détermination de l'autorité publique, qui nous fait une loi d'étudier celles de ce peuple avant de nous admettre au rang des Jurisconsultes et des Magistrats ?

Jusqu'ici vous ne voyez encore qu'une des branches de nos études, mais c'est la plus importante, en ce sens qu'elle est la plus indispensable à la pratique des affaires. Que notre jeune homme la saisisse avec ardeur. Nous y reviendrons plus tard, et nous achèverons alors l'exposition de notre système d'éducation judiciaire.

« Donnez-moi trois jours, et je me fais fort de « devenir jurisconsulte ¹. » Je ne sais ce qui est le plus plaisant, de cette saillie de l'orateur romain, ou de la colère qu'elle a jadis excitée dans le camp des juristes. Papon, qui ne fut pas le moins courroucé, a sérieusement infligé à Cicéron l'épithète d'*ignorant*. Cette grande rumeur ne provenait cependant que d'un malentendu fondé sur une espèce de parachronisme. A l'époque où Cicéron jetait ce ridicule sur la science du droit, on la faisait consister, comme il prit

¹ *Si mihi stomachum moveritis, triduo me jurisconsultum esse profitebor.* Oratio pro Murena, c. 13.

soin de le dire, dans un ramas de vaines formules et de subtilités fort étranges, consignées dans un petit nombre de livres assez répandus et bien dignes assurément de son mépris. Mais ce qu'il n'est pas permis d'ignorer, c'est que ce grand homme avait beaucoup étudié la jurisprudence véritable, que ces livres n'enseignaient pas. Il n'invectiva point contre celle-ci, et bien qu'alors elle fût loin d'avoir acquis l'admirable développement qu'elle présenta sous le Bas-Empire, il ne crut pas trop faire en lui vouant une partie de ses veilles.

Que durant un long période de temps, dans les écoles et dans le barreau, envahis par une fausse érudition, pire que l'ignorance, des esprits captieux, abaissant à leur niveau cette science déjà si épineuse par elle-même, l'aient encore hérissée de leurs arguties aussi bizarres que frivoles; que le désordre de leurs idées ait fait mettre en doute la vérité de ses dogmes, nous serons les premiers à l'avouer et les plus empressés à nous en plaindre. Mais, pour se réhabiliter, il lui a suffi de rentrer dans ses voies naturelles. Elle reprit son empire en reprenant sa dignité. Dès lors elle a pu suivre ses destinées, c'est-à-dire faire régner

autant que possible, parmi les hommes soumis aux mêmes lois, la justice, la paix et la sécurité. Ce sont là d'assez beaux titres sans doute pour intéresser à ses progrès comme à ses triomphes l'esprit et l'âme du Magistrat.

LETTRE IV.

Capacité; suite. — L'effroi causé par l'immensité de la science du droit a fait recourir à divers expédients pour sortir d'embarras. — Premier moyen : s'en tenir à ce qu'on sait, c'est reculer au lieu d'avancer. — Second : n'apprendre qu'à mesure du besoin, cela suppose entre les affaires un loisir qu'elles ne laissent pas toujours; tempérament possible. — Troisième : s'en tenir aux abrégés, travail stérile. — Choix à faire dans la foule des traités et commentaires. — Le cercle des lumières doit s'étendre en proportion de l'élévation des sièges; raison de cette progression. — La science du Magistrat est autre que celle du praticien; fausses idées sur ce point. — Nécessité et moyen de l'agrandir. — Étude de la morale et du droit naturel. — Étude de la morale religieuse. — Étude du droit public. — Étude du droit international. — Étude de l'histoire, et en particulier de l'histoire de la jurisprudence. — C'est ainsi qu'on fait du droit une science philosophique, digne alors de son objet. — C'est faute d'avoir été ainsi entendue qu'elle fut ridiculisée. — Préférer les juristes philosophes à ceux qui ne sont qu'érudits ou subtils. — Directions et limites convenables des études spéculatives.

CETTE vaste science de la législation et du droit, dont nous nous occupons en dernier lieu, ne s'acquiert, vous l'avez vu, qu'au prix de lectures assidues, de laborieuses recherches, de longues méditations. Tel est cependant l'effrayant assem-

blage des écrits qui l'enseignent, que, pour les lire tous, une vie séculaire serait à peine suffisante; et quand on songe qu'il est des codes et des foules de traités sur lesquels l'attention doit revenir sans cesse, n'est-on pas tenté, même dès les premiers pas, de s'écrier encore : Pourquoi me fatiguerais-je, puisqu'en avançant toujours je n'arriverai jamais? Pour sortir de cet état de perplexité, que feront les moins courageux? Ils prendront le parti de s'en tenir à ce qu'ils ont appris, ou de n'apprendre qu'à mesure qu'une impérieuse nécessité l'exigera, ou de considérer comme des guides suffisants les commodités abrégiateurs de la science.

Pesons le mérite de ces divers procédés.

Se contenter de ce qu'on a une fois appris, c'est évidemment courir le risque de désapprendre, ou tout au moins d'ignorer une partie de ce qu'il faudrait savoir. Voilà donc un premier moyen à réprover.

Je conçois mieux la méthode qui attend que les difficultés naissent pour s'occuper des moyens de les résoudre. Peut-être suffira-t-elle au Magistrat déjà muni d'une instruction étendue et profonde. Cependant le cours régulier de la justice

ne lui laissera pas toujours cette faculté d'ajourner, et le pressant devoir d'expédier les affaires exigera bien souvent la connaissance anticipée des principes. Mais si, retranchant de cette méthode ce qu'elle a d'exclusif et de systématique, vous conciliez avec l'examen successif des principes particulièrement applicables aux espèces qui se présentent, quelques études suivies, indépendantes de toute nécessité actuelle; en un mot, si, pour continuer de vous instruire, vous n'attendez pas qu'un nouveau thème vous soit donné par un nouveau plaideur, alors vous doublez vos mérites et vos lumières : on ne pourra qu'applaudir à une marche aussi raisonnable.

Que vous dirai-je du troisième procédé? Où est l'homme sincère qui ne reconnaitra pas que ces prénotions, cette science en raccourci, qu'on va puiser dans les extraits ou *compendium* et dans les paratitres, n'est qu'un fruit desséché, un aliment sans substance?

Il est cependant un expédient légitime et même nécessaire pour réduire cette partie de notre labeur à la mesure de nos forces et de notre temps, et vous allez voir qu'ici encore nous n'avons nulle raison de nous épouvanter. Ce qu'il a fallu faire pour les lois, nous le ferons

pour les recueils et les traités de jurisprudence : nous choisirons. En général, nous pourrons nous en tenir à l'élite des auteurs et des commentateurs; et, sur chaque matière, le nombre des vrais prophètes est toujours facile à compter. Il arrivera, néanmoins, des occasions embarrassantes où ils nous laisseront livrés à nos propres conjectures; nous ne dédaignerons pas alors de demander aux autres ce qu'ils ont pensé et comment ils ont raisonné.

Le besoin d'une vue exercée se fait sentir en proportion du point d'élévation où nous sommes parvenus et de l'horizon qu'il nous faut embrasser. C'est une loi de progression dans l'ordre moral comme dans le monde physique. Plus nous nous élèverons sur les degrés de la judicature, plus il faudra d'étendue à notre vue intellectuelle. La mission de revoir, et, au besoin, de réformer la décision du juge inférieur, est bien grave, et elle suppose, en général, qu'il y a une plus grande somme de lumières acquises dans le juge réformateur que dans l'auteur du jugement réformé. Je ne vous dis pas qu'en fait le contraire ne se soit vu quelquefois; mais évidemment le fait trompe alors l'espérance de la loi. Celle-ci a dû compter en outre que, sur cer-

taines matières d'un ordre exceptionnel, il y aurait au moins, entre les deux degrés, égalité de connaissances spéciales. Ainsi, dans les juridictions souveraines, où se portent les appels des justices consulaires, il faudra qu'à la connaissance du droit commun vienne s'unir celle du droit et des usages commerciaux. Autrement, qu'arriverait-il? Donner pour premiers juges au commerce, partout où les localités le comportaient, des hommes choisis par lui, dans son sein, et par conséquent familiarisés avec ses usages, était sans doute un sage parti; mais qu'en même temps le même législateur ait jugé à propos de déférer l'appel de leurs décisions à une Magistrature prise dans une classe différente, la justice n'aurait-elle pas sujet de s'en inquiéter si, par un surcroît d'études appropriées à ce genre de transactions, le juge du second ressort n'obvialt pas lui-même à cette espèce d'antinomie introduite dans notre organisation judiciaire?

Dans ma dernière Lettre, je n'ai déroulé devant vous qu'une partie de notre plan d'études. Jusqu'à présent, peut-être, vous êtes disposé à ne voir, dans ce Magistrat studieux que je vous représente, qu'une sorte d'érudit entouré des

tables de la loi, de traités et de recueils de jurisprudence; se nourrissant l'esprit, par une nécessité de son état, d'une science grave, positive, mais circonscrite, et, pour ainsi dire, de pure convention; vous êtes porté à le plaindre, et vous dites : Ainsi donc, l'étude monotone de certaines règles de discipline sociale, voilà à quoi se réduit en définitive l'occupation du Magistrat assis dans son cabinet.

Nous n'aurions pas bonne grâce à vous reprocher une telle opinion, s'il était vrai, comme on l'assure, que, dans nos propres rangs, elle a rencontré des partisans de bonne foi, attachés à leurs devoirs, mais croyant en âme et conscience qu'on s'abîme dans les vaines abstractions lorsqu'on étend sa raison au-delà des idées pratiques.

Que nous sommes loin de compte cependant !

Le jour où la science du Magistrat se trouverait ravalée presque à l'égal de celle du praticien, elle redeviendrait stérile et bientôt abusive; elle ne répondrait plus à la grandeur de sa destination. Concevez-vous le juge réduit, pour ainsi dire, à l'état passif d'un instrument, exécutant, comme l'automate, certains mouvements réglés d'avance, sans idée du principe qui les produit, et privé de

l'intelligence qui pourvoit aux exigences imprévues ¹ ?

Les heures du Magistrat ne sont pas plus longues que celles des autres hommes , et il en doit le plus grand nombre à ses fonctions et à l'étude des règles d'application : je le sais. Mais de combien de ressources il se priverait s'il négligeait la partie métaphysique et spéculative de la jurisprudence ! Où trouverait-il un plus sûr moyen d'exercer son jugement, de le fortifier, et de donner à son esprit l'étendue qui supplée à l'insuffisance des lois ?

Voyons donc ce qui lui reste à faire.

Pour bien connaître ce qu'est le droit en général , nous devons nous élever jusqu'à ses sources naturelles ; pour apprendre à être justes encore dans les cas où la loi se tait , il faut nous enquerir avec soin des règles de la justice primitive. C'est ainsi que nous sommes conduits à l'étude du droit naturel et de la morale universelle , étude féconde qui , en nous conduisant elle-même à la découverte des premiers principes de la législation et de toutes les espèces de devoirs , nous instruira

¹ *Scire leges, non est verba earum tenere, sed vim et potestatem*, lib. 9, ff. de leg.

tout à la fois du point de départ et du but qui nous sont assignés.

La religion bien comprise n'étant que la morale perfectionnée, nous aimerons à trouver dans sa doctrine la consécration des préceptes de la loi naturelle et un nouveau point d'appui pour nos consciences¹.

Parmi les règles d'institution humaine, nous distinguerons celles dont la réunion forme, sous le nom de droit public national, le fondement de notre organisation politique. Il ne nous sera pas permis d'ignorer les attributs, les rapports, les limites qui déterminent l'essence des divers pouvoirs publics qu'elles ont constitués, et notamment la part d'action réservée à celui d'entre eux qu'elles ont préposé, d'une manière plus spéciale, au maintien de leur propre autorité et de celle des lois en général : je veux parler du pouvoir dont le Magistrat lui-même est investi par elles. Nous voudrions savoir, quant aux individus, quels sont ceux auxquels elles confèrent des droits politiques, en quoi elles font consister chacun de ces droits, comment elles en règlent l'exercice.

¹ « La religion est la perfection et non la base de la morale. » Ductos, *Considérations sur les Mœurs*, chap. 4.

Nous apprendrons ainsi à nous acquitter de l'un de nos plus grands devoirs, qui est d'éviter et de réprimer, avec une égale attention, les dangereuses entreprises d'un pouvoir public sur un autre, et toutes les usurpations attentatoires à l'ordre constitutionnel.

Nous ne resterons pas étrangers à la science du droit public extérieur; car il est des individus et des actes sur lesquels nous ne saurions prononcer sans interroger les lois, conventionnelles ou naturelles, suivies dans les relations internationales.

Enfin, lorsque, pour soutenir la contention d'esprit qu'exigent de telles études, nous éprouvons le besoin d'y intéresser plus vivement notre âme; lorsque nous voudrions, sans sortir de leur objet, recourir à des diversions qui leur soient encore profitables, arrêtons-nous aux scènes instructives que nous offrent les temps passés; cherchons dans l'histoire de la jurisprudence ces différents systèmes, leurs avantages, leurs dangers, leurs vicissitudes; dans l'histoire générale, les utiles avertissements qu'elle donne parfois à la magistrature; dans les vies des L'Hôpital, des Molé, des D'Aguesseau et des autres

grands modèles, des encouragements et des exemples.

Par cette ébauche rapide de la seconde partie de nos études, vous pouvez voir comment une science qui, soumise à une appréciation vulgaire, ne semblerait guère propre qu'à exercer la mémoire et le jugement, s'agrandit en se généralisant, appelle le concours de toutes nos facultés intellectuelles, et s'adresse à tous nos sentiments généreux.

N'en doutez pas, borner cette science du droit à une routine de palais, c'est la rendre aussi aride que rebutante, et la dégrader en même temps. Certes, les esprits qui l'aiment, qui la préfèrent dans cet état, ne sont pas difficiles. Mais s'ils sont juristes, c'est à la manière des empiriques. Voulez-vous qu'elle s'élève et s'anime, qu'elle remplisse ses promesses et qu'elle étende ses bienfaits? Respectez, resserrez son alliance avec la philosophie et l'histoire. Alors, et à juste titre, elle nous apparaîtra comme une des plus nobles conceptions de l'esprit humain; elle nous fera aimer davantage nos devoirs; elle rendra nos fonctions plus faciles et notre zèle plus infatigable. « Il y a dans les méditations du juris-

« consulte philosophe une forte nourriture, une
« propriété secrète, qui, en révélant à l'âme le
« sentiment du droit, lui en communique l'énergie ' » Eclairée par tant de côtés à la fois, par tant de rayons convergents, si je puis le dire, la raison du Magistrat apercevra mieux et plus tôt le noeud des difficultés, les règles applicables, s'il en existe, et, dans mille cas imprévus, les puissantes ressources de l'analogie. Habile, dans les occasions diverses, à remonter d'abord aux principes généraux, à saisir l'esprit qui les dicta, à les suivre ensuite dans leurs développements et jusque dans leurs dernières conséquences, elle évitera les tristes incertitudes et les fréquentes aberrations de l'ignorance réduite au tâtonnement. Ayant ainsi le sentiment de sa force, elle procédera avec fermeté, parce qu'elle croira le pouvoir faire avec sûreté.

Si, pour un grand nombre d'adeptes, la science du droit ne fut qu'un bizarre tissu d'argumentations scolastiques, de savantes subtilités, n'est-ce point parce que, dans l'absence de tout esprit philosophique et de toute critique judi-

' Discours prononcé à la rentrée de la Cour royale de Rennes, en 1835, par M. Hello, alors procureur général dans ce ressort, aujourd'hui avocat général à la Cour de cassation.

cieuse, les principes se faussèrent nécessairement dans leurs cerveaux malhabiles ? Vous en connaissez le résultat. Dans la satire et sur la scène, la science pervertie fut bafouée ; dans le monde, on la regarda comme une embûche tendue à la bonne foi, et partout la confiance en la justice parut ébranlée.

Que notre jeune homme se montre donc difficile dans le choix de ses auteurs, de ses principaux guides ; qu'il préfère les profonds penseurs aux simples érudits, l'école des juristes philosophes à celle de Barthole et de ses imitateurs. Ceux-ci lui diront que Barthole, habile homme s'il en fut, a été salué par l'Espagne du nom d'*Apollon pythien*, et cela est vrai. Mais l'Espagne ignorante conformait ses idées de justice distributive aux méchantes traditions des Arabes, ses anciens maîtres, et, selon l'expression peu révérencieuse de Gravina, le docteur ombrien avait lui-même puisé dans leur *fange* les subtilités de sa dialectique. S'il ressembla en quelque chose au dieu du jour, ce fut apparemment par l'égale obscurité de leurs oracles ¹.

¹ Barthole reçut des Espagnols beaucoup d'autres qualifications honorifiques. Ils l'appelèrent *le Guide par excellence*, *la Force de la vérité*, *le Père*, *le Maître*, *la Lumière du droit*

Au reste, rappelons-nous bien que nos incursions dans le domaine philosophique ne doivent jamais se faire aux dépens de la science usuelle et du droit positif; que les études spéculatives et la contemplation des idées abstraites ne sont pas, pour la justice, le premier des besoins; que nos regards, trop long-temps fixés sur les limites du monde intellectuel, perdraient de vue les choses réelles et pressantes qui, plus près de nous, réclament la plus grande part de notre attention, et qu'à force de sublimer les notions du bien moral, l'entendement s'habitue à dédaigner les idées simples et les vérités sensibles, pour leur substituer les abstruses conceptions du spiritualisme.

humain. Ce fut un homme de bien, grand travailleur, versé dans plus d'une science, et connaissant plusieurs langues savantes. Voilà son côté le plus recommandable.

LETTRE V.

Application de la capacité. — Première condition ; désir et résolution de bien faire. — Division : 1°. devoirs d'homme privé et de citoyen ; 2°. devoirs spéciaux imposés à l'homme public ; 3°. devoirs de bienséance ; 4°. renvoi. — L'opinion n'isole pas ici la personne privée de la personne publique ; pourquoi. — La loi veille elle-même à ce que l'une ne soit pas entachée par l'autre. — Devoirs généraux d'homme privé et de citoyen. — Accomplis, ils fondent l'autorité personnelle, auxiliaire de l'autorité légale. — Exemples. — A cet égard, les enseignements nous arrivent de bonne heure et de toute part. — Devoirs particuliers imposés au Magistrat, à ce titre, les uns par la volonté expresse de la loi, les autres par sa volonté sous-entendue. — C'est surtout sur ceux-ci qu'on va s'expliquer ; les autres seront supposés appris. — Dispositions nécessaires : l'amour de la justice, l'amour du bien public, l'amour de son état. — Motifs d'abstention et de récusation : règles à ce sujet. — Intégrité ; dons offerts par les parties, repoussés ; idées anciennes sur ce point.

Nous savons à quels signes principaux se reconnaît la capacité propre au Magistrat, et comment il acquiert le savoir qui la constitue moralement. Nous l'avons vu cultivant tour à tour les lettres, l'art de penser et de raisonner, les branches principales de la législation, le vaste champ de la jurisprudence, et, dans les autres

sciences , tout ce qui s'offre à sa compréhension comme ayant des rapports plus ou moins intimes avec la fin de son institution et la grandeur de son ministère.

Nous allons maintenant le suivre sur le théâtre de ses actions , dans l'application de sa capacité , dans les situations les plus ordinaires où l'on peut le voir agissant selon les principes et les règles dont nous le supposons instruit. Pour me servir des termes de la vieille école philosophique , la *puissance* qui est désormais en lui va sous nos yeux *se réduire en acte*.

Dans le Magistrat en action, que nous voulons observer, nous supposerons encore un sincère désir et une ferme résolution de bien faire. Sans ces conditions, en effet, que lui servirait d'avoir appris la manière de se bien conduire ?

Pour mettre un certain ordre dans la nouvelle série d'idées que nous nous proposons de suivre, nous les rangerons en trois classes : la première se rapportant aux devoirs imposés à l'homme social par les lois et par la morale universelle ; la seconde, aux devoirs particuliers strictement imposés au Magistrat, à ce titre, soit par des dispositions législatives ou réglementaires, soit par

la nature même de sa charge ; la troisième, enfin, aux devoirs moins essentiels dérivant pour lui des convenances sociales et plus particulièrement des bienséances de son état.

J'aurais voulu dérober à notre élève cette espèce de marche didactique, dans la crainte qu'elle ne refroidit l'intérêt qu'il prend à nos leçons ; mais elle l'aidera , je l'espère , à les mieux comprendre , et il est bon d'ailleurs qu'il accoutume son esprit à l'analyse de ses devoirs.

Entre la seconde division et la troisième, une place sera réservée à l'exposition de quelques règles de conduite politique et religieuse, qui empruntent des circonstances extraordinaires où nous vivons un notable degré d'opportunité.

Dans le personnage revêtu du titre de Magistrat, nous avons donc à considérer d'abord l'homme citoyen, être complexe que nous ne séparerons pas de la personne publique, parce que c'est de la réunion même de ces qualités que résulte pour lui une obligation plus étroite d'accomplir les devoirs dont nous parlerons.

Dans le ministère de la justice, comme dans celui des autels, l'opinion publique, en effet, ne sépare point le ministre de la personne

privée. C'est avec raison, car jamais solidarité morale ne fut plus naturelle. S'acquitter des obligations de sa charge et se montrer négligent sur le reste, n'est-ce pas mettre dans une choquante contradiction deux volontés qui, bien qu'elles se rapportent à des objets différents, devraient pourtant concourir à une fin commune? N'est-ce pas tout à la fois tendre une main secourable à la règle et la fouler aux pieds, proclamer son autorité tutélaire et en afficher le mépris?

Mais rassurons-nous. Dans l'état régulier des sociétés modernes, rarement il arrivera, j'ose le prédire, qu'elles aient à se plaindre de tels scandales. Si quelque exemple de relâchement était néanmoins possible, la loi qui s'est chargée d'y pourvoir ne resterait pas inefficace, et la Magistrature, à qui il appartient de laver elle-même la tache imprimée sur sa toge, aurait bientôt rempli le devoir inséparable de ce droit.

Elle entend que chacun de ses membres ait pour règle invariable de soumettre sa conduite et ses affaires personnelles aux principes qu'il est chargé d'appliquer à la conduite et aux affaires des autres citoyens. Non seulement il s'at-

tache à cette règle fondamentale, mais encore il l'étend et la généralise assez pour que jamais il ne lui arrive de confondre l'amour de soi, sentiment naturel et juste, avec l'égoïsme, vice antisocial et haïssable. Dès lors, aucun des communs devoirs imposés à l'homme envers sa famille, envers la société, envers l'humanité, ne sera méconnu ou négligé par lui. Il portera dans sa vie privée le sentiment de justice qui l'anime dans sa vie publique. Il sera bon fils. S'il est frère, s'il est époux, s'il est père, il ne tiendra pas à sa volonté que tous ces liens ne soient chers aux personnes qui par eux se trouvent les plus rapprochées de son cœur. Son ami rencontrera en lui un ami sûr, et les hommes qui ont avec lui des relations d'intérêt rendront hommage à sa sévère probité. Il se recommandera comme citoyen et se montrera philanthrope éclairé. Ses mœurs s'accorderont avec l'austérité de son ministère. Il éloignera de son cœur toutes les passions que sa raison désapprouve. Voulant en toute chose dépendante de son libre arbitre donner l'exemple convenable, il n'aura pas de censeur plus rigoureux que lui-même. Par la sérénité de son âme, il maintiendra la liberté de son es-

prit, si nécessaire à ses fonctions, et l'énergie de sa volonté, si utile dans les occasions critiques. Lui aussi il se dira : « Ce sont les mauvaises passions qui affaiblissent ; c'est l'innocence des mœurs qui fortifie ¹. »

Comment n'aurait-il pas compris que l'oubli de ces différents devoirs serait en lui d'autant moins pardonnable qu'il est plus particulièrement censé les bien connaître, qu'il est même plus strictement obligé de les connaître en effet ? Tout l'avertit qu'il ne s'en écarterait pas sans danger. Ne sait-il pas aussi que c'est en s'y conformant avec soin, en ajoutant au pouvoir qu'il tient de la loi la sanction privée des habitudes morales, qu'il peut acquérir cette autorité toute personnelle, cette paternelle et flatteuse influence de l'homme de bien, sans laquelle son mandat légal, véritable contre-sens dans sa personne, semblerait faire injure à la raison publique ?

Combien est douce et sainte cette autorité que donne la vertu ! Quelle autre serait aussi digne de l'ambition des âmes élevées ? En comparaison des jouissances nobles et vraies qu'elle procure,

¹ Discours de M. Hello, déjà cité.

que sont les vains triomphes recherchés par la vanité? Dans le nombre infini des pouvoirs empruntés aux institutions humaines, en est-il un qui, séparé de cette autorité inhérente à la personne, puisse prétendre à des hommages aussi purs que ceux qu'elle reçoit, à des distinctions aussi glorieuses que celles dont elle est l'objet? Permettez-moi d'en rappeler ici deux mémorables exemples.

Un homme qui, dans une pauvreté volontaire, avait passé sa vie à étudier et à pratiquer la sagesse, était appelé un jour à rendre témoignage devant la justice de son pays; il s'approchait de l'autel pour prêter le serment d'usage; mais les juges, se levant à son aspect, lui dirent qu'ils ne voulaient que sa vertu pour garant de sa parole. Ce digne citoyen se nommait Xénocrate. Dans Rome républicaine, la veille d'une de ces élections que souillait alors la brigade audacieuse et corruptrice, les prétendants, se promettant loyauté mutuelle, déposèrent chacun, entre les mains d'un de leurs concitoyens, une somme considérable pour gage de cette promesse, et, le prenant pour juge, ils s'engagèrent à tenir pour coupables ceux d'entre eux qui se-

raient déclarés tels par lui. Cet arbitre de leur choix, c'était le dernier Caton, et l'on vit ce vertueux Romain, faisant plus à lui seul que n'auraient pu faire, dans ces temps de dépravation publique, les lois et les juges tous ensemble¹.

Cet admirable empire n'appartient, il est vrai, qu'à une très haute sagesse, éprouvée et constatée; mais si, accordé à de moindres mérites, il est moins absolu, n'est-il pas encore le plus honorable? Et qu'on ne dise pas que la vertu a cessé d'être en honneur sur la terre; qu'on n'y reconnaît plus d'autre puissance personnelle que celle que donnent les places, les talents et la fortune. Il faut s'inscrire en faux contre ces déclamations mal avisées, assurément plus propres à décourager les bons qu'à convertir les méchants.

C'est assez, sans doute, sur cette première partie de nos devoirs. Enseignée de bonne heure par les parents à leurs fils, par les maîtres aux disciples, par les prédicateurs aux fidèles, elle est à la portée comme à l'usage de tous, et le malheur de l'avoir ignorée ne pourrait même

¹ *Quæ quidem comitia gratuita si fuerint, ut putantur, plus unus Cato fuerit quam omnes leges, omnesque iudices.* (Cic., *ad Q. fratrem*, 2, 15.)

être allégué pour effacer le tort de ne l'avoir pas pratiquée.

La seconde est de l'essence même de nos fonctions, car tous les actes qu'elle comprend se réfèrent à l'objet de ces fonctions, c'est-à-dire à la bonne administration de la justice. Ce n'est plus l'homme que nous allons considérer dans le Magistrat, mais bien le Magistrat dans l'exercice de sa charge. Nous le plaçons en face du justiciable : nous rentrons ainsi dans la spécialité de nos recherches.

Si j'entreprenais l'énumération de tous les devoirs particuliers qui sont imposés à la Magistrature par la morale ou par la loi, soit comme moyens d'accomplir l'œuvre générale de la justice, soit comme garantie de la considération nécessaire à ses ministres, j'aurais à parcourir avec vous tous les statuts judiciaires. Mais nous ne faisons point ici un cours de droit, et, loin de nous jeter dans une telle entreprise, nous renverrons à ces statuts mêmes, ou plutôt nous supposerons que l'élève les a déjà médités, et qu'il les méditera long-temps encore. Je n'aurai donc à lui parler ni des actes de forfaiture, ni des abus d'autorité, ni du déni de justice, ni de la respon-

sabilité des faits dommageables du Magistrat en fonctions. Dans tous ces cas de criminalité ou de prise à partie, il se sera écarté de quelque loi positive. Or, en général, ce que vous voulez savoir de moi, ce n'est pas ce que la loi a cru devoir dire expressément, mais ce qu'elle suppose nécessairement sans l'avoir dit. Les matières qu'embrasse l'enseignement ordinaire, nous les tiendrons donc pour apprises, et nous nous occuperons de préférence de celles qu'il n'apprend pas.

Sachons d'abord quelles sont, de toutes les dispositions de l'âme, les plus convenables à l'accomplissement des engagements que nous prenons, comme Magistrats, avec nos concitoyens et avec nos consciences.

Un cœur froid, mais honnête, tiendra tout ce qu'il aura promis. Il respecte ses engagements parce qu'il se respecte lui-même. Mais l'essor du zèle, les élans généreux, n'en attendez pas de lui : il ne les comprend pas même dans les autres. Il remplit ses devoirs, non parce qu'ils lui plaisent, mais parce que ce sont des devoirs. Cependant on sent qu'il les remplirait mieux encore s'il avait le bonheur de les aimer.

Je vois , quant aux nôtres , qu'il y a trois conditions fondamentales sans lesquelles nous ne pourrions y apporter l'ardeur nécessaire , et qu'elles consistent dans autant de sentiments particuliers d'affection , éminemment propices au triomphe de la justice.

Le premier sans contredit , c'est l'amour pour la justice elle-même , sentiment qui semble embrasser à lui seul tous nos devoirs , sans en excepter celui de nous instruire. Ce n'est pas en parlant de nous que La Rochefoucauld a pu mettre en avant cette triste maxime : *L'amour de la justice n'est que la crainte de souffrir l'injustice*¹. Le dispensateur de la justice sociale ne la rend point de son propre mouvement et pour son propre compte ; il obéit à la loi qui lui en a confié l'exercice , et rarement il aurait à redouter pour lui-même les suites de sa désobéissance , quant au mal jugé. Pourtant , à quelques égards , j'en conviens , son intérêt aussi lui recommande d'être juste ; mais , s'il ne l'était pas , ce ne serait pas l'injustice qu'il aurait à craindre , ce serait la justice elle-même , exercée soit au nom de la loi

¹ Avant lui , Horace avait dit : *Jura inventa metu injusti* , lib. 1 , sat. 5.

outragée, soit par l'opinion publique indignée. Au reste, vous m'avez assez compris, et je n'ai pas besoin de vous dire qu'il s'agit ici, non d'un calcul étroit et personnel, mais d'un sentiment pur et désintéressé.

La seconde de ces affections sera l'amour du bien public. A toute heure il rappellera au Magistrat que la société compte sur lui; qu'elle lui a confié ses plus chers intérêts; qu'elle ne peut se reposer qu'à condition qu'il veille, et que de tous les dangers qui la menacent les plus constants viennent des passions qu'il est chargé de réprimer.

Enfin, il aura l'amour de son état. Alors, plus pénétré de l'importance de ses fonctions, il sentira mieux la nécessité de les honorer et de conserver à son ordre l'estime générale qui forme un des éléments de sa puissance, qui double l'utilité de ses services. S'il arrivait que la société ne pût pas subvenir dignement aux besoins des citoyens qui la servent, ou qu'elle oubliât d'établir une proportion rigoureuse entre les emplois qu'elle leur confère et les émoluments qu'elle leur assigne, vous ne le verriez pas, froid arithméticien en ce qui le concerne, compter avec elle et pe-

ser au poids du sanctuaire le zèle qu'il doit y apporter.

Le voilà donc généralement disposé à tous les actes de sa vie judiciaire, et si désormais il manquait à quelques uns des devoirs qui s'y rattachent, ce serait parce qu'il les aurait mal compris et non parce qu'il les aurait méconnus.

C'est à l'explication de ces devoirs de son état que seront consacrées les pages que je vous adresserai par la suite. Je n'ajouterai ici que deux préceptes, que nous inscrirons d'avance comme une double sauvegarde de l'honneur du Magistrat, à l'entrée du temple où nous voulons introduire notre jeune disciple.

I. Plus le Magistrat aura le sentiment de son indépendance, plus celui de sa faillibilité lui fera éviter les occasions de rencontre avec ses préventions. Dans ces occasions, en effet, la liberté du suffrage n'est qu'un écueil de plus. Il se fait donc une loi de s'abstenir quand la voix de sa conscience ou celle du justiciable peut lui dire : Retire-toi ; tu serais un juge suspect du moment où tu peux être un juge prévenu. Ce n'est pas à dire qu'il doive se prêter docilement aux récu-

sations arbitraires. Le droit de se choisir un juge n'a pas été abandonné à la convenance des plaideurs ; leur répugnance ou leur caprice ne saurait suffire pour détruire ou fonder une juridiction : leur juge, c'est celui que la loi leur désigne, et quand elle ne lui ordonne pas elle-même de se retirer, leur téméraire sommation n'aura pas la vertu de l'y contraindre. Il n'obéira pas davantage à l'impulsion d'une fausse délicatesse qui naîtrait en lui de la crainte de se voir calomnié ; car il a l'intelligence de son droit comme de son devoir. Il pourra de lui-même demander que ses pairs en décident. S'il ne le croit pas nécessaire ou s'ils déclarent qu'il doit remplir son office, dans l'un et l'autre de ces cas, sûr de sa conscience et s'élevant au-dessus des vaines rumeurs, il le remplit en effet, parce qu'il le considère alors comme une tâche dont il ne lui est pas permis de s'affranchir.

II. Il faudra qu'il ait donné une si haute idée de son intégrité, que jamais nulle partie plaidante n'ose faire briller à ses yeux des dons outrageants, quelque déguisés qu'ils soient. Comme il n'est point à la solde particulière du justiciable, il ne fait à cet égard aucune différence entre le procès

terminé et le procès commencé; car il pense qu'une décision qui n'a pu être salariée ne peut pas être rémunérée; que la droiture de ses intentions excuserait mal sa soumission à de pareils témoignages de reconnaissance, et ne le rassurerait pas d'ailleurs contre la malignité des interprétations. Sur cette grave partie de la discipline judiciaire, les anciennes ordonnances de nos Rois mêlèrent à des dispositions justement sévères une sorte de tempérament par trop ingénu. Charles VII enjoignit aux juges de se garder *le plus qu'ils pourraient* de recevoir des parties des dons ou présents *autrement qu'il est permis de droit*¹; et Charles IX, donnant un sens défini à cette exception si vague, s'exprima en ces termes : *N'entendons toutefois y comprendre (dans la défense) la venoison ou gibier prins ès forests et terres des princes et seigneurs qui les donneront*². Je veux croire que cet appât offert à la sensualité du juge n'avait d'autre effet que de stimuler sa justice; mais il était bien permis, ce me semble, au plaideur qui n'était ni

¹ Ordonnance de Montil-lez-Tours, 1446, art. 6.

² Ordonnance d'Orléans, due cependant, en grande partie, à la sagesse de L'Hôpital, 1560, art. 43.

seigneur ni prince, d'appréhender quelque effet contraire ¹.

¹ On peut voir dans Pascal (VIII^e *Lettre provinciale*) comment Escobar et avant lui Molina enseignèrent au juge le moyen de recevoir des présents en sûreté de conscience. Domat n'est pas tout-à-fait exact lorsqu'il dit que nos Rois ont défendu aux juges de recevoir des présents, *non pas même des choses qui se consomment à manger ou à boire, et qu'ils ont donné de grosses peines contre tout usage de présents, si petits qu'ils soient.* (*Droit public*, liv. II, tit. II, sec. 2.)

LETTRE VI.

Le Magistrat à l'audience. — Attention soutenue ; distractions, lassitude, sommeil, vaincus par le sentiment du devoir. — Préoccupation étrangère au débat presque toujours fâcheuse ; Pothier. — Patience ; danger de la précipitation et de l'impatience. — Douceur ; libre défense ; admonitions et sévérités déplacées ; Pothier ; abus de sa méthode à cet égard. — L'abus de la parole réprimable à un certain point ; pourquoi. — Gravité ; doit être, dans les affaires criminelles surtout, tempérée par la douceur. — Ne point tendre de pièges aux accusés. — Il est cependant un genre d'habileté utile et honorable. — Anciens modes d'investigations judiciaires, odieux et absurdes ; le zèle même a ses limites obligées. — Nécessité de s'y renfermer rigoureusement. — Police d'audience ; nécessité de la maintenir.

Jusqu'à présent, les tableaux divers devant lesquels nous nous sommes arrêtés vous montrent le Magistrat s'appliquant à connaître tous ses principaux devoirs et se préparant ainsi à les bien remplir. Une sorte de prédétermination morale va diriger désormais tous les actes de sa volonté vers le but que la société lui désigne. C'est dans cette sphère d'activité, où les devoirs de détail abondent, qu'il faut maintenant le suivre.

J'essaierai de vous le dépeindre d'abord tel

qu'il doit être dans la solennité de l'audience, en présence du public qui l'observe et le juge, au milieu des occupations qui remplissent les heures consacrées à cette partie orale et dramatique des débats judiciaires. Nous nous tiendrons aujourd'hui à ce point de vue, qui sera le plus facile à saisir, parce qu'il ne nous découvre, en quelque sorte, que des objets frappants. Pénétrant plus tard jusque dans la partie secrète du sanctuaire, nous initierons notre élève à la connaissance des plus intimes rapports existant entre les fonctions du juge et sa conscience.

A l'instant même où le Magistrat va prendre sa place sur le siège de la justice, sa pensée se recueille, et les impressions étrangères à l'objet général de sa mission s'évanouissent.

L'affaire actuellement plaidée devant lui captive toute son attention, parce qu'il sait que, pour se préparer à bien juger, il faut commencer par bien entendre. Cette résolution consciencieuse, il l'a prise d'avance; il s'y est affermi, et par cela même, convertie en habitude, elle a cessé de lui être pénible. Il sera ainsi parvenu à se défendre des distractions, à surmonter la lassitude, et surtout à éviter le sommeil, équivalant

à l'absence, et qu'il repousse comme une mauvaise tentation. Il serait confus et désolé qu'on répondit à son jugement par un appel à la cour éveillée.

Mais, me direz-vous, n'est-il pas des causes et des plaidoyers qui ont pour effet inévitable d'infliger au Magistrat une torture morale capable d'épuiser ses forces naturelles? Je serais tenté d'en convenir. Je vous répondrai cependant qu'un énergique sentiment du devoir peut, avec quelques efforts de courage, le faire sortir victorieux de ces tourments passagers.

On rapporte que, lorsque les questions agitées à la barre du présidial d'Orléans ne portaient que sur des intérêts d'une faible importance, Pothier, conseiller à ce siège, laissait à ses idées une certaine liberté de chercher ailleurs l'aliment qui leur manquait¹. Mais quand il se permettait ces excursions, c'était assurément parce que, grâce à la grande portée de son esprit et à sa rapide conception, déjà, pour son compte au moins, la cause qui se plaidait était parfaitement entendue; et, en ce cas, nous admettrons, si l'on veut,

¹ Voir *Dissertation* de M Dupin, en tête des œuvres de Pothier.

qu'on peut bien , sans prévarication aucune , recourir quelquefois à ce palliatif contre l'abus prolongé de la parole.

La patience ne sera pas moins indispensable pour prononcer en parfaite connaissance de cause que pour passer sur ces misères du moment. La précipitation se donne à elle-même des entraves ; elle fait mal alors même qu'elle a l'ambition de bien faire. On a rarement à se reprocher d'avoir beaucoup écouté ; mais faute d'avoir écouté assez long-temps on s'expose à des regrets. Il s'est , dit-on , rencontré des juges pour qui le siège de la justice était comme ce banc d'Hippocrate où l'on étendait le patient livré au bras chirurgical, et sans doute, en les y voyant assis, tristes et malheureux , on aurait pu les plaindre et leur appliquer cette désolante sentence des juges infernaux :

*Sedet, æternumque sedebit
Infelix Theseus* ¹.

Mais certainement, si la place n'était pas tenable pour eux, c'est qu'ils n'étaient pas faits pour elle.

¹ *Æncid.*, lib. vi.

La douceur est compagne de la patience ; elles s'entendent pour laisser à celui qu'elles écoutent le libre développement de ses idées , pour lui épargner les admonitions et les sévérités non méritées. S'il défend sa propre cause, elles excusent en lui de légers écarts, résultat trop ordinaire d'une insurmontable préoccupation. S'il a pris en main la cause d'autrui, elles lui tiennent compte de l'entraînement du zèle et des périls de l'improvisation. On est fâché d'apprendre que Pothier, qui pourtant aimait et honorait l'ordre des avocats, ne lui prêtait bien souvent qu'une oreille impatiente, et le circonscrivait d'office dans un cercle de discussion tracé par lui seul. Chez ce profond légiste, la promptitude de l'intelligence fut encore l'unique source de ses répugnances pour les longs discours, et elle parut en même temps leur servir d'excuse auprès du barreau. C'était de la tyrannie bien intentionnée ; mais toute tyrannie est abusive. Il naissait de celle-ci deux inconvénients : tandis que, d'une part, elle soumettait l'orateur à l'épreuve dangereuse d'une espèce de lit de Procuste, de l'autre, en l'obligeant à faire aboutir ses idées à un thème donné par le président seul, elle ne laissait guère à ses

collègues que le choix entre ces idées seulement, comme si, chez tous les hommes qui se rangent à une même opinion, elle était toujours le produit d'un même raisonnement, et comme s'il n'était jamais possible de convertir la majorité à l'opinion contraire, à l'aide d'arguments d'une autre nature, non soupçonnés ou mal appréciés par la minorité ¹.

Est-ce à dire cependant que la parole n'aura point de limite assignable, non plus que la patience du Magistrat, et qu'entraîné par une certaine intempérance d'idées, ou par un faux calcul de l'amour-propre, ou par quelque prétexte aussi déraisonnable, on pourra consumer en vains discours et les moments précieux de la justice et le temps réservé au repos de ses ministres? Assurément non; car ce serait encore là de la tyrannie, quoiqu'en sens contraire, et il n'en faut d'aucune sorte. Le plus grand tort de celle-ci serait de retarder la marche de la justice et le tour du justiciable qui attend. Le Magistrat sera donc dans son droit et remplira un devoir lorsqu'il opposera une digue à ce débordement. Mais

¹ Voir ce que dit à ce sujet M. Dupin dans son intéressante *Dissertation*.

il sentira qu'il est sage d'accorder quelque chose au-delà du besoin réel, et qu'une extrême tolérance vaudrait encore mieux qu'une répression trop hâtive¹.

Que si, devant lui, se trouve un prévenu ou un accusé, c'est surtout alors qu'il sait allier à la gravité qui impose le respect, la douceur qui tempère la sévérité. Ne craignez pas que cette alliance soit en lui un symptôme de faiblesse; elle est au contraire l'indice d'une âme ferme et par cela même imperturbable. L'homme faible peut être doux aussi; mais c'est moins la raison que la pusillanimité qui le fait paraître tel, et les moindres incidents l'accablent ou l'irritent. La

¹ « Lorsque les juges trouveront qu'une cause est suffisamment instruite, le président *devra* faire cesser les plaidoiries. » Décret du 30 mars 1808, art. 34. — D'Aguesseau, parlant de la brièveté et de la concision nécessaires dans les plaidoyers, dit qu'il y avait jusqu'à sept ordonnances qui enjoignaient aux avocats d'être courts, même à peine d'amende, selon quelques unes (*Maximes tirées des ordonnances*, et extraites par ce chancelier lui-même, tome XIII de ses œuvres, p. 334). — L'abus dont il s'agit ici accuse le plus souvent, il faut bien le dire, la paresse de l'avocat qui le commet, et ce n'était pas sans raison que D'Aguesseau s'élevait contre ceux qui ont la hardiesse de n'achever d'apprendre leur cause qu'en achevant de la plaider. (*Discours sur la décadence de l'éloquence*, tome I, p. 42.)

comparution d'un inculpé devant ses juges est un spectacle qu'ils doivent voir avec douleur et non pas avec colère. Fût-il l'être le plus dégradé, comme il est appelé à se défendre, il doit être écouté avec une longanimité d'autant plus grande qu'il est exposé à plus de préventions. C'est là cause qu'il s'agit de juger et non la personne proprement dite. Les chargés les plus accablantes n'autoriseraient pas à le traiter en criminel avant la sentence qui le déclarera criminel en effet, et même alors la loi miséricordieuse dit seulement au Magistrat : Tu pourras l'exhorter à la fermeté, à la résignation, à réformer sa conduite¹.

Sa défense ne rencontrera non plus aucune de ces embûches, de ces perfidies prétendues juridiques, qui, dans l'espérance ou sous le prétexte de démasquer le crime, ont plus d'une fois jeté dans d'affreuses perplexités l'innocence elle-même. Le Magistrat ne va point par le mensonge à la découverte de la vérité, car la fin ne justifierait pas le moyen. On le verra bien moins encore essayer par des voies fallacieuses de surprendre au témoin des paroles accusatrices oppo-

¹ Art. 571 du Code d'instruction criminelle.

sées à sa pensée véritable. Tout cet art déloyal , qu'inventèrent les tyrans , que propagea la sottise , et dont s'empara la curiosité malicieuse , serait aussi indigne de la majesté des lois que périlleuse pour l'œuvre même de la justice.

Sans doute il est un art légitime que nous pouvons appeler à notre aide quand il nous faut suivre dans leurs habiles détours la mauvaise foi et la perversité. Il consiste à concilier l'adresse de l'esprit avec la dignité du caractère. Alors , mais alors seulement , le triomphe du Magistrat , d'autant plus honorable qu'il aura lui-même montré plus d'habileté , loin de faire gémir la morale , la protège par des moyens qu'elle avoue.

C'était aussi pour atteindre ce but désiré , pour satisfaire ce grand besoin de vérité dans les accusations criminelles , que l'ignorance de nos pères inventa ou imita une foule de procédés extravagants et barbares , faute de savoir que , pour être juste , il faut commencer par être raisonnable. Singulière information que celle qui se faisait par l'action des éléments , par le duel et la bastonnade , par les horreurs raffinées de la question , tant préalable que préparatoire ! Curieuse jurisprudence que celle du juge moscovite

qui ordonnait de battre l'accusé pour qu'il avouât son prétendu crime, et, s'il persistait à nier, de battre l'accusateur jusqu'à ce qu'il rétractât son témoignage ! Mais c'était là l'enfance de la justice publique. On s'épuisait en efforts d'imagination, et, comme on ne comprenait pas que la justice humaine dût se résoudre à ignorer les mystères impénétrables, on fut absurde et cruel par zèle pour son service. On apprit enfin que le zèle lui-même a ses limites marquées, et qu'en aucune occasion il ne lui est loisible de remédier à son impuissance par d'odieux expédients.

Ne vous étonnez pas si j'appuie néanmoins sur cette partie de nos devoirs. On m'assure que toutes les vieilles traditions ne sont pas partout abandonnées. Si cela était, si quelque part encore on croyait qu'il est honnête de tromper quand il est utile de punir, nous ne saurions trop insister sur la nécessité d'effacer à jamais du rituel judiciaire cette maxime fausse et pernicieuse.

Tels sont les plus importants devoirs du Ma-

* RULHIÈRE, *Anecdotes sur la Russie*. — Parmi les ordalies, ou épreuves judiciaires, s'en trouvait une qui se faisait par le pain d'orge et le fromage de brebis.

gistrat dans ses travaux d'audience , ayant pour objet la manifestation du droit et de la vérité. Il en est un autre qui consiste à maintenir la dignité de l'audience même et le respect dû aux fonctions de la justice. La loi , en ne refusant au Magistrat aucune des armes nécessaires pour écarter de son temple l'irrévérence et la profanation , entend qu'il s'en serve contre ces ennemies de l'ordre. Ce respect , cette dignité , ne lui appartiennent point à lui seul ; il sait que l'honneur qui en revient , et qu'il partage , s'adresse à la société comme un hommage rendu à son autorité suprême , et qu'elle ne lui a pas donné le droit d'y renoncer pour elle.

A ces principales observances de notre sanctuaire , notre jeune élève , devenu Magistrat , joindra la pratique de quelques règles secondaires , que nous rangerons parmi celles que prescrit la simple bienséance.

LETTRE VII.

Le Magistrat délibérant. — Dans l'intervalle entre la plaidoirie et la délibération, il médite sur les questions à résoudre. — Fruit qu'il retire de ses méditations. — Ne délibère qu'an Palais. — Devoirs du rapporteur. — Silence, recueillement et attention durant le rapport; pendant la délibération, écouter l'opinant sans l'interrompre; ne point émettre d'opinion anticipée; pourquoi. — Manière convenable d'exprimer et de soutenir son opinion. — L'abandonner quand on se sent convaincu d'erreur, et non autrement. — Jugement par acclamation; inconvénient et illégalité de ce mode. — Suivent quelques règles d'appréciation et de précaution. — Se défendre contre les séductions de la parole, et se tenir en garde contre les premières impressions. — Le juge supplée les moyens de droit, non les moyens de fait; pourquoi. — Le besoin de démêler le faux et le vrai exige toute son application. — Il ne rend point de jugement *ab irato*. — La rigidité de ses principes ne va point jusqu'à outrer la rigueur de ses jugements. — Jamais indulgent ou sévère par affectation.

Nous avons laissé le Magistrat prêtant encore une attention religieuse aux moyens que lui exposent les parties contendantes, ou les orateurs qui parlent pour elles. Le moment arrive enfin, pour les avocats et pour les clients, d'attendre en silence sa décision et de laisser parler sa conscience à son tour : moment d'espérance ou de

crainte pour eux , de sérieuse et mûre réflexion pour lui.

Si leur discussion et sa délibération se trouvent séparées par un intervalle de temps que son repos ne réclame pas tout entier, il met encore à profit pour celle-ci quelques unes de ses heures disponibles. Il consulte ses notes ou recueille ses souvenirs , et , toutes les fois qu'il le croit utile , il interroge ou vérifie, sur le point en débat, les dispositions de la loi, l'opinion des juristes, les décisions enregistrées dans nos annales judiciaires.

Lorsqu'est venu l'instant de se réunir à ses collègues pour entendre leur avis , pour énoncer le sien , il n'a pas tenu à lui qu'il n'arrive avec des idées nettes sur la cause à juger, avec un choix de principes propres à diriger son jugement.

Le seul lieu où cette réunion puisse être régulière et légale , c'est le Palais même, où est le siège des fonctions des juges réunis. Dans la demeure particulière de l'un d'eux , ils perdraient le caractère officiel qui seul met à leur délibération commune le sceau indispensable de l'autorité publique ¹.

¹ Voir à ce sujet une lettre de D'Aguesseau, du 19 mai 1730, tome xii, p. 87. La règle qui veut qu'on délibère *in loco ma-*

Celui d'entre eux qui a reçu la mission particulière de résumer pour les autres l'objet du débat et les raisons des contendants s'en acquitte aussi diligemment qu'il le peut. Son devoir est de faire d'abord à lui seul tout le chemin, pour leur épargner celui qu'ils ne feraient avec lui qu'en pure perte. Il a donc tout vu, tout examiné; il ne leur apporte ensuite que ce qu'il est utile de voir et d'examiner en commun. Il a senti que le poids de sa responsabilité morale était en proportion avec celui de son opinion personnelle, et qu'en pareil cas ce dernier est immense. Mais il est tranquille parce qu'il a été exact.

Il est attentivement écouté par ses collègues silencieux. L'attention individuelle et le silence général sont en effet un besoin pour tous les délibérants : pour lui d'abord, parce qu'il serait mal compris, et que sa tâche s'accomplirait péniblement au milieu des interruptions et des colloques; pour les autres, parce que, d'une part, aucun d'eux ne peut se préparer à bien juger sans la possibilité de bien entendre, et que, d'un

jorum était tellement d'ordre public qu'il fallut une loi pour autoriser, au parlement de Paris, les délégués appelés petits commissaires, à examiner les procès dans la demeure même du président.

autre côté, la nécessité de se faire éclairer impose à chacun celle d'écouter lui-même. Que si, dans le cours de l'exposé qu'on leur présente, quelqu'un d'entre eux pensait que des erreurs sont échappées, que des pièces ou des faits sont omis dans le rapport, il ne ferait pas de ces remarques, bien ou mal fondées, un sujet fâcheux d'incidents et de distractions; hors quelques cas fort rares, il croira plus convenable, plus conforme au bon ordre, de différer l'expression de sa pensée, et de voir si elle ne sera pas prévenue ou rendue inutile par la suite de l'exposé même¹.

Chacun des membres appelés à donner son opinion obtient le même silence. Il est un ordre hiérarchique que la loi prévoyante a pris le soin de régler, et dont nul opinant ne doit s'écarter. Le Magistrat chargé entre tous de faire observer cet ordre successif, songe d'abord à s'y conformer lui-même². Cette marche, qui oblige à sui-

¹ « Tous seront attentifs au rapport; défenses de s'occuper, « pendant qu'il se fait, à la lecture des requêtes, pièces, re-
« gistres ou autres actes qui puissent les distraire. » (D'AGUES-
SEAU, *Maximes tirées des ordonnances*, tome XIII, p. 504.)

² « Ordonnons que les présidents oient bénignement les opi-
« nions des conseillers, et ne disent choses pourquoi leur opi-
« nion puisse être aperçue, jusqu'à ce que tous les conseillers

vre un à un les divers degrés d'expérience présumée, en commençant par le degré inférieur, est fondée sur cette considération, que la conscience du juge qui opine doit être livrée d'abord à sa propre impulsion, afin que les déterminations qu'il prend soient le résultat d'un acquiescement raisonné de sa part. Or le législateur a dû craindre que cette spontanéité, cette liberté morale, ne se trouvât gênée ou paralysée par l'autorité que donnerait à d'autres, soit la supériorité présumée des connaissances, soit la supériorité effective des fonctions ou du rang. Non qu'il s'agisse de contester à la suprématie des lumières et de l'expérience sa légitime influence sur les opinions judiciaires; Dieu nous en garde! Cet ascendant glorieux, qui s'établit par le raisonnement, devrait, de moitié avec la vertu, gouverner le monde entier. Mais il n'a rien de commun avec l'autorité nominale sous laquelle, et souvent contre son gré, vont se courber à plaisir des esprits timides ou trop modestes.

Lorsque les opinions, également conscien-

« aient dit leur opinion, sauf toutefois que si, par les présidents, rapporteur ou autre, était aperçu qu'aucun des opinants erre en fait, il l'en pourrait avertir. » (D'AGUESSEAU, *Maximes tirées des ordonnances*, tome xiii, p. 287, 304, 305.)

cieuses, se prononcent cependant en sens opposé, le Magistrat, dans ce conflit où l'erreur a tant de droits à l'indulgence, se garde bien d'imiter ce qu'il blâme ailleurs; je veux dire les torts qu'il reproche aux plaideurs, les abus dont il voudrait purger l'audience. Ainsi, en exposant son sentiment, en discutant celui qui le combat, il est exempt de fougue et de véhémence. Chez lui, l'amour de la justice est trop digne, trop épuré, pour se produire sous des traits passionnés; il n'emprunte pas même les accents impétueux qu'arrache quelquefois à l'ami de la vertu la haine de l'injustice. Quant aux sophismes, aux cavillations décevantes, à ces jeux ou travers d'esprit, qui, dans un misérable intérêt d'amour-propre, substituent à la vérité d'ingénieuses chimères, il rougirait de s'en faire une arme. La dispute est indigne de lui. Économe de son temps et de celui de ses collègues, il leur épargne le supplice des discours sans utilité et sans mesure; il sait que, dans la langue judiciaire, donner et motiver son suffrage ce n'est pas discourir, c'est se prononcer avec concision ¹.

¹ « Si quelqu'un met en question devant toi la manière d'écrire
« le nom d'Antonin, dis-le lui en toutes lettres; mais s'il s'avise
« de disputer sur cela, contente-toi de redire l'une après l'autre

Enfin, autant il se montre ferme dans son opinion lorsqu'il la croit juste, autant on le voit prompt à y renoncer lorsqu'il lui est démontré que l'opinion contraire est réellement préférable. Il tient qu'en pareil cas s'obstiner serait prévariquer.

Il arrive parfois que, dans les compagnies nombreuses, où l'on sent davantage le besoin d'abrégér, le suffrage unanime se manifeste par acclamation en faveur du bon droit, dont chacun a reconnu, d'un mouvement simultané, l'irrre-

« les lettres de ce même nom. » (*Pensées de Marc-Aurèle.*) Il est en effet plus sage d'élever une barrière entre soi et les disputeurs que de s'élancer dans la lice avec eux. — Sur la nécessité d'éviter les interruptions, les répétitions, les longueurs, les superfluités, et sur le devoir du président à cet égard, voyez D'Aguesseau, *Maximes tirées des ordonnances*, p. 288, 304, 305. — Voici quelques règles que je prends la liberté de hasarder : 1°. chacun supposera dans ses collègues assez d'intelligence pour qu'il n'ait pas besoin de leur offrir une longue paraphrase de son idée ; 2°. quand il ne peut douter que la cause ne leur soit bien connue, il ne perdra pas le temps à la rétablir devant eux ; 3°. s'il adopte les raisons et l'opinion d'un ou de plusieurs préopinants, il épargnera à ses collègues d'inutiles répétitions. Tel juge qui se plaint des longs discours de l'audience a transporté l'abus dans la chambre du conseil. Si chacun des opinants peut développer démesurément sa pensée, ce droit existe dans les compagnies les plus nombreuses, comme dans celles qui ne comptent que trois membres seulement. Jugez du résultat possible.

sistible évidence. Cette forme expéditive, mais tumultuaire, respecte-t-elle suffisamment la loi ? Je ne le puis croire. Il ne se peut guère que toutes les voix s'élèvent au même instant sans un signal donné ; presque toujours il en est une au moins qui s'est avancée, qui a provoqué les autres, et presque toujours encore cette voix est celle du chef de la compagnie, ou celle de l'un des plus anciens de ses membres. L'ordre légal a donc été interverti, et de plus on ne saurait dire qu'il y ait eu spontanéité parfaite dans les autres manifestations ainsi précédées et provoquées. Dès lors votre délibération se trouve exposée aux inconvénients que la loi voulait prévenir : contre votre intention, vous étouffez peut-être dans quelque esprit timide ou qui se défie de lui-même, le germe d'une pensée utile qui eût modifié ou changé la vôtre ; devant cette majorité formidable, consciencieusement impatiente parce qu'elle n'entrevoit pas même la possibilité d'un doute, il n'osera exprimer le sien, et, plutôt subjugué que convaincu, il se laissera aller au torrent. On craint l'abus des longs discours et l'on a raison ; mais ne vaudrait-il pas mieux réformer l'abus que d'enfreindre la loi ?

De ces conditions et de ces formes , que j'appellerai préparatoires, passons à quelques enseignements généraux propres à guider le Magistrat lorsque , pour déterminer son jugement, il pèse dans le for intérieur le mérite des arguments divers qu'on lui a présentés.

Sa raison s'est prémunie d'avance contre les séductions de l'orateur. Elle ne s'arrête qu'au fond des choses , sauf à rendre hommage au talent qui les fait valoir. Il se défie de ses premières impressions ; il ne permet pas qu'elles préoccupent son esprit au point de maîtriser son jugement. N'ayant pris avec lui-même aucun engagement anticipé, il a laissé à sa réflexion le temps de mûrir sa pensée et le soin d'asseoir sa conviction.

S'aperçoit-il qu'un des acteurs de la lutte établie devant son siège a laissé dans l'oubli un principe de droit qui lui viendrait en aide, et sur lequel sa partie adverse a par conséquent intérêt à garder le même silence ? il sait qu'il est de son office de suppléer cette omission ; il la répare. C'est qu'en effet la loi et le droit , en traçant un chemin aux parties, défendent au juge de suivre celles qui s'en écartent. Il en est tout autrement

des faits particuliers qui peuvent intéresser le procès, mais dont il n'a pas été parlé ou dont la preuve n'a pas été administrée. Dans toute matière contentieuse, le fait est du domaine de la discussion et tombe sous le contrôle des parties; il n'entre comme élément dans le débat qu'autant qu'il a été allégué d'une part et qu'il peut être débattu de l'autre. La notoriété publique, si elle n'est traduite en information juridique, ne tient lieu ni d'articlement ni de preuve en justice réglée. Vainement aussi le Magistrat affirmerait à ses collègues qu'un tel fait, plus ou moins décisif, mais qui n'a point été soumis à un examen contradictoire, est venu à sa connaissance personnelle et qu'il doit être acquis à la justice; la justice répondrait : Je n'admets pas un témoignage occulte; là où vous êtes juge je vous récuse comme témoin; vous avez pu vous tromper ou vous laisser tromper : et d'ailleurs, savez-vous si la partie intéressée à discuter votre téméraire assertion n'aurait pas, en la supposant vraie, le moyen de vous convaincre que, bien interprétée, elle est indifférente ou même favorable à sa cause ?

* Voyez TOULLIER, tome VIII, n° 59. — « Prohibons et défen-

C'est donc dans ces limites posées par l'intérêt et respectées par la prudence, que le Magistrat concentre toutes les forces qu'il a puisées dans l'étude. Il sait, il faut qu'il sache qu'elles lui seront souvent nécessaires. Que de difficultés qui naissent de l'imperfection des lois ! Que d'efforts employés pour abuser d'abord les jurisconsultes plaidants, et ensuite pour l'abuser lui-même ! Combien de plaideurs qui font consister leur science à mettre la sienne en défaut ! Si les hommes qui cherchent de bonne foi la vérité là où nos passions ne l'ont pas encore défigurée ont cependant tant de peine à la reconnaître, sera-t-il assez insensé pour croire qu'avec une attention ordinaire il aura le privilège de la découvrir sous les ténèbres épaissies autour d'elle par des mains sordides ou criminelles ? Que sera-ce encore lorsque les auteurs de ces fourberies y joindront les complaisants témoignages de ces auxiliaires intrépides qui, indignes succes-

« dons à tous les présidents et conseillers, qu'en jugeant aucun procès, ils ne disent, ne proposent aucuns faits, soit à la louange ou vitupère des parties, ou de l'une d'elles, ou de la matière de quoi l'on traite, ni autres faits que les faits proposés par les parties au procès. » (D'AGUESSEAU, *Maximes tirées des ordonnances*, p. 288 et 305.)

seurs des compurgateurs anglo-saxons, sans connaître peut-être le fait dont ils déposent, n'en attestent pas moins avec serment que l'imposteur qui les prend à témoin a dit l'exacte vérité ' ?

Toujours en état de défense contre ces pièges tendus autour de lui, le Magistrat n'exerce pas une moindre surveillance sur lui-même. Vous l'avez vu, devant ses justiciables, maître absolu de ses mouvements, de ses émotions; dans la chambre du conseil, loin du bruit et des voix qui pouvaient l'agiter, il est plus impassible encore. Plaideurs ou accusés, qui attendez dans les tourments de l'incertitude une décision que quelques uns d'entre vous peuvent redouter, vous ne craignez pas du moins qu'elle lui soit inspirée par l'humeur ou par l'exaspération. Comme vous, il n'ignore pas que ces sentiments violents seraient

' Les *compurgateurs* étaient des hommes, francs tenanciers, admis à cautionner, par leur affirmation assermentée, la parole de la partie ou de l'accusé qui invoquait leur témoignage. Il n'était pas nécessaire qu'ils connussent ni qu'ils déclarassent connaître le fait en question. (LINGARD, *Histoire d'Angleterre*, tome II, chap. 7 et *passim*.) Au fond, leur témoignage se réduisait à cette simple formule : Je jure que mon opinion est qu'un tel a dit vrai. Leur ignorance du fait n'impliquait donc pas l'idée du parjure ou du faux témoignage.

de très mauvais juges, et que, malgré l'indignation qu'éprouvent les cœurs honnêtes à l'aspect de l'iniquité, ceux-ci seraient eux-mêmes récusables si la réflexion et le sang-froid ne dirigeraient pas leur jugement. L'impudence du mensonge l'afflige sans le mettre en courroux, de même que les doléances de l'hypocrisie ne peuvent ni l'abuser ni le désarmer¹.

Mais cela ne suffit pas encore. Dans l'âme la plus calme, la rigidité portée au delà des justes bornes peut s'assimiler à la passion. C'est ce qui arrive lorsque la vertu austère, croyant devoir à ses hautes maximes une sanction rigoureuse, se refuse à tous les tempéraments que réclame parfois la faiblesse humaine. L'ancienne Rome vanta beaucoup l'inflexibilité d'un de ses préteurs : la sévérité *cassienne* devint proverbiale dans l'école; elle y a été diversement jugée. Jugeons-la à notre tour, et disons hardiment : ce Cassius, surnommé *l'écueil des accusés*, a prouvé, par son exemple, que la vertu elle-même peut être quelquefois l'écueil de la justice. L'histoire a reproché quelques excès de sévérité à notre grand L'Hôpital;

¹ *Prohibenda autem maxime est ira in puniendo.* (Cic., de Off., l. 1, c. 25.)

mais du moins ce reproche ne s'adresse qu'à ses paroles. Considérez d'ailleurs qu'alors il était chef de la justice et non pas juge, et qu'il n'y avait pas de rigorisme à lutter avec énergie contre le désordre général de son époque ¹.

Si le Magistrat s'abstient des choses qu'il ne pourrait faire que par une exagération de principes, il les fera moins encore par une affectation de système. Vous serez tenté de nier la possibilité d'un pareil mobile, et c'est à peine si nous pouvons y croire en effet. Cependant consultez l'histoire et voyez si l'égoïsme ne s'est jamais caché sous la robe du Magistrat. Tel jour n'a-t-il pas voulu se donner les honneurs de la rigidité pour se ménager la faveur d'un maître exigeant? Tel autre ne s'est-il pas fait indulgent par le même esprit de servilité? Hélas! oui; sa flexibilité s'est prêtée tour à tour à ces rôles divers, et cent autres motifs tout aussi misérables l'auraient trouvé

¹ Le préteur Cassius Longinus Ravilla, dont je viens de parler, est l'auteur de la fameuse maxime *cui bono fuisset*, d'après laquelle l'inculpé est plus facilement réputé coupable s'il y avait quelque avantage pour lui à commettre le crime qu'on lui impute; ce qui a quelque rapport à cet autre apophthegme : *Is fecit cui prodest*. Cette dernière règle, qui peut être généralement vraie, n'est pourtant rien moins qu'infailible. La première est plus sage parce qu'elle est moins absolue.

prêt à changer encore d'opinion et de conduite. Il a recherché, non pas l'honorable suffrage des gens de bien, toujours difficiles sur les conditions qui peuvent donner des droits à leur estime ; mais les applaudissements passionnés d'un certain monde moins délicat sur le choix des principes et des actions. Hâtons-nous de reconnaître que ces exceptions affligeantes appartiennent à d'autres temps, et que partout aujourd'hui les actes de la justice, indulgents ou sévères, sont la conséquence d'une appréciation consciencieuse des faits auxquels ils s'appliquent, et jamais celle d'un plan arrêté et d'un parti pris par avance¹.

¹ *Perspiciendum est judicanti, ne quid aut durius, aut remissius constituatur quam causa deposcit. Nec enim aut severitatis, aut clementiæ gloria est affectanda.* MARCIANUS.

LETTRE VIII.

Le Magistrat délibérant; continuation. — Se résoudre à punir quand le fait constaté est punissable. — S'il n'est que répréhensible, ne pas demander à la loi un châtement qu'elle refuse. — Mesure de la peine méritée; ce que doit être la pitié dans le cœur du juge. — Fermeté, indépendance. — Loi claire, loi obscure, incomplète ou muette; règles pour ces cas divers. — Développement de ces règles: — Esprit de la loi; moyens de s'en assurer. — Usage; peut être pris pour guide; à quelles conditions. — Équité; la suivre quand la loi n'a pas statué; autrement, il y aurait arbitraire. — Autorité des précédents, des légistes, du droit romain; elle doit aider la raison et non la subjuguer. — Maximes dites *règles de droit*; ce qu'elles valent en général. — N'abuser d'aucun principe.

Je vous parlais, en dernier lieu, de nos formes délibératives et de la direction générale de nos déterminations. Nous suivrons long-temps encore le juge délibérant. La raison et l'équité lui tracent une foule de règles particulières dont j'ai maintenant à vous entretenir. Tel sera donc le sujet de cette lettre, et il en faudra une autre pour le compléter. Qu'un si long développement ne vous surprenne pas: vous devez voir qu'il s'agit de l'acte le plus complexe et le plus important de nos fonctions.

Dans tout débat judiciaire, il y a une vérité à trouver et une règle de justice à appliquer. Lorsque la notion de cette vérité nous est acquise, et que la règle applicable nous est connue, nulle considération ne légitimerait le parti pris de renier l'une pour éluder l'autre. Le Magistrat, toujours sincère avec lui-même, évite ce faux calcul, cet abus de l'indépendance ; il ne se fait point un catéchisme à sa manière ; il ne met pas ses théories arbitraires à la place des théories du droit positif, ni l'autorité de ses raisonnements au-dessus de l'autorité de la loi.

Entrons ici dans quelques détails.

Une infraction à la loi lui a été dénoncée ; les individus signalés comme auteurs de cette infraction sont traduits à sa barre ; les preuves sont établies. Le sentiment intime de sa conscience lui dit : Le fait est constant, il blesse la société ; les infracteurs sont devant toi ; la loi est également sous tes yeux et elle t'ordonne de condamner. Si, au lieu d'obéir à ces voix intérieures qui l'adjurent, il feint de n'être pas convaincu ou de croire excusable ce que la loi a déclaré punissable, il prévarique mentalement, et de plus il usurpe le droit de grâce sur la prérogative su-

prême; lui, ministre de la loi, il la viole; lui qui a mission de faire respecter la séparation des pouvoirs constitutionnels, il est le premier à franchir clandestinement la barrière!.... En vain cherche-t-il à calmer sa conscience, à composer avec elle; tôt ou tard elle lui opposera cette accablante réponse : Tu m'as trahie et tu as forfait à la loi. Que si, pour échapper à une autre censure, je veux dire au blâme disciplinaire, il se retranche dans ses immunités en invoquant le secret des délibérations et l'indépendance du suffrage judiciaire, il se pourrait qu'il eût raison en principe; mais en fait le droit d'asile ne rendra jamais l'innocence à qui l'a perdue ¹.

¹ Le 15 prairial an 11 (4 juin 1803), un tribunal se vit censuré pour un fait de cette nature. Le principe en vertu duquel cette censure fut prononcée a trouvé des contradicteurs. Y a-t-il en effet un milieu possible entre la forfaiture proprement dite, et la fiction résultant de la maxime : *Res judicata pro veritate habetur*? Un acte de juridiction, libre parce qu'il est du ressort de la conscience, peut-il, s'il n'est pas le résultat d'un méfait évident, tomber sous le blâme disciplinaire? Si le tribunal a déclaré que le fait ne lui paraît pas constant, ou que le fait avéré n'est pas imputable au prévenu, ou qu'il n'est pas assez certain que celui-ci en soit l'auteur, l'évidence du contraire n'autoriserait pas l'action du pouvoir censorial. Mais il devrait en être autrement si le tribunal, reconnaissant lui-même cette évidence, avait éludé l'application de la loi par des considérations portant atteinte à la loi même.

Renversant maintenant les termes de notre hypothèse, supposons que l'acte imputé à délit ne constitue réellement qu'une faute laissée hors du domaine de la loi répressive, mais que cette faute soit dommageable à la société, qu'elle ait un caractère répréhensible, dangereux; qu'il importe enfin de la réprimer; que fera le Magistrat? Lui sera-t-il permis de subtiliser avec lui-même pour façonner cet acte de manière à l'encadrer forcément dans la loi pénale, ou pour torturer la loi pénale de manière à l'adapter à cet acte qu'il veut atteindre? Non; car il prévariquerait encore. Ni la loi ni le fait ne sont pour lui des matières malléables. Son devoir est d'absoudre, et, quoique à regret, il absoudra¹.

Lorsque le jugement des faits incriminés appelle l'intervention d'un corps de jurés, la déclaration juridique de ces citoyens rendue sous leur responsabilité morale dégage par conséquent celle du Magistrat. Mais si l'accusation est, en tout ou en partie, confirmée par leur déclaration, le Magistrat redevient juge à cet instant où les jurés cessent de l'être. Ordinairement placé en-

¹ *Perpenso judicio, prout quæque res expostulat, statuendum est. MARCIANUS.*

tre deux limites extrêmes posées par la loi pénale, ayant à choisir entre les différents degrés qu'elles comportent, où prendra-t-il la mesure exacte du châtimement? Sera-ce dans les inspirations d'une commisération mal entendue et dénuée de prévoyance, ou bien dans les considérations d'ordre et d'intérêt général, qui donnent une si grande importance à son pouvoir coercitif? Qu'il écoute à cet égard et qu'il mette à profit le conseil d'un homme dont l'âme ne fut pas, j'imagine, moins sensible que la sienne, et qui, comme lui, voulait qu'on respectât les droits sacrés de l'humanité : « Pour empêcher la pitié
« de dégénérer en faiblesse, il faut la généraliser
« et l'étendre sur tout le genre humain. Alors
« on ne s'y livre qu'autant qu'elle est d'accord
« avec la justice, parce que, de toutes les vertus,
« la justice est celle qui concourt le plus au bien
« commun des hommes. Il faut, par raison, par
« amour pour nous, avoir pitié de notre espèce
« encore plus que de notre prochain, et c'est
« une très grande cruauté envers les hommes
« que la pitié pour les méchants¹. »

Ainsi, bien qu'en général l'homme soit faible

¹ J.-J. ROUSSEAU, *Émile*, liv. IV.

par sa nature, il a besoin de se montrer fort par devoir. Pour faire le bien, il est souvent nécessaire que sa volonté surmonte ses émotions. Cette force morale, cette vigueur de l'âme est une des premières qualités du Magistrat. Sans elle, en effet, comment parviendrait-il, non seulement à se défendre des suggestions d'une pitié contraire à l'ordre légal, mais encore à bien s'acquitter d'une foule de devoirs difficiles et quelquefois périlleux? S'il est aux prises avec un pouvoir inique, ou avec quelque'une de ces passions redoutables qui s'éveillent de temps en temps dans le sein de la multitude, comment saura-t-il les combattre? Si on lui commande avec menace des actes défendus par la loi positive, résistera-t-il comme Molé dans le poste qu'elle lui assigne? Si l'arbitraire tout puissant lui ordonne d'attenter à la loi naturelle ou d'être sourd au cri de sa conscience, osera-t-il, comme La Vacquerie, offrir sa tête et résigner ses fonctions plutôt que d'obéir? Dira-t-on que les rescrits abusifs, les préceptions¹, les bastilles, les ordres d'exil, les lits de justice, les lettres de jussion et de cachet,

¹ Ordres royaux donnés aux juges pour faire ou souffrir certaines choses contraires aux lois établies.

n'apparaissent plus que dans l'histoire des temps passés? Soit; de ce côté les dangers ont disparu et sans retour. Mais le courage doit se tenir prêt à tout événement, et les criminelles expériences tentées de nos jours jusque dans le sanctuaire le plus élevé de la justice nationale, nous avertissent assez, ce me semble, que la sécurité publique réclame l'énergie judiciaire sous le règne de la liberté comme sous l'empire du bon plaisir.

Revenons à la loi. Offre-t-elle un sens clair? Nous n'avons d'autre parti à prendre, quelle qu'elle soit, que de la suivre à la lettre. Le sens est-il obscur? Alors, rendus aux lumières de la raison, qui sont aussi celles de la conscience, nous devons nous laisser guider par elles. La loi est-elle silencieuse? En ce cas, dans les matières criminelles, l'acquittement est obligé; pour les matières civiles, nous cherchons le complément qui nous manque, d'abord dans l'esprit de la loi même, ensuite dans l'usage et dans le sentiment de l'équité naturelle, qui est encore le dictamen de la conscience. Pour ne faire de ces trois ressources qu'un emploi convenable, nous aurons pris le soin de nous former de chacune d'elles une idée exacte. Cette idée pourra se résumer ainsi.

L'esprit de la loi. — Nous pouvons nous en assurer, quant à l'espèce imprévue qui nous occupe, soit par la voie de l'analogie, lorsque nous parvenons à découvrir quelques rapports sensibles entre cette espèce et certains cas prévus, et alors nous disons qu'il y a même raison de décider; soit par le secours de la doctrine, lorsqu'à défaut de cas prévus, se rapportant par quelque point à l'espèce, nous remontons aux principes généraux qui ont déterminé le législateur dans l'ordre de choses où nous avons à nous prononcer; soit enfin, ce qui est le plus sûr, en recourant à ces deux moyens à la fois. Le premier convient surtout aux esprits judicieux; le second, plus à la portée des intelligences ordinaires, exige au moins le talent d'observation¹.

L'usage. — Pour mériter l'attention de la justice, il doit avoir été consacré par le temps, par des actes répétés, publics, uniformes.

L'équité. — La concilier avec la loi toutes les fois qu'on le peut, c'est un indispensable devoir,

¹ On voit que si l'analogie sert souvent à découvrir l'esprit de la loi dans les cas douteux, ce moyen n'est pas le seul. Avis aux jeunes gens qui, lisant ce qu'en dit M. Tonllier (tome VIII, n° 11), lui supposeraient là une pensée exclusive, démentie d'ailleurs par ses habiles recherches.

et quand le succès couronne cet effort, c'est un grand bien. Rien n'est plus désirable ni plus heureux, en effet, que cette harmonie entre la volonté de la loi et le penchant de l'homme de bien, que cette possibilité d'appliquer aux cas particuliers les règles de la justice naturelle, sans violer aucune des règles générales établies par la justice humaine. Cela est toujours facile lorsque celle-ci se tait, et que, d'ailleurs, elle n'a pas de principe fondamental qui s'y oppose. Mais des moralistes ont demandé si le Magistrat, allant plus loin encore, ne devait pas faire céder la loi devant l'équité, suivant ce qu'ils appellent l'intérêt de la société, qui serait aussi celui de la justice même¹. Il est rare que le véritable intérêt de la société, c'est-à-dire son intérêt permanent, exige réellement de pareilles déviations, et jamais elle ne doit sacrifier à des considérations passagères l'inviolabilité de ses lois. *Dieu nous garde de l'équité du Parlement!* Tel était le cri des justiciables dans un temps où l'on faisait aussi fléchir la règle devant je ne sais quels intérêts de circonstances. L'équité du Magistrat

¹ Voyez particulièrement Duclos, *Considérations sur les Mœurs*, chap. 12.

est celle qui s'accorde avec son respect pour la loi; autrement entendue elle ne serait que le bon plaisir livré à ses capricieuses inspirations. « Dangereux instrument de la puissance du juge, « hardie à former tous les jours des règles nouvelles, elle se fait, s'il est permis de parler « ainsi, une balance particulière et un poids « propre pour chaque cause. Si elle paraît quelquefois ingénieuse à pénétrer dans l'intention « secrète du législateur, c'est moins pour la connaître que pour l'éluder; elle la sonde en ennemi captieux plutôt qu'en ministre fidèle; « elle combat la lettre par l'esprit et l'esprit par la lettre, et au milieu de cette contradiction « apparente, la vérité échappe, la règle disparaît et le Magistrat demeure le maître ¹. »

¹ D'AGUESSEAU, IX^e *Mercuriale*. — Le juge ne doit pas prétendre se faire meilleur que la loi. *Corruptæ judicium videtur sententiæ, si sint legibus mitiores*, CUIAS. — La loi vous paraît-elle trop sévère? gémissiez, mais obéissez. *Dura lex, sed lex et servanda*. — « Les lois se maintiennent en crédit, « non parce qu'elles sont justes, mais parce qu'elles sont lois; « c'est le fondement mystique de leur autorité.... Quiconque « leur obéit parce qu'elles sont justes, ne leur obéit pas justement par où il doit. » (MONTAIGNE, liv. III, chap. 13.) — « Quelles que soient les lois, il faut toujours les suivre et les « regarder comme la conscience publique, à laquelle celle des « particuliers doit se conformer toujours. » (MONTESQUIEU, CXXIX^e *Lettre persane*.)

En vous entretenant des objets essentiels de nos études journalières, je vous ai parlé de l'autorité des précédents judiciaires, de celle des écrivains légistes, de celle du droit romain. Un mot maintenant sur le degré d'influence qu'il convient d'accorder, en général, dans le jugement des espèces problématiques soumises à nos délibérations, aux exemples et aux préceptes exposés dans ces monuments divers. Très bons à consulter pour éclaircir des points de droit contestés, et non pour y prendre des opinions toutes faites, ce n'est jamais en aveugle qu'il faut les suivre. Nous ne leur devons point, comme à la loi, une foi implicite. Ils nous montrent d'ailleurs trop souvent des routes diamétralement opposées. Sont-ils en désaccord avec notre sentiment personnel sur la manière d'entendre et d'appliquer la loi? c'est une raison pour nous, non pas de l'abandonner de prime-abord, comme une hérésie par cela même avérée, mais de le soumettre à un examen plus approfondi. L'habitude de substituer l'autorité au raisonnement est triste et déplorable. Elle a partout abusé de ces trois genres de ressources que je vous indique. La législation anglaise repose principalement sur les précédents consignés dans les recueils appelés

records et reports, et l'on sait quelle extension ils donnent à l'arbitraire du Magistrat et quelle inextricable confusion s'est introduite par cette large issue dans le régime judiciaire de nos voisins d'outre-mer¹. Quant au culte superstitieux rendu à certains écrivains, n'a-t-on pas vu, en France, la glose d'Accurse prévaloir jadis sur le texte même de la loi? Enfin les lois romaines, bien qu'abolies parmi nous, exercent encore un empire démesuré sur de bons esprits. J'accorde qu'elles seront à jamais un objet d'utiles méditations; mais n'allons pas, zélateurs fanatiques, nous prosterner pieusement devant elles, et souvenons-nous que c'est aussi un Romain qui a dit : « Il ne faut pas recevoir les opinions de nos pères comme des enfants; c'est-à-dire par la seule raison qu'elles furent celles de nos pères². »

Il existe une foule de maximes générales qui,

¹ Voyez REY, *Des Institutions judiciaires de l'Angleterre*, tome II, p. 128 et 150.

² *Pensées de Marc-Aurèle*. — Quiconque est toujours disposé à argumenter, pour la décision des points de droit, de l'autorité des décisions antérieures, ne remarque pas assez que, dans diverses parties du droit, il y a une sorte d'élasticité dont les jurisconsultes et les juges eux-mêmes se prévalent volontiers pour résoudre diversement des questions identiques en apparence, entraînés à cela par des considérations d'équité relative. En tout cas, les bonnes raisons sont aussi les bonnes autorités, et l'on a toujours tort de se contenter de l'exemple.

sous le nom fort imposant de *règles de droit*, semblent résumer en elles la science du juriste. Il est souvent utile de les connaître; mais il est quelquefois prudent de s'en défier. Elles ne sont pas toutes l'expression d'une vérité absolue; quelques contradictions, au moins apparentes, se manifestent entre elles; l'une ne doit s'appliquer qu'à une matière déterminée, l'autre s'étend à plusieurs; à côté de celle qui se pose comme principe universel, s'en trouve une qui lui fait exception. Tandis que l'ignorance abuse, souvent à son insu, de ce pêle-mêle d'aphorismes, de sentences doctrinales, la science, faisant avec discernement un triage qu'elle reconnaît nécessaire, se rappelle et invoque à propos celles qu'elle tient pour des vérités¹.

Au surplus, pour ces maximes reçues, comme pour la loi elle-même, il faudra, dans l'interprétation donnée par le Magistrat, une parfaite rectitude d'esprit et de conscience. Si, par une

¹ *Omnis definitio in jure civili periculosa est; parum est enim ut non subverti posset*, lib. cii, ff. *De reg. jur.* Dans le droit civil, toute règle est périlleuse, car il y en a peu dont on ne puisse abuser. (Les interprètes sont ici partagés sur le sens du mot *definitio*. Quelques uns l'entendent comme son dérivé *définition*, et D'Aguesseau s'est rangé à leur avis (tome ix, p. 576). Quoi qu'il en soit, il sera toujours vrai qu'en général les règles de droit peuvent tromper les esprits inattentifs.)

blâmable légèreté, ou par une intention malicieuse, le ministre de la loi donnait à celle-ci ou à celles-là une portée exorbitante; si, sans paraître sortir du sens littéral, il s'écartait cependant du sens véritable; s'il faisait de sa prétendue régularité un instrument de dommage ou de déception, alors s'élèverait contre lui la voix des hommes équitables, et, parmi ces sentences mêmes dont nous parlons, celle-ci se présenterait pour le flétrir : « Une extrême justice est une injustice extrême. » Mais repoussons loin de nous la supposition d'un danger qui ne se rencontre guère que chez les peuples tyrannisés ou corrompus ¹.

¹ *Existunt etiam sæpe injuriæ calumnia quadam, et nimis callida, sed malitiosa juris interpretatione. Ex quod illud : « Summun jus summa injuria. »* (Cic., *de Off.*, l. 1, c. 10.)

Une extrême justice est une extrême injure.

VOLTAIRE, *OEdipe*.

— Cicéron rapporte deux exemples de cette justice cauteleuse poussée jusqu'à l'injustice. En voici un autre : Caligula décréta des impôts dont il ne fit pas afficher les tarifs, afin que l'ignorance multipliât les contraventions qui enrichissaient le fisc par les amendes; le peuple murmura; les tarifs furent affichés, mais en lieux si incommodes et en caractères si déliés qu'on ne pouvait les lire. (Suetone, *Caligula*, c. 41.) C'est ainsi que furent affichées des listes électorales à Paris sous un des ministères de la Restauration, si l'on en croit les plaintes de quelques journaux de l'époque.

LETTRE IX.

Le Magistrat délibérant ; continuation. — Discerner les différences qui existeraient entre des espèces jugées et l'espèce à juger. — Nouveauté des questions de droit regardée comme un préjugé contre la partie qui la propose. — Juge placé entre deux opinions, l'une probable, l'autre plus probable. — Impartialité ; développements : — Jugements entre des étrangers et des régnicoles. — Esprit de parti ; ses tristes effets. — Le juge n'use point de son pouvoir pour servir ses intérêts ou ceux de ses amis. — Mais la crainte de favoriser un ami ne doit pas engendrer l'injustice à son égard. — Dans la répression des offenses commises envers lui-même, le juge doit montrer de la modération sans faiblesse. — Le juge d'appel n'infirme qu'à bon escient la décision du premier juge. — Partage d'opinions ; nul ne doit abandonner la sienne uniquement pour rompre ce partage. — Sincérité des motifs exprimés dans les jugements. — Rédactions des décisions judiciaires ; qui doit la faire, et ce qu'elle doit être. — Secret des délibérations ; l'observer, pourquoi.

C'EST un des points importants de la science du Magistrat de pouvoir discerner avec facilité, entre les causes de même nature portées devant lui, la différence des espèces, c'est-à-dire ce qui distingue essentiellement les uns des autres plusieurs cas qui paraissent se ressembler. Des plus légères nuances aperçues entre elles peut résulter la nécessité de leur appliquer des principes

dissemblables ou même contraires, de statuer sur les unes autrement que sur les autres. On parle sans cesse de la choquante contrariété des décisions de la justice, et sans doute c'est un malheur que la justice ne puisse pas, en toute chose, s'accorder avec elle-même. Mais croyez qu'on exagère beaucoup sa faute, et que la critique s'interdirait bien des plaintes si elle pouvait ou daignait descendre à l'examen des distinctions obligées. En général, « la diversité des « circonstances produit seule la diversité des jugements ». » A cette remarque faite par un Magistrat de grande expérience, ajoutons cependant cette autre observation, dont il aurait dû tenir compte en même temps : Dans les questions d'une solution difficile (et le droit, comme le fait, en présente beaucoup), l'identité même des circonstances ne saurait garantir toujours la conformité des décisions. Pourquoi ? Parce que le droit n'est pas une science mathématique ; qu'il recèle de nombreux sujets de controverse ; que le fait, origine du droit, est lui-même souvent obscur et incertain ; que la conviction dépend des impressions éprouvées, et qu'il n'est pas

* D'AGUESSEAU, LVII^e plaidoyer. — *Ex facto jus oritur.*

donné à tous les juges de sentir et de voir toujours d'une façon complètement uniforme. Quelquefois même l'insuffisance des preuves les tient flottants dans un doute pénible, et ils prononcent néanmoins, parce que la loi leur défend de rester indécis; ils prononcent, mais un léger poids que d'autres juges n'auraient peut-être pas apprécié aura seul emporté la balance. Certes, toute la sagesse des aréopagites n'obvierait pas à ces inconvénients inhérents aux affaires elles-mêmes.

Dans les pures matières de droit qui touchent aux plus habituelles relations d'intérêt entre les citoyens, la résistance inattendue qu'une des parties oppose à une interprétation communément admise, doit rencontrer dans le Magistrat une disposition, sinon répulsive, au moins défiante, sorte de précaution que l'esprit prend d'ailleurs assez naturellement contre les opinions paradoxales. C'est qu'en effet « la nouveauté
« d'une question, comme l'a dit encore le pro-
« fond légiste que je vous citais à l'instant, est
« un grand préjugé contre celui qui la propose; »
c'est qu'il y a beaucoup à faire pour anéantir

* D'AGUESSEAU, XLVI^e plaidoyer.

tout à coup les probabilités résultant de l'assentiment général donné jusque là à l'opinion que vient combattre le citoyen dissident. Non que ce soit une raison péremptoire pour perpétuer des erreurs accréditées ; mais c'en est une très puissante pour regarder à deux fois avant de condamner des idées reçues.

Des hommes réputés graves se sont demandé si, dans une question de droit, l'on peut juger selon une opinion probable, en laissant de côté celle qui serait plus probable encore. Mais, m'allez-vous dire, ces hommes étaient donc insensés ? Non, ils étaient jésuites. Cette thèse, proposée et examinée par le père Castro Palao, reproduite par Escobar, a reçu de l'un et de l'autre une solution *affirmative* ¹. Peut-être penserez-vous que c'est là une probabilité en faveur du sentiment contraire. Si vous me demandez le mien, je vous répondrai que, sans réprouver une opinion par l'unique motif qu'elle fut celle de ces étranges casuistes, je repousse celle-là comme blessant grièvement le bon sens et la justice.

Vous parlerai-je maintenant de l'impartialité

¹ VOYEZ PASCAL, VIII^e *Lettre provinciale*.

du Magistrat ? Tout ce que je vous ai dit jusqu'à présent ne la suppose-t-il pas ? D'avance , je l'ai tenue pour indubitable , pour indéfectible. En son absence , toutes les autres recommandations de la sagesse se perdraient dans le vide. Sans elle , que serions-nous , que deviendrait la justice entre nos mains ? La justice y serait une désolante déception , et nous , nous ne serions que des êtres souvent malfaisants , déshonorant avec plus ou moins d'impunité le ministère le plus respectable. Ah ! c'est surtout par l'impartialité que nos décisions peuvent se rapprocher des vues de l'éternelle justice , et conquérir la véritable autorité morale , que la science ne donne pas toujours , et qui ne leur est pas moins indispensable que celle qu'elles tiennent de la loi.

Cependant il n'est pas impossible que cette disposition se déprave en nous , presque à notre insu ; plus d'une tentation funeste peut l'exposer à ce malheur : telles seraient celles qui naîtraient d'un esprit national trop exclusif , de l'esprit de parti , de notre intérêt bien ou mal déguisé , de celui de nos amis , du ressentiment des injures. Donnons à chacun de ces écueils un moment d'attention.

Soit que la société, ou quelqu'un de ses membres, nous demande justice contre des sujets étrangers, soit que ceux-ci nous la demandent eux-mêmes contre des hommes qui sont nos concitoyens, que toute prévention nationale se taise à l'instant même dans nos cœurs. Nous ne devons pas sans doute oublier que nous sommes Français; nous nous en souviendrons au contraire, mais pour nous rappeler en même temps que la plus belle manière de glorifier ce nom chez tous les peuples qui nous contemplent, c'est de nous montrer scrupuleux observateurs des devoirs de la justice universelle. J'ose affirmer que nulle part ces devoirs ne sont mieux compris que sur le sol de notre généreuse patrie.

L'esprit de parti, espèce d'affection mentale, peut ravaler l'honneur lui-même au niveau de la monomanie dangereuse. C'est presque en sûreté de conscience que, dans ces tristes et violentes préoccupations, il fait fléchir la règle de ses jugements au gré de ses acceptions d'opinions et de personnes, et qu'il se forme à sa manière une espèce de tarif des actions humaines. Vous sentez combien il importe que le Magis-

trat sache préserver sa raison de cette délirante maladie ¹.

Dans un lit-de-justice que tenait Charles IX, dans la capitale de la Guienne, le chancelier de L'Hôpital disait aux membres du Parlement : « On vous accuse de beaucoup de violences ; « vous menacez les gens de vos jugements, et « plusieurs sont scandalisés de la manière dont « vous faites vos affaires ². » Si, comme nous devons le croire, ces accusations n'étaient pas hasardées, quels étaient donc ces temps et ces juges ? Il nous est permis de les regarder comme incompréhensibles, à nous que la Providence a fait naître dans des temps meilleurs et plus heureux. Rendons-lui grâce. Dans un siècle où les jugements sont révisés par la conscience publique, où les fonctions ne se séparent point de la considération, on ne craint guère qu'un dépositaire de la justice veuille détourner ce dépôt sacré au profit de *ses affaires* ou de

¹ *Qui autem parti civium consulunt, partem negligunt, rem perniciosissimam in civitatem inducunt, seditionem atque discordiam : ex quo evenit ut alii populares, alii studiosi optimi cujusque videantur, pauci universorum.* (Cic., *de Off.*, l. 1, c. 15.)

² VOLTAIRE, *Histoire du Parlement*, chap. 27.

celles de ses collègues, et l'on est sûr que nul ne dira, comme Thémistocle : « Aux dieux « ne plaise que je préside un tribunal où mes « amis n'aient pas plus d'avantage que mes ennemis¹. »

Mais si l'intégrité rétablie dans le sanctuaire promet d'en écarter les préventions trop favorables à la confraternité et à l'amitié, n'est-il pas encore à craindre qu'elle ne se laisse emporter parfois au-delà de son but ? N'a-t-on jamais remarqué que l'envie de se prémunir contre l'influence des affections personnelles ait précipité le juge dans une telle défiance de lui-même que la justice se soit sentie blessée par l'excès même des précautions prises pour son salut ? Je crois que cela n'est pas sans exemple, que l'intégrité a aussi son chemin glissant, qu'à force d'exagé-

¹ Il faut croire qu'à l'époque où cet ambitieux s'exprimait de la sorte, il n'était pas encore arrivé à l'âge où se manifesta la réforme de ses principes et de ses mœurs, et ce fut, je pense, dans cette seconde partie de sa vie qu'il se réfuta lui-même par cet argument adressé à Simonides, qui le pria d'acquiescer à une demande injuste : « Tu ne serais pas un bon poète si tu chantaient contre mesure ? Eh bien ! de même « je ne serais pas un bon Magistrat si je jugeais contre les « lois. » (PLUTARQUE, *De la mauvaise honte.*) — *Ponit enim personam amici, quum induit judicis.* (CIC., *de Off.*, l. III, c. 10.)

rer ses craintes, elle peut devenir partielle dans un sens opposé à celui qu'elle redoute. Or, le Magistrat doit savoir que le désir de rester en paix avec sa conscience, ou de se garantir d'un soupçon téméraire, excuserait mal l'injustice qu'il aurait commise par excès de scrupule.

A ces conjonctures délicates, qui mettent sa droiture à plus d'un genre d'épreuve, la loi confiante en ajoute une autre plus délicate encore, en le constituant juge dans sa propre cause lorsqu'une offense a été faite à son caractère public. Il était ordonné, par nos anciens monarques, aux officiers de leurs parlements, *de ne se souffrir vitupérer par outrageuses paroles des avocats, procureurs ou parties*¹. Et en effet, ne serait-ce pas une insigne et fatale faiblesse, dans le Magistrat, de laisser avilir en sa personne la majesté des lois dont il est l'organe, l'autorité suprême qu'il représente, et la dignité du corps auquel il a l'honneur d'appartenir? Il fallait toute l'imbécillité de Claude, perdant à juger des procès le temps qu'il devait au gouvernement de l'empire, pour tolérer les

¹ D'AGUESSEAU, *Maximes tirées des ordonnances*, tome XIII, p. 285. — DARRÉAU, *Traité des injures*, p. 157.

moqueries et l'insulte que lui prodiguaient en face les plaideurs et les avocats romains, et pour consentir à ce qu'ils oubliassent le respect, pourvu qu'en définitive il obtint l'obéissance. Toutefois, ce respect dont nous devons nous montrer jaloux, cette dignité dont nous sommes constitués les gardiens et les vengeurs, n'exige pas toujours d'éclatantes réparations, et, dans tous les cas, il importe de les mesurer avec sagesse. Le repentir sera souvent préférable à la peine. Que l'humeur d'une partie qui succombe, ou le zèle d'un défenseur qui s'égare, commette une irrévérence, il est quelquefois bon que les Magistrats paraissent l'ignorer, ou qu'ils s'en tiennent à des admonitions paternelles. Ils sont assez haut placés pour qu'on ne puisse pas facilement les atteindre ¹. S'ils ne croient pas devoir

¹ Ménage avait outragé le Parlement par ce vers de sa façon .

Et puto, tam viles despicias ipse togas.

Il désavoua toute idée d'allusion, et le Parlement se contenta de ce désaveu, persuadé qu'il n'était pas de sa dignité d'aller plus loin. (VOLTAIRE, *Histoire du Parlement*, chap. 57.) —
 « Les grandes compagnies doivent ignorer ou mépriser des
 « discours qui ne font aucune impression dans la bouche d'un
 « plaideur, et se souvenir qu'il est souvent plus grand de ne
 « pas reconnaître l'injure qu'il ne l'est même de la pardon-

prendre à la lettre le dicton populaire qui amnistie les démonstrations de ce genre, survenues dans les vingt-quatre heures, du moins, lorsqu'une répression leur paraît nécessaire, jamais les susceptibilités d'amour-propre n'ajouteront un poids de plus, dans leur balance, contre l'imprudent qu'ils punissent. L'offenseur comparaitra devant eux avec confiance, car il ne se sentira jamais plus rassuré que, lorsqu'ayant pour juges ceux-là mêmes qu'il a offensés, il sait qu'il peut compter néanmoins, et même avec plus de raison peut-être, sur leurs dispositions équitables; et si, rendu à la réflexion, il est équitable à son tour, il leur tiendra d'autant plus fidèle compte de leur mansuétude qu'elle implique l'abnégation généreuse et complète de tout ressentiment personnel¹.

« ner. » (D'AGUESSEAU, *Correspondance officielle*, tome XII, p. 166.) — Des censeurs romains dégradèrent de son rang un citoyen qui avait baillé indécemment en leur présence. Mais, à Rome, la censure avait la surveillance des mœurs; elle atteignait jusqu'aux simples fautes, et devait être sévère par une suite de sa nature.

¹ En Angleterre, on a vu des libellistes qui, pour avoir outragé des juges, étaient punis plus sévèrement que ceux qui avaient attaqué la majesté royale. (Voyez RAY, *Des Institutions judiciaires de l'Angleterre*, tome 1, p. 129.) Il y avait aussi moins de danger à offenser le Roi que ses ministres. On

Le Magistrat du second ressort ne se fait point un titre de sa supériorité hiérarchique pour infirmer présomptueusement la décision du premier degré. Ce que l'appel remet en question se présente à lui légalement dégagé de tout préjugé : cela est vrai ; mais s'ensuit-il que l'acte juridique constatant la première épreuve n'a pas au moins, en sa faveur, jusqu'à réformation, une présomption morale de justice et de vérité ? Suffit-il de l'attaquer pour le rendre provisoirement au néant ? Non , sans doute. Les raisons sur lesquelles il se fonde seront donc l'objet particulier d'un sérieux examen, et si la réformation s'ensuit, elle sera le fruit d'une conviction tellement irrésistible, qu'elle n'aurait pu consacrer l'œuvre des premiers juges sans se faire réellement violence à elle-même.

Nos lois ne s'opposent pas à ce que, dans les compagnies composées de plus de trois juges, ils puissent siéger en nombre pair : c'est un tort peut-être, car il résulte de là, dans la marche de

connaît ce mot de Charles II, contemplant le cadavre d'un homme pendu pour avoir écrit des satires contre le ministère : « Pauvre insensé ! que ne les faisais-tu contre moi ? on ne t'aurait rien dit. » D'autres pays pourraient fournir de pareils exemples.

la justice, des embarras et des lenteurs. Quoi qu'il en soit, lorsque, dans les matières civiles, les opinions divisées sont représentées par deux nombres égaux (ce qui, en matière criminelle, ferait tomber l'accusation), il ne peut être loisible à aucun des opinants de désertar la sienne dans la seule vue de vider le débat en rompant lui-même ce partage. Hors le cas où sa conscience, réellement mieux éclairée, lui commande de se rétracter, le droit de rétablir la discussion, de soumettre de nouvelles raisons à une nouvelle délibération et à un plus grand nombre de juges, est acquis aux contendants, et ne peut leur être légitimement enlevé ¹.

Le juge est devenu comptable envers la société des *motifs* de ses décisions. Ainsi le veut la

¹ Consultez à ce sujet une lettre de D'Aguesseau, *Correspondance officielle*, tome xii, p. 140. — Remarquez qu'il y a également partage d'avis lorsque chacun des juges a une opinion différente de celles des autres, et lorsque l'opinion principale n'ayant que la moitié des voix, les autres voix expriment chacune un sentiment différent. — Il eût été à désirer, peut-être, qu'on eût excepté des cas de partage celui où la moitié des juges opine pour qu'un approfondissement soit ordonné; car, à voix égales, quelque faveur serait due à celles qui réclament de nouvelles lumières, avec espoir d'en obtenir par les moyens qu'elles indiquent.

loi moderne, amie de la lumière et de la sincérité. Des motifs qui ne seraient pas de nature à pouvoir être hautement avoués devraient par cela même rester étrangers à nos déterminations. Tout jugement doit être un acte public et patent de la conscience du Magistrat, non seulement dans la partie où le Magistrat statue, mais aussi dans celle où il raisonne, car la vérité est une. D'après le même principe, il n'a garde de substituer aux raisons qui ont formé sa conviction des considérations imaginaires qui masqueraient sa pensée véritable, espèce d'infidélité dont l'effet, en certains cas, pourrait être de ravir à l'une des parties ou au ministère public lui-même le droit de recours aux juges supérieurs, et à l'opinion des minorités judiciaires l'espoir de se voir mieux accueillie dans une sphère plus élevée. Vous voyez comment, en s'écartant de la stricte vérité, on peut violer la règle des juridictions, usurper un pouvoir sans contrôle, et introduire la tyrannie des majorités dans le sanctuaire même de la justice. Ce n'est pas à dire cependant que si, entre plusieurs motifs de détermination, il en est un ou quelques uns qui puissent suffire, on soit tenu d'énoncer

tranquillité seraient compromis par des révélations inopportunes !.

** Post arrestorum prolationem, nullus, cujus opinionis fuerint domini, debet alijs revelare. Contrarium vero faciens, perjurii pœnam noverit se incurrisse.* (D'AGUESSEAU, *Maximes tirées des ordonnances*, tome XIII, p. 383 et 384.) — Une loi du 28 juin 1793 avait ordonné aux juges d'opiner en public et à haute voix. L'article 208 de la constitution de l'an III corrigea cette aberration législative.

LETTRE X.

De quelques autres devoirs. — Prompte expédition de la justice. — Sans précipitation : il y a parfois une lenteur utile. — Fonctions du Ministère public et du Magistrat instructeur : elles exigent une vigilance continuelle et courageuse. — Résidence, assiduité, exactitude. — Subordination nécessaire. — Esprit de corps : utile seulement quand on le subordonne à l'esprit national. — Incompatibilité des fonctions judiciaires avec le trafic et avec certains mandats. — Magistrat consultant ; ce bon office ne doit pas tourner en habitude ; pourquoi. — Magistrat qui, par sa faute, cause un préjudice à son justiciable. — Magistrat qui refuse ou néglige de remplir un devoir civique.

CONTINUONS de considérer le Magistrat dans l'exercice actuel de sa charge. De ce point de vue, nous avons dû le dépeindre à notre jeune disciple sous un double aspect. Il l'a vu d'abord écoutant et recueillant les raisons discutées dans le prétoire, soit par les parties intéressées ou en leur nom, soit par l'organe officiel du Prince ; puis, méditant à l'écart sur la valeur des prétentions respectives, des propositions établies, des preuves administrées, afin d'arriver, par une application exacte des règles de la justice, au

dénouement le plus digne d'elle et de lui ; et, pour cela, incessamment attentif à éviter par de sages et nombreuses précautions le malheur de se tromper dans l'examen de ces thèses contradictoires. Il me reste encore à vous entretenir de quelques devoirs généraux qui ne pouvaient entrer dans aucun de ces cadres particuliers, mais qui sont l'appendice nécessaire de l'un et de l'autre. Ainsi s'achèvera la partie la plus longue comme la plus importante de ma tâche.

La justice, c'est l'ordre, et l'ordre est le premier besoin des sociétés. La faire trop long-temps attendre est un crime de la part de celui qui la doit, un grief fait à celui à qui elle est due. D'un autre côté, sauf quelques rares et inexplicables exceptions, l'état de guerre judiciaire tourmente l'existence de ceux qui le subissent, lors même qu'ils se présentent comme enrôlés volontaires. « Abstenez-vous de procès et de querelles, » telle était, dans les premiers siècles de Rome, l'exhortation solennelle qu'on adressait au peuple chaque fois qu'on lui annonçait la célébration d'une fête publique. « C'est une misère d'avoir des dettes et des procès, » telle était une des trois sentences de Chilon inscrites sur les murs du temple de Delphes.

Par ces graves avertissements, jugez de la triste condition des plaideurs. N'est-ce pas nous avertir nous-mêmes que, chargés de mettre un terme à leur misère, nous devons nous hâter autant que possible? Songeons que les souffrances éprouvées ne se réparent jamais, et que les malheureux qui les endurent, comptent les heures et les minutes des jours que nous avons perdus. Faut-il s'étonner que les peuples de l'Asie, persuadés qu'une courte injustice est plus supportable qu'une justice long-temps attendue, aient préféré aux procédures lentes, suggérées par la prudence, les formes sommaires, mais périlleuses? Celui-là paie moins qui paie tardivement, disent les jurisconsultes. Étendez cet axiome arithmétique à la dette du juge envers les justiciables, et reconnaissez que, dans cette application nouvelle, il est également l'expression d'une évidente vérité¹.

Mais tandis que, d'une part, nous voulons échapper au reproche sévère que mérite la lenteur paresseuse, sachons, de l'autre, nous dé-

¹ *Minus solvit, qui tardius solvit*, lib. xii, ff. *De verb. signif.* — « Puis-je me reposer tandis que je sais qu'il y a des hommes qui souffrent? » Belles paroles de D'Aguesseau, citées dans la huitième note de l'éloge de ce Magistrat, par Thomas

fendre à la fois, et de l'empressement irréfléchi qui tient à beaucoup expédier plutôt qu'à bien juger, et de la folle présomption qui se croit pourvue d'assez de lumières pour saisir d'un clin d'œil la vérité, en dépit de tous les efforts faits pour la lui cacher. C'est le propre des esprits médiocres de n'apercevoir de difficultés nulle part, de n'hésiter jamais devant celles qu'on leur signale, de se rire des pénibles recherches de la science, et de ne voir que des spéculatifs importants dans ceux qui s'avisent de leur parler en son nom. L'ignorante témérité de quelques juges romains du xvi^e siècle fut portée à ce point, qu'elle réduisit un des grands jurisconsultes de ce temps à s'exiler du barreau, parce qu'il s'était tristement convaincu que ses longues veilles, employées à méditer sur les règles de la justice, restaient perdues pour elle¹.

Dès le début de nos entretiens, je vous ai dit

¹ Alexandre d'Alexandre (*Alexander ab Alexandro*), dont il s'agit ici, se plaignit en termes amers, rapportés par Bayle, *Dictionnaire historique*, à ce nom. — Partout où l'on veut une bonne administration de la justice, on veille à ce que chaque juridiction ait un nombre de juges suffisant pour que la justice s'y distribue tout à la fois avec promptitude et avec maturité. Il ne faut jamais placer le Magistrat dans l'alternative de juger peu ou de juger mal.

que je ne chercherais pas à déterminer la part qui revient à chaque espèce de Magistrature en particulier, dans l'ensemble des qualités et des devoirs propres au Magistrat en général, parce qu'il me paraît qu'avec un peu d'attention on doit apercevoir sans peine ce qu'exige chaque position en raison de sa nature. Contentons-nous de remarquer, quant aux membres de l'ordre judiciaire chargés, soit de la vindicte publique, soit de la recherche et de la constatation des actions punissables, qu'il est une vertu civile que la société leur recommande plus expressément qu'aux autres : c'est la vigilance. Placés par elle à ses avant-postes, armés de tous les moyens que peuvent fournir ses lois et son pouvoir, ils s'en serviraient fort mal s'ils n'avaient en outre, à un éminent degré, cette activité surveillante et courageuse.

Arrêtons-nous ici un moment, et que notre élève veuille bien reporter ses regards sur le long chemin que nous avons parcouru.

En considérant le nombre et l'étendue de ces devoirs de tout genre, ô jeune homme, si vous les avez compris, vous direz avec nous : Indolents citoyens, qui n'ayant d'activité que pour vos

passé-temps frivoles, cherchez à vous donner dans le monde un rang honorable où le travail ne soit pas nécessaire, ce n'est point sur le siège de la justice que vous devez vous asseoir. Là, si chacun accomplit dignement la loi de son office, les instants sont précieux et laborieusement employés; le devoir n'est pas resserré entre les courts intervalles laissés par le plaisir; la résidence, l'assiduité, l'exactitude, ne passent point pour de vains mots; les moments dus à un repos indispensable, à des plaisirs permis, ne se dérobent pas au temps du travail; rarement ils sont pris sur les heures que la nature destine au sommeil; car on craindrait d'arriver aux affaires du lendemain avec une tête appesantie, avec un esprit incapable d'application; les absences répétées ou prolongées seraient regardées comme des larcins faits à la société, comme une surcharge injuste imposée à l'assiduité plus scrupuleuse; la stabilité de l'emploi n'est point considérée comme une immunité personnelle, mais seulement comme un gage de sécurité dans l'accomplissement du devoir, et la régularité du service public n'est jamais subordonnée aux habitudes de la vie privée.

Mais tout n'est pas dit encore. Poursuivons.

Le respect pour les règles de la subordination judiciaire fait partie du respect général dû aux lois. L'amour-propre bien entendu n'aura jamais l'idée de s'insurger contre ces règles reconnues nécessaires au bien du service et au bon ordre intérieur. La raison et le devoir veulent que chacun s'y soumette dans le cercle qui lui est tracé. D'un autre côté, chacun est en droit d'attendre du supérieur qui les applique l'esprit de justice qu'elles lui supposent.

L'attachement du Magistrat aux droits, aux intérêts, aux opinions du corps dont il est membre, ne prendra aucun de ces caractères d'exclusion et d'égoïsme autrefois reprochés, non sans raison, aux classes puissantes constituées comme pouvoirs de l'Etat. Si l'esprit de corps peut être bon et utile dans ses effets généraux, c'est uniquement lorsqu'il se laisse diriger par l'esprit national, lorsqu'il tend à maintenir les principes et les traditions salutaires, à resserrer le lien commun dans l'intérêt public, à entretenir dans chaque membre l'esprit de son état, fondé sur l'amour des vertus les plus conformes au but de son institution. C'est seulement ainsi

que toutes les parties de l'unité collective doivent être cimentées entre elles. Il y a loin de cette union, inspirée par de nobles pensées, aux espèces de confédérations formées, en d'autres temps, entre les préjugés de l'orgueil, les petites vanités, les jalousies de l'amour-propre, sources intarissables d'autres passions, plus tyranniques encore, qui rendirent redoutables à leur pays tant d'assemblées et de corps délibérants.

Les fonctions judiciaires touchent de toutes parts à des intérêts si graves et si multipliés, les droits et les obligations dont elles se composent sont d'une telle importance et d'une si haute nature, que la loi a dû interdire aux citoyens qui en sont investis à titre absolu et non exceptionnel, toute participation à certaines fonctions d'un ordre différent, et même à certains actes de la vie civile. Le Magistrat n'élude jamais ces défenses ; il laisse à ceux qui n'ont pas les mêmes engagements, les droits et les avantages des professions auxquelles il doit rester étranger ; il ne leur envie pas les émoluments légitimes qui ne seraient pour lui que des gains illicites ; il n'accepte aucun joug inconciliable avec le devoir ou

l'honneur de sa charge. Ainsi, vous ne le verrez ni se jeter dans des entreprises qui détourneraient au profit de ses affaires l'attention qu'il doit à celles de la justice, ni se mettre à la solde d'un particulier, quel qu'il soit. Comment se dévouerait-il aux intérêts du public si les siens propres ou ceux qu'il lui plairait de surveiller pour compte d'autrui, réclamaient une grande part de son temps et de ses soins ? Et que deviendrait la dignité de son office mis en contact avec un mandat salarié, qui, quelque honorable qu'il puisse être d'ailleurs, place le citoyen qui l'accepte sous le contrôle et dans la dépendance plus ou moins obligée de celui qui le donne ?

Si, à l'exemple de Pothier, il consent à laisser son cabinet ouvert au public confiant dans sa probité discrète et éclairée, alors même il se croira juge encore, et il imitera aussi son modèle par son désintéressement. Tel est d'ailleurs aujourd'hui l'express commandement de la loi, qui lui dit : Tu ne feras point le personnage de

* Les anciennes ordonnances contenaient quelques dispositions à cet égard. (Voyez D'AGUESSEAU, tome XIII, p. 286.) — Sauf ce qui concerne l'incompatibilité de certaines fonctions publiques, nous n'avons rien de tel aujourd'hui. L'action disciplinaire obvierait à ce silence.

l'avocat; tu ne pourras réunir sa profession à tes fonctions. Je ne sache pas qu'une interdiction semblable existât au temps de Pothier; mais chez ce Magistrat homme de bien, la raison et la bonté y suppléaient à merveille¹.

Ainsi, direz-vous, il ne refusait pas ses conseils; il est même certain qu'il les donnait facilement; de là on peut conclure que la Magistrature contemporaine de ce grand légiste ne faisait pas difficulté de marcher dans cette voie, et vous paraissez applaudir à leurs imitateurs actuels. — Telle n'est pas mon intention. Je pense, au contraire, que cette habitude, bien qu'elle se renferme dans le cercle des affaires dont notre juridiction n'est pas saisie, offre des inconvénients sérieux, et qu'il est permis de s'enquérir jusqu'à quel point elle se concilie avec la loi et avec nos fonctions. Quant à la loi, elle nous interdit, vous le voyez, la profession de jurisconsulte, et nul ne prétendra, je pense, que celui-là seul est jurisconsulte qui réclame le prix de ses conseils. Quant à nos fonctions, souvenons-nous d'abord que les décisions données par Pothier, en dehors

¹ Je vois seulement qu'il était fait défense aux gens du Roi de conseiller et postuler pour les parties.

de sa charge, avaient presque l'autorité des jugements, et qu'il dut à l'empire qu'exerçaient ses lumières peu communes la gloire de réunir à ses attributions légales une sorte de Magistrature privée. Le libre accès qu'il accordait à la confiance publique ne pouvait donc produire en sa personne des causes fréquentes d'abstention ou de récusation. Mais est-il donné à beaucoup de Magistrats de pouvoir compter sur une si parfaite et si flatteuse soumission? Et s'il en est autrement, quelle étrange perturbation porterait chaque jour, dans la composition de nos tribunaux, cette facilité à donner des avis à tout venant! Or, quand un fonctionnaire de l'État se trouve dans cette position, de ne pouvoir se charger d'un rôle officieux sans une sorte d'abdication de son personnage officiel, lui est-il permis d'hésiter entre l'obligation de remplir sa charge et le plaisir de se montrer serviable? Nous répondrons négativement. De ces considérations tirons au moins cette conséquence que nous érigerons en maxime : Tout Magistrat doit être sobre de conseils sur les affaires qui, en devenant litigieuses, seraient ou pourraient être dévolues à son ressort.

Tous ces travaux, tous ces soins, toutes ces précautions, ne mettent point le Magistrat à l'abri des surprises et ne l'exemptent pas de l'erreur. Grâce à ces moyens réunis, ses pas sont plus affermis et mieux dirigés; mais ils ne peuvent faire que l'infailibilité devienne son partage. Ses erreurs n'engagent pas sa responsabilité devant la loi; ses fautes mêmes, quand la cause n'en est pas répréhensible, obtiennent d'elle une égale indulgence. Cependant si celles-ci ont porté atteinte au bon droit, si sa conscience lui dit que ce malheur est le fruit évident de son inattention ou de sa négligence, sera-t-il insensible à ce reproche et sourd aux cris du malheureux qu'il a fait? Honneur à lui s'il sait imiter alors l'élan généreux des Chamillart, des Pothier, des La Faluère, des Gayot de La Rejasse, qui s'imposèrent de rigoureux sacrifices pour expier des torts involontaires¹.

¹ Chamillart, alors conseiller au parlement de Paris, et qui fut depuis contrôleur général et ministre de la guerre; de La Faluère, conseiller au parlement de Bretagne. Je manque de renseignements sur Gayot de La Rejasse. De Vallée des Barreaux, conseiller au parlement de Paris, plus connu par l'impétuosité de ses saillies que par sa vie parlementaire, avait été chargé du rapport d'un procès; il ne s'en occupa point. Pressé par les parties, il brûla les pièces et paya principal et frais. Ce

Voilà ce que j'avais de plus important à vous exposer sur les obligations du Magistrat envisagé dans ses fonctions mêmes. Ai-je besoin d'ajouter que, sous ce rapport comme à titre de simple citoyen, il doit à ses justiciables l'exemple d'une parfaite soumission à la loi commune, et à la société tout entière le loyal concours de sa volonté dans tous les cas où elle lui en fait un devoir ? Elle aurait trop à s'affliger s'il violait la règle qu'il est chargé de faire observer, et que par conséquent il connaît mieux que la plupart des citoyens. Mais la Magistrature française s'est placée si haut dans l'estime nationale, qu'on entrevoit à peine la possibilité de pareils écarts, et s'il arrivait cependant qu'elle eût à regretter quelques exceptions de ce genre, soyez sûr que presque jamais elles ne seraient imputables à la perversion de l'âme. Ces réflexions me remettent en mémoire un événement judiciaire qui retentit en France il y a dix-huit ans. Alors la révélation des crimes dirigés contre le corps politique était encore un devoir civique commandé par la loi pénale. Un

fut l'acte d'un paresseux, qui songeait moins à réparer le tort causé par sa négligence qu'à s'affranchir, aux dépens de sa bourse, d'une tâche importune.

Magistrat de cour souveraine dénonça un crime de cette nature ; mais , enchaîné par un engagement d'honneur et de conscience, il refusa de donner à la justice qui l'interrogeait, une partie essentielle des renseignements qu'il déclarait avoir reçus. Il y avait quelque chose de déplorable dans cette lutte ouverte entre le sentiment intime du Magistrat et l'express commandement de la loi. Mais remarquez du moins qu'elle ne put être attribuée qu'à un acte de la conscience ; observez en outre que cette loi , depuis effacée par la pudeur publique , avait le malheur de lutter elle-même contre les mœurs , et permettez-moi , à cette occasion , de vous rappeler ce distique , d'une tristesse amère , composé par le père du célèbre Huyghens , sur la mort tragique de l'infortuné De Thou :

*O legum subtile nefas , quibus inter amicos
Nolle fidem frustra prodere , proditio est !*

A part ces exemples qui sortent de l'ordre commun , notre jeune homme devra se souvenir que tout citoyen qui a l'honneur d'être Magistrat , se rend doublement coupable si quelque-une des obligations qui lui sont imposées à l'un ou à l'autre

titre est sacrifiée par lui à l'intérêt de son repos, ou à toute autre considération personnelle '.

' On devinera sans peine que le fait historique rapporté ci-dessus est celui qui, en 1820, amena devant la Cour de Cassation M. M.... de M...., conseiller à la Cour de Nîmes. Se regardant comme lié par un serment antérieur, cet honorable Magistrat ne fit qu'une demi-révélation. Quand on lui objecta la nullité d'un tel serment, il répondit : « Je n'aime point à « lutter avec ma tête contre mon cœur. »

LETTRE XI.

Conduite du Magistrat sous le double rapport de la politique et de la religion. — Ces matières sont trop souvent jugées par la passion. — L'auteur ne se propose point d'enseigner ce qu'on doit croire. — Ni d'attaquer nommément des opinions, quelles qu'elles soient. — Il ne s'agit ici que des actes et des manifestations. — Il est plus que difficile de contenter tous les esprits. — Mécontents de deux espèces. — Absurdes accusations. — Comment les passions peuvent pervertir le sentiment et le jugement. — Le Magistrat doit se soustraire à leur influence. — Sa conduite générale sous le rapport politique. — Sa conduite générale sous le rapport religieux. — Examen de quelques cas particuliers ; parti à prendre ; objections ; réponses. — En tout cela, qu'il soit d'abord de bonne foi avec lui-même.

LORSQUE, cherchant pour notre jeune ami, la méthode la plus propre à lui faciliter l'intelligence de ses futurs devoirs, j'adoptai, comme la plus simple et la plus naturelle, celle que nous avons suivie, je crus qu'il était convenable, dans cette distribution de notre sujet, de réserver une place à part à l'exposition des règles de conduite que nous trace l'humaine sagesse dans l'ordre politique général et dans l'ordre religieux considéré sous le rapport de la vie civile, et indépendam-

ment des grands devoirs que, comme individus, nous avons tous à remplir envers le souverain Être. Arrêtons-nous donc un moment à ces deux hauts points de vue de l'état social. Ils devraient nous présenter le plus beau des spectacles. Mais, de l'un et l'autre côté, vous n'apercevez guère que les théâtres les plus habituels de nos discordes et de nos malheurs. Et cependant la grandeur de l'homme se révèle ici au milieu même des égarements terribles de sa raison. Il lui a plu de s'y montrer tantôt admirable par ses vertus, ses talents, son génie, tantôt dégradé par ses défauts, ses inexcusables erreurs, ses passions forcenées; tour à tour ami du bien et du mal; renversant ou repoussant, dans ses jours de délire ce qui fut l'œuvre de sa prudence ou l'objet de sa vénération. Une dure fatalité, pesant par intervalles sur les sociétés humaines, a déchainé les plus cruelles tempêtes là même où leurs guides cherchaient et devaient trouver pour elles les plus sûres garanties de l'ordre et du repos.

Il ne sera question, entre nous, ni de thèses politiques ni de dogmes religieux. Ce n'est pas ici le lieu de nous prononcer sur telle ou telle opinion, d'enseigner telle ou telle doctrine. Il y en a de vraies, il y en a de fausses. Parmi celles-ci,

les unes sont inoffensives, mais les autres sont funestes. Dans l'étroit espace que je parcours avec vous, je ne veux ni les combattre ni même les désigner. Votre tendresse paternelle se chargera de ce soin, si toutefois elle ne s'en est acquittée d'avance. Au surplus, si le pays prenait l'alarme, ce ne serait jamais aux opinions de ses Magistrats qu'il imputerait le danger; car il sait que la Magistrature fait taire dans son sein les passions orageuses, de peur de devenir leur esclave, quand elle ne doit et ne veut l'être que de ses devoirs. Qu'elle continue à remplir sa noble tâche; il ne songera pas à lui demander compte de ses croyances.

Il ne lui en demandera pas compte, parce qu'il laisse toutes les consciences libres, et que même il les protège toutes, en ce sens au moins qu'il ne souffre pas que cette liberté soit troublée, quand elle ne se traduit pas en actes qu'il défend comme contraires à l'ordre général. Mais il est des manifestations sur lesquelles ses lois ne se sont pas expliquées, et dont il ne saurait rester néanmoins spectateur indifférent. Telles seraient celles qui emprunteraient du caractère public des hommes qui se les permettraient, une fâcheuse gravité. De leur part, toute démonstration immodérée

pèche contre la dignité des fonctions, et elle inquiète le pays si elle contrarie l'action régulière de son gouvernement. Le corps entier de la Magistrature s'offenserait lui-même d'une doctrine qui conseillerait à ses membres d'entendre ainsi la liberté de leurs opinions.

Nous sommes encore dans les temps critiques prédits, il y a soixante-seize ans, par l'éloquent auteur d'*Émile*¹, et nous vivons entourés de susceptibilités puériles, de défiances exagérées, d'humeurs intraitables. Lorsqu'un grand peuple, impatient de ressaisir des droits qu'on lui ravissait, n'a pu le faire que par un élan impétueux, il se trouve toujours des masses qu'un excès d'ardeur a précipitées au-delà du but, et qui n'y reviennent qu'à regret. Elles se composent d'individus de deux sortes : les uns sont mus par un incroyable besoin d'agitation et de bouleversements ; les autres, foncièrement amis de l'ordre, obéissent à un généreux, mais insatiable amour de l'indépendance. Nous n'avons point à nous occuper des premiers, car ils chercheraient vainement leurs semblables parmi les serviteurs de la justice. Le prosélytisme

¹ Liv. III. « Nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions. » Il prophétisait ainsi en 1762.

des seconds serait plus à craindre ; leur phalange mieux disciplinée se recrute partout , et la jeunesse , vive et inexpérimentée , la suit d'ordinaire en l'applaudissant.

Dieu merci, cependant, notre patrie est florissante et glorieuse ; elle a su effacer jusqu'aux moindres vestiges du despotisme , politique ou sacerdotal ; ses libertés ont grandi au-delà même des vœux formés naguère , et peut-être au-delà de ce que peuvent supporter l'inexpérience du grand nombre et les faibles rayons qui l'éclairaient. D'où vient donc que tant d'imaginations, encore échauffées par le mouvement fébrile de la veille, se plaignent, parlent vaguement de tyrannie, de lois oppressives, et rêvent je ne sais quel affranchissement nouveau ? Par quelle étrange hallucination regardent-elles comme transfuge ou apostat quiconque ayant voulu , comme elles , un régime basé sur le respect de la dignité humaine, refuse ensuite de courir et de se perdre avec elles , au milieu des abîmes qu'elles ne veulent pas voir ? Dans les grandes réformations sociales , dans la refonte générale des ressorts d'un gouvernement, quand toutes les convictions sont ébranlées par le choc des

passions , la prudence serait-elle devenue un crime et la témérité une vertu ?

Les opinions ne sont pas l'œuvre de la volonté, nous dira-t-on; chaque homme ne saurait avoir que celles que ses propres réflexions lui font approuver. En fait, tout n'est pas vrai dans cette assertion. Le commun des mortels reçoit les siennes sur parole; peu d'entre eux songent à les bien examiner, et beaucoup seraient hors d'état de le faire. Elles leur plaisent, et cela leur suffit. Ainsi, ceux-là n'ont pour guide que le sentiment. Quant à ceux qui réfléchissent en effet, j'admets que leurs opinions auront toujours la spontanéité qui manque aux autres, que chacun d'eux pourra se dire avec bonne foi : J'ai mûri les miennes. Ceux-ci se conduisent par le raisonnement.

Voilà donc des hommes également affermis dans leurs idées, qui leur arrivent toutefois par des voies différentes. Soit qu'ils sentent, soit qu'ils raisonnent, pourvu qu'ils aient des intentions droites, je vois que, jusque-là, il n'y a rien à leur reprocher. Mais, à toutes les époques de notre existence virile, et surtout à l'âge où l'imagination avide se repait de toutes les sortes

d'illusions, il peut exister en nous des passions indomptées, capables de tout hasarder, hormis l'honneur. Elles fausseront le jugement, et alors vous verrez avec quelle facilité le raisonnement se transformera en sophisme. A son tour, exalté par elles, le sentiment ne sera plus qu'un instinct perverti. Or, de ces deux sources ainsi altérées ne pourront surgir que des convictions sans consistance réelle, fantastiques, aussi erronées dans leurs principes que dans leurs conséquences, susceptibles enfin de conduire par l'enthousiasme à des actions que réprouvent la modération et la justice. De là vient que partout vous rencontrez tant d'hommes, d'ailleurs dignes d'estime et d'affection, qui repoussent avec une espèce de colère vos opinions calmes et réfléchies, vous accusent de tiédeur ou d'idiotisme, et, vous exposant leurs idées toujours extrêmes, semblent vous les imposer, tant leur parole est acerbe, dogmatique et péremptoire.

Quelque parfait que puisse paraître un Magistrat, l'homme reste, et la droiture de ses intentions ne le préserve pas toujours des méprises reprochées à d'autres citoyens. Il a une trop juste idée des devoirs de son ministère pour ne pas

s'isoler des passions de ses contemporains à l'instant où il s'en acquitte envers eux. Mais, hors de là, peut-être croira-t-il pouvoir prendre lui-même un certain essor, en établissant quelque distinction spécieuse entre l'homme public et l'individu citoyen. Il se tromperait. Le Magistrat qui veut rester tout-à-fait digne de ce nom ne dépouillera jamais son caractère dans les choses sérieuses, quelque part qu'il se trouve. Il sentira qu'il ne doit rien juger sous la maligne influence de ces fièvres ardentes, pas plus les intérêts de la politique ou de la religion que ceux de ses justiciables. Sur ces matières d'une nature si élevée, ses opinions ne seront, quoi qu'en puisse dire la médisance, que les inspirations d'une raison qui se possède, même quand involontairement elle s'égare. Aucun genre de fanatisme ne viendra troubler en lui l'impression des sens et les opérations de l'entendement, seuls moyens humains que nous ayons pour nous mettre sur la voie de la vérité.

Si maintenant vous voulez l'observer dans sa vie extérieure, sous le double rapport que nous envisageons ici, vous retrouverez dans sa conduite cette sage retenue qui vous a plu dans le

choix , libre du reste , de ses utopies et de ses idées pratiques.

Vous l'avez vu, dans l'impartialité de ses fonctions, se prémunissant contre les suggestions de l'esprit de parti¹. Soit comme homme , soit comme citoyen, il ne voudra pas davantage se laisser dominer par cet esprit étroit et déloyal.

Il ne prendra point l'odieuse licence pour la liberté raisonnable; ainsi que ses principes, ses démarches seront exemptes d'exagération; il n'affectera pas une humeur ombrageuse et sauvage contre les hommes qui administrent les affaires de l'État; jamais il ne regardera la médisance politique comme une preuve d'héroïsme civique. S'il estimait, dans sa conscience de citoyen, que quelques actes de l'autorité suprême ou de ses agents sont contraires aux droits et aux intérêts de la société, son opposition, toujours mesurée sur la gravité des faits, ne se départirait pas de la décence, sans laquelle il n'y a pas de vrai courage. Loin de lui la pensée de descendre à d'injurieuses philippiques ou à des intrigues avilissantes contre les soutiens et les partisans du pouvoir qu'il se croit obligé de contredire. Il voit

¹ IX^e Lettre, p. 115.

passer le torrent des jugements populaires sans s'abandonner à ce flot capricieux, et s'il en reçoit lui-même quelque douloureuse blessure, il se résigne, espère en des jours meilleurs, et ne se fait le flatteur de personne.

Dans tout ordre de choses, si parfait qu'il puisse être, il y a des intérêts froissés et des amours-propres mécontents; ils ont leurs griefs quelconques; mais l'habitude et le tempérament prennent quelquefois plaisir à en imaginer pour leur propre compte, tant il y a d'attraits dans les inculpations qui s'adressent à la puissance! Les uns et les autres fournissent, vous le savez, la matière et le fond de ces entretiens satiriques où les gouvernants et les institutions du pays, quels qu'ils soient, sont incessamment passés en revue et soumis à un impitoyable contrôle. Le Magistrat ne participera ni à ces travers, ni à ces préjugés. Se tenant toujours dans le vrai, il osera défendre ce qui est bien, tout en blâmant ce qui est mal. Comme, dans sa ligne politique, il n'est pas l'homme d'une faction, jamais il ne se croit dispensé de se montrer respectueux envers le prince, juste envers les administrateurs de l'État, tolérant envers les

citoyens professant d'autres opinions que les siennes. Son patriotisme ne consiste pas à diviser ce qui doit être uni, à calomnier auprès du peuple l'intelligence qui le gouverne, à rendre inconciliables l'autorité et la liberté, à tenter de hasardeuses expériences sur l'une des plus grandes sociétés du monde, à la décapiter même, parce qu'on aura rêvé quelque part qu'une nation acéphale serait le vrai type de la souveraineté.

Vous pressentez, puisque sa conduite sous ce premier rapport est si sagement mesurée, qu'il n'en sera pas autrement sous le second, c'est-à-dire quant au culte. Tout homme en effet, s'il n'est inconséquent ou insensé, s'étant fait, pour se diriger dans les conjonctures diverses de la vie, certaines règles qui leur sont communes, n'est-on pas autorisé à penser que, dans toutes, il se maintiendra semblable à lui-même ?

Il sera toujours à souhaiter que, dans le public, on puisse reconnaître ou supposer en lui des sentiments religieux, et, bien qu'on ne prétende pas l'assujettir à une profession de foi, il ne se fera pas un point d'honneur de repousser cette favorable supposition. Fidèle à ce principe moral, quel que soit le culte auquel il appar-

tienne, sous quelque bannière qu'il se range, même en suivant ses idées, il n'affiche point un mépris superbe pour les choses que révère la piété publique; il lui épargne la douleur d'un tel spectacle, et refuse à sa raison le droit d'insulter à celle d'autrui.

Il ne tiendra pas à lui que tous les éléments de conservation sociale ne demeurent stables et unis entre eux. Lorsque tant de ferments les agitent et tendent à les dissoudre, est-ce lui qui voudrait fomenter encore le mal par la négation de tout principe religieux? Non, non. Il s'est dit de bonne heure : Du fond de tous ces cultes reçus dans ma patrie, protégés par elle, s'élève une pensée commune, celle d'honorer un même Dieu. L'incrédulité elle-même, quand elle a le malheur de ne la pas comprendre, doit avoir du moins le bon esprit de la respecter. Pour moi, je m'associe, dans cette pensée sublime, à la grande majorité de mes concitoyens. S'ils diffèrent entre eux par le dogme et par la forme, je vois cependant que, sur ces points mêmes, le sentiment général improuve les témoignages d'indifférence et de dédain. Ce jugement de l'opinion est digne d'éloges, et loin de vouloir le braver d'une façon

quelconque, j'y acquiesce et je m'y conforme ; car j'obéis ainsi à une voix respectable, à celle de la conscience publique, et je resserre encore, autant qu'il est en moi, un des liens de la concorde civile.

Dans quel temps, chez quel peuple, la saine philosophie ordonna-t-elle d'immoler le sentiment religieux aux idées politiques ? Ah, loin de là ! partout et toujours la sagesse des législateurs se fit un devoir de les unir étroitement. Qui donc ignore que les nations antiques les plus jalouses de leur liberté ne les séparèrent jamais dans les actes importants de la vie civile ? Et si, parmi nous, il y a bientôt un demi-siècle, des hommes d'effroyable mémoire inaugurèrent leur gouvernement *révolutionnaire* * en donnant le signal des abjurations et de l'irréligion, aussitôt ils dressèrent pourtant des autels à la Raison par eux déifiée, et lorsqu'enfin ce court délire se fut dissipé sous un rayon de la raison véritable, l'opinion publique, désabusée ou plutôt indignée, les ramena à l'instant au culte de l'auteur de la nature *.

* Ainsi qualifié par le décret conventionnel du 19 vendémiaire an 11 (10 octobre 1793), qui le constituait.

* Les abjurations furent demandées en novembre 1793. Dans

Certes, le retour de ce trait de démence, unique dans l'histoire des peuples civilisés, ne saurait être à craindre désormais, et nous n'avons point à precautionner notre élève contre une contagion impossible. Les conseils qui vont suivre seront donc inspirés par une préoccupation moins grave.

Quoique bien jeune encore, il a déjà pu s'apercevoir que, sur cette matière qui nous occupe en ce moment, un dissentiment trop réel s'est manifesté, à la suite de notre dernière tourmente politique, dans quelques rangs de la société, et dans le sein même de sa Magistrature. On a élevé, on a mis en délibération cette question inattendue : Que doivent faire les fonctionnaires de l'État lorsqu'en cette qualité ils sont invités à se présenter dans le sanctuaire catholique ? Par la position même de la question, vous pouvez reconnaître qu'aucun des droits constitutifs de notre liberté personnelle ne s'y trouvait engagé. Quoi qu'il en soit, chacun parut appliquer la teinte de ses idées politiques à l'exa-

le même mois, abolition du culte catholique, établissement de celui de la Raison. Ce fut le 7 mai 1794 qu'on reconnut l'Être-Suprême, dont la fête fut célébrée le 8 juin suivant

men d'un acte religieux, et une scission, jusqu'à presque inaperçue, s'est alors hautement déclarée; scission pacifique, il est vrai, et sans danger pour la justice, mais que ne peuvent voir sans regret les populations qui l'observent.

C'est maintenant sur cela que je dois à notre jeune homme une brève explication de ma pensée, non, je le répète, pour qu'il y assujettisse la sienne, mais pour le mettre à portée de juger et d'agir lui-même avec un esprit libre et non prévenu.

D'abord, il aura remarqué que les fonctionnaires qui se dispensent de répondre à cet appel usent en cela de leur libre arbitre; qu'aucune voix ne s'élève pour leur en contester le droit; qu'ainsi la question n'est pas là; ensuite, que les uns s'abstiennent par le simple effet de l'habitude ou d'une convenance personnelle, et les autres par suite de convictions raisonnées et arrêtées.

S'il veut raisonner à son tour (et c'est toujours le meilleur parti), il devra s'adresser aux seconds; car les premiers ne lui opposeraient que ce court argument, il nous plait; et ce serait leur dernier mot. Les seconds seront donc ses véritables inter-

locuteurs, et ils lui diront : 1°. Chez un grand nombre de ministres du culte catholique, il y a une répugnance marquée pour le nouvel ordre de choses fondé en France : or, l'autorité publique ne doit pas se commettre au milieu d'hommes prévenus contre elle ; 2°. la loi fondamentale ne reconnaissant plus de religion de l'État, l'autorité publique ne doit affecter aucun culte en particulier ; 3°. le culte catholique n'est pas le culte de tous les fonctionnaires de l'État, considérés comme hommes, et les dissidents peuvent avoir leurs raisons pour se tenir éloignés de ses temples.

J'ai pesé ces objections avec bonne foi. La dernière ne souffre pas de réplique ; mais elle n'affranchit que ceux qu'elle concerne. Je ne vois rien de plausible dans les deux autres. Examinons.

La première porte évidemment à faux : le tort du sacerdoce ne conclurait rien contre l'observance du culte, encore moins contre son essence. Une religion n'est pas bonne ou mauvaise, acceptable ou reniable, selon que ses ministres sont ou ne sont pas favorables aux idées dominantes dans les choses du siècle ; sa sainteté n'est pas subordonnée à leur orthodoxie politique ; le devoir et

la manière de la pratiquer ne changent point au gré des répugnances ou des affections qu'ils éprouvent dans l'ordre temporel. Ceux d'entre eux qui oublieraient qu'elle leur recommande de rendre à César ce qui est à César, auraient tort sans qu'elle cessât d'avoir raison : or, n'oublions pas nous-mêmes que c'est d'elle qu'il s'agit, et qu'aucune institution sur la terre ne doit être jugée d'après les mérites des êtres mortels chargés de lui prêter leur appui passager. C'est au temps, aidé par la sagesse, à dissiper ces tristes ombrages ; mais, en attendant, tenons pour certain qu'ils ne légitimeraient pas le divorce entre le culte religieux et la puissance publique.

Seconde objection : « Comme il n'y a plus de religion dite de l'État, l'État ne doit affecter aucun culte en particulier. » Si l'on voulait dire seulement qu'il ne doit affecter aucune prédilection particulière, peut-être verrions-nous là une thèse de droit public plus ou moins spécieuse. Mais l'objection va plus loin : elle prêche l'abstention absolue ! Eh bien, ni la conscience universelle, ni la raison politique, n'admettront qu'une société, considérée en masse, doive rester flottante entre toutes les religions qu'elle permet,

et n'en professer aucune. L'une et l'autre veulent qu'elle reconnaisse l'existence d'un souverain Être, et qu'elle lui rende hommage. Or, il faut à cet hommage national une forme, un rite consacré ; mais, aux jours de ses solennités, l'État ne pourrait, sans violence, réunir et confondre tous les cultes dans un même sanctuaire. Il a donc besoin de s'adresser plus particulièrement à l'un d'eux, et de choisir un temple où puissent se présenter en son nom les dépositaires de sa puissance, interprètes naturels des actions de grâces et des vœux qu'il adresse à la Divinité. Entre tous les cultes qu'il a reconnus, le plus éminent, même pour ceux qui feraient abstraction de son essence, est celui que pratique le plus grand nombre de ses citoyens. La raison lui indique ce choix ; dans le système des majorités, admis par nos institutions, la politique même l'approuve, et la loi fondamentale, en déclarant en fait que la religion catholique est professée par la majorité des Français, l'a sanctionné d'avance. Dans ces occasions, d'ailleurs instantanées, préférer, ce n'est pas même faire acte de prédilection, c'est consommer, de la manière la plus convenable, une option nécessaire.

Telle est ma conviction. Que notre élève, en formant la sienne, soit sincère avec lui-même ; que le sarcasme d'autrui ne lui en impose pas ; qu'il se défende des préventions ; qu'il dédaigne surtout de les étayer par des sophismes. Libre, il doit user de sa liberté en homme ferme et raisonnable ; et si, en dépit de ses réflexions, le doute venait à se poser dans son esprit, qu'il se dise alors que le meilleur parti à suivre sera celui qui lui garantira le mieux l'approbation du public et celle de sa conscience.

LETTRE XII.

Devoirs de bienséance. — Affaires fastidieuses ; lutter contre l'ennui qu'elles causent ; en tout cas , éviter de le laisser paraître. — S'abstenir de diversions et de conversations sur le siège de la justice ; pourquoi. — Interruptions inutiles ou déplacées. — Dans ses affaires personnelles, le Magistrat apporte un bon esprit et donne de bons exemples. — Il évite jusqu'à l'apparence d'une recommandation de sa part en faveur des parties dont il est le parent ou l'ami connu. — Réciprocité d'égards entre les Magistrats , — et entre eux et le barreau. — Le Magistrat discute rarement, au dehors, le mérite de ses actes critiqués. — Accès qu'il donne aux plaideurs ; visites de ceux-ci ; ce qu'il en faut penser ; conduite à tenir. — Gravité de ses mœurs et de ses manières. — Vie plus retirée que mondaine ; active et sans mollesse. — Simplicité et modestie dans ses actions et ses paroles. — Il ne s'agite point pour s'avancer ; il sait attendre. — Sa parole est grave dans les affaires qui le sont. — S'il se fait écrivain , ses ouvrages ne dérogent point à son caractère. — Mise décente, c'est-à-dire ni négligée ni recherchée. — Dans sa demeure, comme sur sa personne, tout annonce l'ordre, sans faste ni parcimonie. — Exhortation ; conclusion.

L'OPINION publique se montre exigeante et sévère dans ses jugements sur la conduite des Magistrats ; elle doit l'être. En tout ce qui les concerne, elle ne voit guère de milieu possible

entre l'approbation et le blâme ; elle a raison. De leur part, il ne saurait y avoir de relâchement sans gravité.

Quand nous avons le sentiment véritable des devoirs de notre état , nous avons aussi le tact qui en fait observer les bienséances. Celles-ci sont des devoirs encore , devoirs sans doute moins importants que les autres , mais qui ne pourraient être impunément négligés. Elles seront le sujet de cette dernière lettre et le complément des règles que nous cherchions.

Nous voudrions en vain nous le dissimuler : dans une moitié de ces débats qui alimentent nos audiences , il y a une sorte de principe délétère, ou de vertu soporative , qui semble devoir jeter dans une langueur fatale l'âme du Magistrat appelé à les juger. Où trouvera-t-il le remède à ce mal ? dans son amour pour le bien public et dans son zèle pour la justice. Cette double affection lui donnera la force de braver les étreintes de l'ennui ; et ce n'est là que le moindre des miracles dont elle est capable. Mais, sans elle , ces foules d'affaires fastidieuses courraient le risque de n'avoir pour juge que l'aveugle hasard. On a dit , avec raison , que , si l'on exa-

minait bien les divers effets de l'ennui , on trouverait qu'il fait manquer à plus de devoirs que l'intérêt ¹. Tandis que le zèle soutient le Magistrat pressé par ce dangereux adversaire, la bien-séance l'avertit que , s'il n'en peut éviter toutes les atteintes , il doit du moins réprimer tous les mouvements propres à faire croire qu'il y succombe.

En même temps , elle lui défend de chercher des diversions dans des occupations ou des entretiens étrangers à l'objet discuté devant lui. Outre qu'elles seraient déplacées, n'auraient-elles pas l'inconvénient bien plus grave de le lui faire perdre de vue , d'en distraire également l'attention de ses collègues , de contrister ses justiciables en leur donnant lieu de penser qu'il ne les écoute qu'à regret ?

C'est elle encore qui lui recommande de ne pas interrompre les défenseurs de leurs intérêts par des questions intempestives , par de futiles observations , qui pourraient troubler leur mémoire , nuire à la déduction de leurs idées et paralyser en eux la verve oratoire. Que si , dans le cours plus ou moins rapide des discussions ,

¹ *Maximes* d'Amelot de la Houssaye.

son attention n'a pu saisir l'indication fugitive des textes ou des autorités dont ils invoquent l'appui, rarement il les oblige à se répéter. Il voudra d'ailleurs qu'on sache qu'il est tout prêt à se livrer à de laborieuses recherches dans le livre de la loi, dans les sources de la doctrine, et qu'il n'a pas besoin qu'un guide le tienne sans cesse par la main.

A-t-il lui-même le malheur d'être engagé dans un débat personnel? Par les observations qu'il aura faites sur la conduite des plaideurs, il se sera convaincu que leurs discordes naissent le plus souvent de l'obstination et de la cupidité de l'une des parties ou de toutes les deux à la fois, et que s'il n'est pas toujours facile d'éviter une agression injuste, du moins celui-là seul est irréprochable qui a tout fait pour la prévenir. C'est sur ces données acquises à son expérience d'homme public, qu'il règle sa propre conduite dans la sphère de ses intérêts privés, et quand il se voit réduit à la nécessité de les défendre en justice réglée, il en prend occasion pour y donner l'exemple des convenances judiciaires.

Si, dans une de ces luttes, où il ne serait

ni acteur ni juge, se trouvaient intéressées des personnes tenant à lui par des liens de famille ou par d'autres rapports intimes, il n'irait point, par sa présence inopportune dans l'auditoire, afficher pour elles une sorte de recommandation auprès de ses collègues. Il sentirait que l'innocence de ses intentions n'exclurait pas la possibilité d'une interprétation également injurieuse pour eux et pour lui¹.

Dans le service du Palais, comme dans le commerce ordinaire de la vie, il se plaît à échanger avec eux les bons procédés, les égards de la confraternité. Cet acquittement d'une dette réciproque est un gage de bonne harmonie, une source de considération pour la compagnie entière, un heureux moyen d'allier à la gravité des relations officielles une partie du charme des affections privées².

¹ L'ordonnance de 1667, en défendant aux juges, en pareil cas, de solliciter dans les lieux de séance, ajoutait : « De l'entrée desquels voulons qu'ils s'abstiennent entièrement pendant la visitation et le jugement du procès. » (Art. 15 et 14, tit. xxiv.) On conçoit combien cette espèce de sollicitation muette, ne fût-elle qu'apparente, inquiéterait la partie adverse, à tort ou à raison.

² *Sed omnium societatum nulla præstantior est, nulla firmitior, quam cum viri boni, moribus similes, sunt familiaritate*

D'un autre côté, les rapports habituels entre la Magistrature et le Barreau, toujours maintenus dans des termes honorables pour tous les deux, rendront témoignage de l'estime qu'elle a pour lui, comme aussi du respect auquel il se reconnaît obligé envers elle. Qu'est-il besoin de leur rappeler que, formés à la même école, se nourrissant des mêmes études, également voués au culte de la justice, leurs destinées sont tellement unies, qu'on ne ternirait pas le lustre de l'un sans affaiblir celui de l'autre? D'ailleurs le Barreau remplit auprès de la Magistrature un ministère si noble, qu'entre le Magistrat qui l'opprimerait et l'avocat qui en abuserait, les torts seraient égaux.

Il fut un temps où le juge, descendu de son siège, pouvait être appelé en champ-clos pour y défendre à main armée la sentence qu'il venait de rendre. Ainsi, plus à plaindre que Damoclès, il siégeait menacé par la pointe de deux épées. Non seulement cela n'est plus, mais encore on trouverait peu séant aujourd'hui, tant les choses

conjuncti. Illud enim honestum, etiamsi in alio cernimus, tamen nos movet, atque illi, in quo id inesse videtur, amicos facit. (Cic., de Off., l. 1, c. 17.)

sont changées ! qu'en quittant sa toge il allât répondre aux critiques inconsidérées dont ses décisions seraient l'objet. Il ne doit pas, en effet, descendre dans une arène où l'on oublie trop aisément le respect dû à la justice publique ; ces provocations et son amour-propre ne pourraient l'y entraîner non plus sans préjudice pour sa dignité personnelle. Son silence est donc l'unique réponse qu'il puisse convenablement opposer aux discoureurs indiscrets.

Il sera facilement accessible quand le bien de la justice l'exigera. Certaines sollicitations autrefois autorisées ne le sont plus, ne peuvent plus l'être ; il les repoussera. Nos ancêtres disaient : *Le bon droit a besoin d'aide* ; plus confiants dans la justice humaine et dans la puissance de nos efforts, nous disons le contraire. Si vous m'objectez que plus d'un plaideur visite encore ses juges, je vous répondrai : Nous tenons ces visites pour abusives, et d'ordinaire elles sont évitées autant qu'elles peuvent l'être. Comme actes d'urbanité, elles sont indiscrètes, et par conséquent importunes ; plus d'une fois elles ont exposé l'honneur du Magistrat à d'odieux soup-

çons. Mais, en réalité, ne sait-on pas que, le plus souvent, elles ne sont qu'un prétexte poli, imaginé pour l'aborder et pour dérouler clandestinement, dans un tête-à-tête de cabinet, tout un système de faits et de moyens? Toutefois, « si la poursuite obstinée des recommandations, à la fin force la répugnance des juges, « un froid accueil, un silence austère, et l'assurance laconique d'être attentifs et d'être justes, « est tout ce qu'en obtient celui qui les a fait « rougir¹. »

L'esprit frivole et les façons dégagées que le désœuvrement apporte dans le monde, seraient

¹ Paroles de Marmontel. — *Jam illud non sunt admonendi (est enim in promptu) ut animun advertant, cum juvari alios velint, ne quos offendant.* (Cic., *de Off.*, l. II, c. 19.) — La loi musulmane a poussé la précaution jusqu'à défendre au Cadi de parler en particulier à l'une des parties. (MILLS, *Histoire du Mahométisme*, chap. 5.) — Quelqu'un disait un jour à Agésilas : « Je vous prie d'écrire à vos amis en Asie pour qu'ils me « rendent bonne justice. — Mes amis font ce qui est de droit « sans que je leur écrive, » répondit cet homme juste. — « Solliciter un juge ! s'écrie J.-J. Rousseau. Quelque tour qu'on « donne à la chose, ou celui qui sollicite un juge l'exhorte à « remplir son devoir, et alors il lui fait une insulte, ou il lui « propose une acception de personne, et alors il le veut séduire. » (*Lettre à d'Alembert sur les spectacles.*) — On sait que, dans ces derniers temps, plusieurs compagnies judiciaires ont arrêté que leurs membres ne recevraient pas la visite des plaideurs.

malséants dans le Magistrat qui s'y présente. Là même, il voudra conserver une certaine gravité de mœurs et de manières, et si la raison ne lui interdit pas de s'y montrer enjoué, il ne l'est cependant que selon la mesure convenable au caractère qui lui a été imprimé et qu'il doit conserver intact. Malheur à lui s'il consentait à le livrer à la dérision publique ! car il n'y a qu'un pas du mépris pour l'homme au mépris pour les fonctions. Ce fut par une suite de l'oubli complet de cette vérité, qu'à une époque heureusement éloignée de la nôtre, dans une solennité religieuse, au milieu de la capitale du royaume, deux cours souveraines se disputèrent, par d'ignobles voies de fait, les vains avantages de la préséance : triste exemple légué à l'histoire par la vanité !

Ce n'est point, au reste, dans les cercles bruyants que peut être la place habituelle du Magistrat ; le nombre et plus encore la nature de ses occupations l'en éloignent la plupart du temps. Cependant elles n'exigent pas de lui l'entier sa-

* Voyez VOLTAIRE, *Histoire du Parlement*, chap. 53. — La dignité extérieure et personnelle du Magistrat rend la justice sensible, donne du crédit aux lois et du poids à la justice. (D'AGUESSEAU, IV^e *Mercuriale*.)

crifice des plaisirs conciliables avec son devoir. Ceux qu'il cherche ou qu'il accepte sont pris par lui comme un délassement qu'elles ont elles-mêmes rendu nécessaire. Mais il n'en demande point à la mollesse, parce qu'elle est de sa nature l'ennemie du travail, qu'elle énerve à la fois le corps et l'esprit, qu'elle détourne l'homme de sa destination en le faisant renoncer au bon emploi de ses facultés.

Dans toute chose soumise à son choix ou dépendante de sa volonté, une simplicité respectable caractérise sa manière d'être. Ses actions et ses paroles, même indifférentes, portent l'empreinte de la candeur et de la modestie. Il n'a pas une opinion assez avantageuse de son mérite et de sa science, pour s'imaginer qu'ils le mettront entièrement à l'abri des mécomptes qui viennent de temps en temps mortifier notre amour-propre. Dans les honneurs attachés à ses fonctions, il voit autre chose qu'une satisfaction donnée par la loi à la vanité du fonctionnaire. En les recevant, parce qu'il ne se croit pas même en droit de s'y soustraire, il n'en est aucunement enivré.

Quoique le poste qu'il occupe lui ferme les

routes ordinaires de la fortune, on ne le rencontre pas dans celles où s'agitent et se pressent les ambitions impatientes. Il demande rarement pour lui-même, n'importune jamais, et met sa gloire à mériter son élévation plutôt qu'à l'obtenir. Comme il a besoin de son indépendance pour accomplir son ministère, il évite jusqu'aux moindres sujétions qui pourraient la restreindre. Il y eut un temps où le Parlement de Paris, jaloux de conserver la sienne dans l'intérêt de sa discipline, intimait à chacun de ses membres la défense de fréquenter la demeure des grands, et telle était même leur réserve sur ce point, qu'ils ne se rendaient dans le palais du monarque, que lorsqu'ils y étaient mandés en son nom. Reconnaissons que le danger n'est plus ce qu'il était alors; que nous n'aurions pas les mêmes raisons pour nous assujettir aux mêmes précautions; qu'il n'y a, de nos jours, ni favoris, ni courtisans, ni grands seigneurs, cherchant dans la foule qui remplit les salons de l'opulence l'homme de la justice et des lois, pour lui presser la main en lui recommandant leurs affaires, leurs amis, leurs protégés. Mais trop de gens encore seraient en disposition et même se croiraient en droit

de lui imposer ces chaînes courtoisement déguisées.

Il traite sérieusement toutes les choses sérieuses : de là vient qu'en général sa parole est grave. La raillerie mordante n'est presque jamais compatible avec l'austérité de son ministère. En dehors même de ses fonctions, cette forme incisive, qui rend souvent blessure pour blessure, pourrait l'exposer à des regrets. Elle a quelquefois attiré plus que la peine du talion à ceux qui s'en sont servi. On sourit encore au bon mot de La Chalotais sur le duc d'Aiguillon, « couvert de *farine* et non de gloire ; » mais vous avouerez pourtant que ce mot fameux était peu digne de l'illustre chef du parquet breton, et vous savez qu'on lui fit expier bien cruellement le malin plaisir de l'avoir proféré. Le président de Harlay usa de cette arme plus à propos le jour où quelques femmes fanatisées, s'opposant, l'édit de Nantes à la main, à ce que la sœur de notre Henri IV eût un prêche public dans son palais, accoururent en tumulte chez ce Magistrat pour l'inviter à remplir les devoirs de sa charge, et reçurent de lui cette déconcertante réponse : « Je les remplirai, Mesdames ; envoyez-moi vos

« maris , je leur ordonnerai de vous faire enfermer. » Une telle leçon sans doute en valait bien une autre ¹.

Le Magistrat qui se fait écrivain se gardera de livrer au public des compositions indignes de lui , indignes des regards du lecteur qui se respecte ; et si , dans ses heures de délassement , quelque écrit d'un genre futile s'échappe de sa plume , il s'assurera , avant de l'exposer aux jugements de la malignité , que sa dignité morale n'en pourra souffrir aucun dommage. La partie érotique des *Lettres persanes* ne nuit pas à la bonne opinion que donna de l'auteur le reste de ce spirituel ouvrage , et nul ne songea , je pense , à le regarder comme l'œuvre d'un esprit licencieux. Mais croyez-vous que le *Temple de Gnide* , malgré le côté moral qu'il paraît offrir , n'eût pas encouru un jugement plus sévère si , après l'avoir mis au jour , l'écrivain , s'occupant déjà des glorieux travaux qui enfantèrent l'*Esprit des Lois* , n'avait presque aussitôt abdiqué ses fonctions parlementaires ² ? De notre temps , un

¹ VOLTAIRE, *Histoire du Parlement*, chap. 59.

² Les *Lettres persanes* parurent en 1721 ; le *Temple de Gnide*, en 1725 ; l'auteur vendit sa charge l'année suivante , à

honorable citoyen , qui avait aussi un rang élevé dans la Magistrature , crut pouvoir attacher son nom à un livre où les plaisirs de la table , célébrés en style vraiment épicurien , ont été soumis aux lois d'une exquise sensualité. Il y a fait preuve d'enjouement et d'esprit , et jamais homme de bonne compagnie ne compromet avec plus de grâce sa gravité d'homme public ¹.

Je ne croirais pas ma tâche terminée si je n'adressais à notre jeune disciple une dernière exhortation , qu'il ne devra pas regarder comme frivole , bien qu'elle paraisse n'intéresser que l'extérieur du Magistrat. Lorsque ce titre , si peu fait pour s'allier avec d'ignobles habitudes , sera devenu le sien , qu'il se dise : La bienséance me prescrit d'éviter toute disparate fâcheuse entre le vêtement qui me couvre et la part d'autorité publique que j'exerce. Il va voir ce qu'en pensaient des hommes dont il ne récusera pas l'imposant témoignage ; car assurément rien ne fut plus opposé à leur caractère que la sottise qui

l'âge de trente-sept ans. Il n'avait pas mis son nom à ces ouvrages.

¹ Il s'agit ici de la *Physiologie du Goût ou Traité de Gastronomie transcendante*, par M. Brillat de Savarin, mort conseiller à la Cour de Cassation.

fait aux petites choses l'honneur de les réputer grandes.

Ce fut une action hardie, mais pleine de sens, que celle de ce Romain qui, simple professeur de rhétorique, réprimanda des sénateurs venus à ses leçons sous des habits peu conformes à leur rang et à la décence publique¹. Cet enseignement inattendu ne fut pas de trop parmi ceux qu'ils venaient chercher près de lui. Lorsque Antonin-le-Pieux conférait une Magistrature, il donnait au nouveau Magistrat des vêtements dignes de l'emploi auquel il l'élevait. « Il serait «² messéant, disait-il, de voir les ministres de la « justice dissolus aux vivres et déchirés aux ha- « bits³. » Le gendre et successeur d'Antonin, le sage Marc-Aurèle, pensait que les sentiments qui se peignent sur le front de l'ami de la sagesse et de l'humanité, doivent se réfléchir dans tout son extérieur³. Ce sont là, je pense, d'assez bonnes autorités, et nous ne serons pas surpris que, dans un livre consacré à l'exposition des

¹ Il se nommait Titus Castritius, et vivait sous Adrien, qui honora sa vertu et sa science. Ce trait est rapporté par Aulugelle, son disciple, lib. XIII, cap. 20.

² *Décade de l'Espagnol Guevara*, traduction d'Allègre.

³ Voir ses *Pensées*.

Devoirs, un personnage non moins grave de l'antiquité ait pris le soin d'ajouter des conseils sur cette partie des convenances sociales ¹, et que des actes législatifs promulgués par nos anciens rois aient prescrit aux officiers de judicature *de n'entrer dans le prétoire qu'avec des habits décents* ².

Par une suite naturelle de ces mêmes règles d'ordre et de décence, le Magistrat croit devoir s'interdire le faste des vêtements et les raffinements de la parure; ils ne seraient pour lui que de ridicules objets d'émulation. On raconte que Philippe de Macédoine, informé qu'un juge se faisait teindre la chevelure, le révoqua, persuadé que « celui qui en ses cheveux est faussaire, mal-aisément en bonnes affaires serait loyal ³. » Il y avait assurément dans cette opinion plus de sévérité que de logique. Mais tous ces exemples nous apprennent qu'on fut toujours disposé à juger de l'état moral de l'homme par ses dehors habituels. L'histoire, vous le savez, a décerné de justes éloges à l'orateur Hortensius, questeur,

¹ CICÉRON, l. 1, c. 36.

² Voir notamment une ordonnance de 1540, art. 30.

³ PLUTARQUE, *Dits notables*, traduction d'Amyot.

édile, préteur et consul ; mais en même temps elle a parlé avec dérision de l'extrême affléterie de ses manières , de l'excessive recherche de ses vêtements. Ce que vous ne savez peut-être pas , c'est que ce membre consulaire du sénat romain, cet homme souvent courbé sous le poids des affaires publiques , intenta un procès à un de ses collègues , parce que , dans un étroit passage où ils marchaient ensemble , la symétrie de sa robe avait été dérangée par la maladresse de celui-ci. Ne croyez-vous pas voir Alcide paré en petit-maitre, et convoquant l'Olympe pour venger l'atteinte portée à son élégance ?

L'opulence n'est guère le partage du Magistrat : sa carrière n'aboutit point et ne doit pas aboutir aux rives du Pactole ; il a pris son parti là-dessus. Mais si l'économie de ses pères a étendu sa fortune au-delà des limites ordinaires , il en use avec ordre , sans prodigalité comme sans parcimonie. En un mot , sa personne et sa demeure annoncent l'état de son âme , c'est-à-dire la noblesse de ses sentiments , la simplicité de

¹ *Capitale putavit quod in humero suo locum ruga mutasset.* (Voyez les garants de ce fait , cités par Bayle au mot *Hortensius* .)

ses goûts , la modération de ses désirs. S'il y avait des lois somptuaires , il s'y conformerait plutôt encore par inclination que par obéissance.

Voilà , Monsieur , à l'usage de notre jeune ami , et telle qu'il m'est donné de la concevoir , une esquisse , bien imparfaite sans doute , mais suffisante peut-être , des études , des devoirs et des bienséances qu'il faut s'imposer quand on est Magistrat , parce qu'ils concourent tous ensemble , quoique diversement , à l'œuvre générale de la justice , au respect et au maintien de son autorité ; voilà comment la sagesse et le patriotisme ont toujours entendu cette auguste et laborieuse mission. Pour vous , jeune homme , qui aspirez , dès votre entrée dans le barreau , à l'honneur de la partager un jour , songez d'abord à vous y préparer dignement , et lorsqu'enfin l'accès vous aura été ouvert , restez fidèle à vos principes et à votre serment ; que votre courage et votre ferveur ne se ralentissent jamais. N'oubliez pas alors que si , dans d'autres rangs de la société , bien des écarts de conduite sont facilement pardonnés , l'homme grave , en qui se personnifient le droit et la justice , ne peut pas s'attendre à la même indulgence. Mais ,

placé dans cette salubre nécessité de ne point faillir sciemment, vous n'aurez aliéné la portion la plus dangereuse de votre liberté personnelle que pour acquérir des droits plus certains à la considération publique. Il sera toujours glorieux d'accepter de pareils échanges.

FIN.

00580-1077

TABLE.

LETTRE PREMIÈRE.

Il nous manque un livre spécial, traçant au Magistrat le plan de son éducation et de ses devoirs, page 2. — On essaie, par ces Lettres, de remplir cette lacune, 3. — Idée générale des fonctions du Magistrat dans l'ordre judiciaire, 4. — Source de la justice qu'il exerce; notions anciennes et contradictoires sur ce point; doctrine actuelle; raison de l'approuver, 5. — Importance de ces fonctions, 9. — Danger de les confier à l'inhabileté, 10. — Beau parallèle de la justice et du sacerdoce, *ibid.* — Prenant à la lettre quelques paroles de David, on a divinisé les juges, 11. — La Justice n'a point de siège qui ne soit honorable, 12.

LETTRE II.

On trouve dans beaucoup de livres d'utiles enseignements pour la Magistrature : Donnat, D'Aguessseau. On ne les consulte pas assez; pourquoi, 14. — Nécessité de réunir, de coordonner, de compléter ces enseignements, 17. — Recourir aux sources, 18. — Division : 1°. capacité; 2°. disposition à appliquer cette capacité, *ibid.* — Capacité physique; attention que doit y donner le gouvernement; justes distinctions à faire, 19. — Capacité morale; quelquefois plus apparente que réelle, 20. — Il

faut que la nature l'ait préparée par l'aptitude ; ce que c'est ; capacité naturelle , page 20. — Il faut qu'elle se perfectionne par l'éducation ; capacité acquise , 21. — Contempteurs de la science , 22. — L'esprit ne dispense pas de celle-ci , *ibid.* — Insuffisance des rudiments de l'école ; danger des demi-notions ; de grands devoirs exigent de grandes études , 23. — L'outrecuidance déplacée dans le Magistrat ; sa raison perfectible ne doit pas rester stationnaire , 24. — Pour le bien de la justice , il faut qu'il étudie sans cesse , *ibid.* — Paresse ; elle conduit à un quiétisme fâcheux , 25. — Découragement ; il exagère les difficultés , *ibid.* — Magistrat ignorant , 26. — Bonne définition de la capacité , 27.

LETTRE III.

Capacité ; suite , 28. — Programme d'étude , 29. — Savoir bien dire et bien raisonner , *ibid.* — Fruit à retirer des premières études , 30. — Magistrat insouciant et sans livres dépeint par Montesquieu , *ibid.* — Ce type ne doit plus se retrouver , 31. — Bien choisir ses livres et les utiliser , 32. — Fiction qui répute la loi connue de chacun ; se réalise jusqu'à un certain point dans le Magistrat , 33. — Nombre immense de nos lois ; insuffisance de notre mémoire , 34. — Premier triage à faire pour la soulager , 35. — Second triage ; ce qu'il importe de retenir ; distinctions , 36. — Étude des théories et des principes , 37. — Anciens monuments de la législation , *ibid.* — Longue durée des études rendue plus indispensable par la complication de la science du droit , *ibid.* — Cicéron et Papon , 38. — Comment cette science se dégrada et comment elle s'est réhabilitée , 39.

LETTRE IV.

Capacité; suite, page 41. — L'effroi causé par l'immensité de la science du droit a fait recourir à divers expédients pour sortir d'embarras, 42. — Premier moyen : s'en tenir à ce qu'on sait, c'est reculer au lieu d'avancer, *ibid.* — Second : n'apprendre qu'à mesure du besoin, cela suppose entre les affaires un loisir qu'elles ne laissent pas toujours; tempérament possible, *ibid.* — Troisième : s'en tenir aux abrégés, travail stérile, 43. — Choix à faire dans la foule des traités et commentaires, 44. — Le cercle des lumières doit s'étendre en proportion de l'élévation des sièges; raison de cette progression, 44. — La science du Magistrat est autre que celle du praticien; fausses idées sur ce point, 46. — Nécessité et moyen de l'agrandir, 47. — Étude de la morale et du droit naturel, *ibid.* — Étude de la morale religieuse, 48. — Étude du droit public, *ibid.* — Étude du droit international, 49. — Étude de l'histoire, et en particulier de l'histoire de la jurisprudence, *ibid.* — C'est ainsi qu'on fait du droit une science philosophique, digne alors de son objet, 50. — C'est faute d'avoir été ainsi entendue qu'elle fut ridiculisée, 51. — Préférer les juristes philosophes à ceux qui ne sont qu'érudits ou subtils, 52. — Directions et limites convenables des études spéculatives, 53.

LETTRE V.

Application de la capacité, 55. — Première condition : désir et résolution de bien faire, *ibid.* — Division : 1°. devoirs d'homme privé et de citoyen; 2°. devoirs spéciaux imposés à l'homme public; 3°. devoirs de bienséance;

4°. renvoi , page 55. — L'opinion n'isole pas ici la personne privée de la personne publique , pourquoi , 56. — La loi veille elle-même à ce que l'une ne soit pas entachée par l'autre , 57. — Devoirs généraux d'homme privé et de citoyen , 58. — Accomplis , ils fondent l'autorité personnelle , auxiliaire de l'autorité légale , 59. — Exemples , 60. — A cet égard , les enseignements nous arrivent de bonne heure et de toute part , 61. — Devoirs particuliers imposés au Magistrat , à ce titre , les uns par la volonté expresse de la loi , les autres par sa volonté sous-entendue , 62. — C'est surtout sur ceux-ci qu'on va s'expliquer ; les autres seront supposés appris , *ibid.* — Dispositions nécessaires : l'amour de la justice , l'amour du bien public , l'amour de son état , 63. — Motifs d'abstention et de récusation : règles à ce sujet , 66. — Intégrité ; dons offerts par les parties , repoussés ; idées anciennes sur ce point , 67.

LETTRE VI.

Le Magistrat à l'audience , 70. — Attention soutenue ; distractions , lassitude , sommeil , vaincus par le sentiment du devoir , 71. — Préoccupation étrangère au débat presque toujours fâcheuse ; Pothier , 72. — Patience ; danger de la précipitation et de l'impatience , 73. — Douceur ; libre défense ; admonitions et sévérités déplacées ; Pothier ; abus de sa méthode à cet égard , 74. — L'abus de la parole réprimable à un certain point ; pourquoi , 75. — Gravité ; doit être , dans les affaires criminelles surtout , tempérée par la douceur , 76. — Ne point tendre de pièges aux accusés , 77. — Il est cependant un genre d'habileté utile et honorable , 78. — Anciens modes d'investigations judiciaires , odieux et absurdes ; le zèle même

a ses limites obligées , page 78. — Nécessité de s'y renfermer rigoureusement , 79. — Police d'audience ; nécessité de la maintenir , 80.

LETTRE VII.

Le Magistrat délibérant , 81. — Dans l'intervalle entre la plaidoirie et la délibération , il médite sur les questions à résoudre , 82. — Fruit qu'il retire de ses méditations , *ibid.* — Ne délibère qu'au Palais , *ibid.* — Devoirs du rapporteur , 83. — Silence , recueillement et attention durant le rapport ; pendant la délibération , écouter l'opinant sans l'interrompre ; ne point émettre d'opinion anticipée ; pourquoi , *ibid.* — Manière convenable d'exprimer et de soutenir son opinion , 85. — L'abandonner quand on se sent convaincu d'erreur , et non autrement , 87. — Jugement par acclamation ; inconvenient et illégalité de ce mode , *ibid.* — Suivent quelques règles d'appréciation et de précaution , 89. — Se défendre contre les séductions de la parole , et se tenir en garde contre les premières impressions , *ibid.* — Le juge supplée les moyens de droit , non les moyens de fait ; pourquoi , *ibid.* — Le besoin de démêler le faux et le vrai exige toute son application , 91. — Il ne rend point de jugement *ab irato* , 92. — La rigidité de ses principes ne va point jusqu'à outrer la rigueur de ses jugements , 93. — Jamais indulgent on sévère par affectation , 94.

LETTRE VIII.

Le Magistrat délibérant , continuation , 95. — Se résoudre à punir quand le fait constaté est punissable , 97. — S'il n'est que répréhensible , ne pas demander à la loi un châtiment qu'elle refuse , 99. — Mesure de la peine méritée ;

ce que doit être la pitié dans le cœur du juge , page 100. — Fermeté, indépendance , 101. — Loi claire, loi obscure, incomplète ou muette ; règles pour ces cas divers, 102. — Développement de ces règles, *ibid.* — Esprit de la loi ; moyens de s'en assurer, 103. — Usage ; peut être pris pour guide ; à quelles conditions, *ibid.* — Équité ; la suivre quand la loi n'a pas statué ; autrement, il y aurait arbitraire, *ibid.* — Autorité des précédents, des légistes, du droit romain ; elle doit aider la raison et non la subjuguer, 106. — Maximes dites *règles de droit* ; ce qu'elles valent en général, 107. — N'abuser d'aucun principe, 108.

LETTRE IX.

Le Magistrat délibérant ; continuation, 110. — Discerner les différences qui existeraient entre des espèces jugées et l'espèce à juger, *ibid.* — Nouveauté des questions de droit regardée comme un préjugé contre la partie qui la propose, 112. — Juge placé entre deux opinions, l'une probable, l'autre plus probable, 113. — Impartialité, développements, *ibid.* — Jugements entre des étrangers et des régnicoles, 115. — Esprit de parti ; ses tristes effets, *ibid.* — Le juge n'use point de son pouvoir pour servir ses intérêts ou ceux de ses amis, 116. — Mais la crainte de favoriser un ami ne doit pas engendrer l'injustice à son égard, 117. — Dans la répression des offenses commises envers lui-même, le juge doit montrer de la modération sans faiblesse, 118. — Le juge d'appel n'infirmes qu'à bon escient la décision du premier juge, 121. — Partage d'opinions ; nul ne doit abandonner la sienne uniquement pour rompre ce partage, *ibid.* — Sincérité des motifs exprimés dans les jugements, 122. — Rédac-

tions des décisions judiciaires ; qui doit la faire , et ce qu'elle doit être , page 124. — Secret des délibérations ; l'observer , pourquoi , 125.

LETTRE X.

De quelques autres devoirs , 128. — Prompte expédition de la justice , *ibid.* — Sans précipitation : il y a parfois une lenteur utile , 129. — Fonctions du Ministère public et du Magistrat instructeur : elles exigent une vigilance continuelle et courageuse , 131. — Résidence , assiduité , exactitude , 132. — Subordination nécessaire , 133. — Esprit de corps : utile seulement quand on le subordonne à l'esprit national , *ibid.* — Incompatibilité des fonctions judiciaires avec le trafic et avec certains mandats , 134. — Magistrat consultant ; ce bon office ne doit pas tourner en habitude ; pourquoi , 135. — Magistrat qui , par sa faute , cause un préjudice à son justiciable , 138. — Magistrat qui refuse ou néglige de remplir un devoir civique , 139.

LETTRE XI.

Conduite du Magistrat sous le double rapport de la politique et de la religion , 142. — Ces matières sont trop souvent jugées par la passion , 143. — L'auteur ne se propose point d'enseigner ce qu'on doit croire , *ibid.* — Ni d'attaquer nommément des opinions , quelles qu'elles soient , 144. — Il ne s'agit ici que des actes et des manifestations , *ibid.* — Il est plus que difficile de contenir tous les esprits , 145. — Mécontents de deux espèces , *ibid.* — Absurdes accusations , 146. — Comment les passions peuvent pervertir le sentiment et le jugement , 147. — Le Magistrat doit se soustraire à leur in-

fluence, page 148. — Sa conduite générale sous le rapport politique, 150. — Sa conduite générale sous le rapport religieux, 152. — Examen de quelques cas particuliers; parti à prendre; objections; réponses, 155. — En tout cela, qu'il soit d'abord de bonne foi avec lui-même, 160.

LETTRE XII.

Devoirs de bienséance, 162. — Affaires fastidieuses; lutter contre l'ennui qu'elles causent; en tout cas, éviter de le laisser paraître, 163. — S'abstenir de diversions et de conversations sur le siège de la justice; pourquoi, *ibid.* — Interruptions inutiles ou déplacées, *ibid.* — Dans ses affaires personnelles, le Magistrat apporte un bon esprit et donne de bons exemples, 164. — Il évite jusqu'à l'apparence d'une recommandation de sa part, en faveur des parties dont il est le parent ou l'ami connu, 165. — Réciprocité d'égards entre les Magistrats, *ibid.* — Et entre eux et le barreau, 166. — Le Magistrat discute rarement, au dehors, le mérite de ses actes critiqués, 167. — Accès qu'il donne aux plaideurs; visite de ceux-ci; ce qu'il faut en penser; conduite à tenir, 168. — Gravité de ses mœurs et de ses manières, 169. — Vie plus retirée que mondaine; active et sans mollesse, 170. — Simplicité et modestie dans ses actions et ses paroles, *ibid.* — Il ne s'agit point pour s'avancer; il sait attendre, 171. — Sa parole est grave dans les affaires qui le sont, 172. — S'il se fait écrivain, ses ouvrages ne dérogent point à son caractère, 173. — Mise décente, c'est-à-dire ni négligée ni recherchée, 174. — Dans sa demeure, comme sur sa personne, tout annonce l'ordre, sans faste ni parcimonie, 177. — Exhortation; conclusion, 178.

FIN DE LA TABLE.



